

15 décembre 2019



BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

N° 2019-12

**Direction
de l'information légale
et administrative**

26, rue Desaix
75727 Paris Cedex 15
ISSN : 1282-7924

Édité par :

La délégation à l'information
et à la communication
du ministère de l'intérieur

Directeur de la publication :

Thomas CAMPEAUX,
directeur des libertés publiques
et des affaires juridiques

Sommaire chronologique

Sommaire thématique

Application du titre I^{er} de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978
relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs



NOTA

Les annexes citées et non incluses dans le présent document peuvent être obtenues, sur simple demande, auprès des directions dont elles émanent.

Il est important de donner les références précises (date et numéro de code).

Sommaire chronologique

	Pages
	—
26 octobre 2018	
Arrêté du 26 octobre 2018 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	46
20 septembre 2019	
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	50
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	53
23 septembre 2019	
Arrêté du 23 septembre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Friville-Escarbotin et de Saint-Valery-sur-Somme (Somme)	180
3 octobre 2019	
Arrêté du 3 octobre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Jonzac, de Montendre, de Montguyon et de Mirambeau (Charente-Maritime)	182
Décision n° 58619 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	88
7 octobre 2019	
Arrêté du 7 octobre 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	55
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	56
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	57
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	58
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	59
8 octobre 2019	
Décision n° 13922 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	90
14 octobre 2019	
Décision n° 54370 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	92

15 octobre 2019

Arrêté du 15 octobre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Saint-André-de-Corcy et de Miribel (Ain).....	185
--	------------

17 octobre 2019

Arrêté du 17 octobre 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Notre-Dame-des-Landes, des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Notre-Dame-des-Landes 1, de Notre-Dame-des-Landes 2, de Notre-Dame-des-Landes 3, de Notre-Dame-des-Landes 4, de Notre-Dame-des-Landes 5, de Notre-Dame-des-Landes 6, de Notre-Dame-des-Landes 7 et des brigades de recherches de Notre-Dame-des-Landes 1 et de Notre Dame-des-Landes 2 (Loire-Atlantique)	187
--	------------

18 octobre 2019

Arrêté du 18 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	60
---	-----------

28 octobre 2019

Décision du 28 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	35
Décision du 28 octobre 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.....	41

30 octobre 2019

Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	61
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	62
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	63
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	64
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	65
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	66

5 novembre 2019

Décision n° 8556 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	94
Décision n° 12413 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	95
Décision n° 12854 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	97
Décision n° 16341 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »	99

	Pages
Décision n° 16342 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »	100
Décision n° 16345 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française ».....	101
Décision n° 17088 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	102
Décision n° 35176 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des pays de la Loire.....	104
Décision n° 41917 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	106
Décision n° 41940 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	108

6 novembre 2019

Décision n° 19098 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	110
Décision n° 19988 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme.....	112
Décision n° 25173 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	114
Décision n° 25584 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	116
Décision n° 25585 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	118
Décision n° 31430 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	119
Décision n° 35330 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est	121
Décision n° 47146 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	123
Décision n° 47147 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	125
Décision n° 51547 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	127
Décision n° 51549 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	129
Décision n° 65183 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	131
Décision n° 65260 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	134

7 novembre 2019

Arrêté du 7 novembre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense.....	67
Décision n° 6366 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air.....	136
Décision n° 10276 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	137
Décision n° 28044 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	138
Décision n° 35975 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	140
Instruction n° 5500/GEND/DSF/SDAF du 7 novembre 2019 relative à l'indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus à l'occasion du service	16

8 novembre 2019

Décision n° 2104 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	142
Décision n° 5919 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale.....	143
Décision n° 13975 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	144
Décision n° 15468 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	146
Décision n° 17303 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	147
Décision n° 17332 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	148
Décision n° 20081 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	150
Décision n° 48961 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	152
Décision n° 48962 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	154
Décision n° 59316 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	156
Décision n° 67426 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »	157

12 novembre 2019

Décision n° 67570 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »	159
Décision n° 67571 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »	160

Décision n° 76154 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	161
---	------------

13 novembre 2019

Arrêté du 13 novembre 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer.....	39
---	-----------

18 novembre 2019

Décision du 18 novembre 2019 modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration.....	36
---	-----------

19 novembre 2019

Arrêté du 19 novembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur.....	1
Arrêté du 19 novembre 2019 portant création de la brigade de recherches de Koné (Nouvelle-Calédonie)	188
Décision n° 75719 du 19 novembre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	74

20 novembre 2019

Arrêté du 20 novembre 2019 portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	68
Décision du 20 novembre 2019 portant mise à la retraite sur demande – M. Couturier (Pierre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	42
Décision n° 78164 du 20 novembre 2019 pour l'attribution du brevet supérieur de spécialiste (BSS) par la validation des acquis du parcours professionnel (VAPP) au titre de l'année 2019	76
Instruction n° 107000 du 20 novembre 2019 relative à la prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale.....	43

21 novembre 2019

Arrêté du 21 novembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L. 4132-10 du code de la défense.....	69
Décision n° 78604 du 21 novembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 4 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	82

22 novembre 2019

Convention du 22 novembre 2019 de délégation de gestion pour la passation d'un marché de nettoyage des locaux de l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise	33
---	-----------

25 novembre 2019

Décision n° 83/2019 du 25 novembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail.....	190
---	------------

3 décembre 2019

Arrêté du 3 décembre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale.....	40
Arrêté du 3 décembre 2019 portant agrément de véhicules blindés de transport de fonds	189
Instruction du 3 décembre 2019 relative à l'organisation du temps de travail des personnels du corps de commandement de la police nationale qui ne relèvent pas de l'article 10.....	173

4 décembre 2019

Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	70
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	71
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	72
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	73

Sommaire thématique

	Pages
<i>Administration générale</i>	
Arrêté du 19 novembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur.....	1
Instruction n° 5500/GEND/DSF/SDAF du 7 novembre 2019 relative à l'indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus à l'occasion du service	16
<i>Délégations de gestion</i>	
Convention du 22 novembre 2019 de délégation de gestion pour la passation d'un marché de nettoyage des locaux de l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise	33
<i>Délégations de signature</i>	
Décision du 28 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général (Office français de protection des réfugiés et apatrides)	35
<i>Immigration et asile</i>	
Décision du 18 novembre 2019 modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration	36
<i>Personnels d'État</i>	
Arrêté du 13 novembre 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer	39
Arrêté du 3 décembre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale.....	40
Décision du 28 octobre 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.....	41
Décision du 20 novembre 2019 portant mise à la retraite sur demande – M. Couturier (Pierre) (Office français de protection des réfugiés et apatrides).....	42
Instruction n° 107000 du 20 novembre 2019 relative à la prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale.....	43
<i>Attribution de qualifications et titres</i>	
Arrêté du 26 octobre 2018 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	46
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	50
Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale.....	53

Arrêté du 7 octobre 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	55
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	56
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	57
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	58
Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	59
Arrêté du 18 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	60
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	61
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	62
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	63
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	64
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	65
Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	66
Arrêté du 7 novembre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense.....	67
Arrêté du 20 novembre 2019 portant affectation d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense	68
Arrêté du 21 novembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense.....	69
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels.....	70
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	71
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	72
Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure	73
Décision n° 75719 du 19 novembre 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie.....	74
Décision n° 78164 du 20 novembre 2019 pour l'attribution du brevet supérieur de spécialiste (BSS) par la validation des acquis du parcours professionnel (VAPP) au titre de l'année 2019.....	76
Décision n° 78604 du 21 novembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 4 aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale.....	82

Avancements et promotions

Décision n° 58619 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	88
Décision n° 13922 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados.....	90
Décision n° 54370 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	92

	Pages
Décision n° 8556 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Corse	94
Décision n° 12413 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin	95
Décision n° 12854 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime.....	97
Décision n° 16341 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «infanterie».....	99
Décision n° 16342 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «cavalerie»	100
Décision n° 16345 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche «orchestres-chœur de l'armée française»	101
Décision n° 17088 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme	102
Décision n° 35176 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie des pays de la Loire.....	104
Décision n° 41917 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne	106
Décision n° 41940 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest	108
Décision n° 19098 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne	110
Décision n° 19988 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme	112
Décision n° 25173 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire.....	114
Décision n° 25584 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais.....	116
Décision n° 25585 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord	118
Décision n° 31430 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne.....	119
Décision n° 35330 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est	121
Décision n° 47146 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest	123
Décision n° 47147 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques	125
Décision n° 51547 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur	127
Décision n° 51549 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud.....	129

Décision n° 65183 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie	131
Décision n° 65260 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est	134
Décision n° 6366 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'air	136
Décision n° 10276 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie des transports aériens.....	137
Décision n° 28044 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault.....	138
Décision n° 35975 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.....	140
Décision n° 2104 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie de l'armement	142
Décision n° 5919 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale	143
Décision n° 13975 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs.....	144
Décision n° 15468 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime.....	146
Décision n° 17303 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne.....	147
Décision n° 17332 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne	148
Décision n° 20081 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne	150
Décision n° 48961 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris	152
Décision n° 48962 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France	154
Décision n° 59316 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale	156
Décision n° 67426 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «administrative et technique»	157
Décision n° 67570 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «secrétariat».....	159
Décision n° 67571 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des organismes centraux – branche «formations extérieures»	160
Décision n° 76154 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale	161

Dispositions statutaires diverses

Instruction du 3 décembre 2019 relative à l'organisation du temps de travail des personnels du corps de commandement de la police nationale qui ne relèvent pas de l'article 10.....	173
---	------------

Organisation des services

Arrêté du 23 septembre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Friville-Escarbotin et de Saint-Valery-sur-Somme (Somme)	180
Arrêté du 3 octobre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Jonzac, de Montendre, de Montguyon et de Mirambeau (Charente-Maritime)	182
Arrêté du 15 octobre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Saint-André-de-Corcy et de Miribel (Ain).....	185
Arrêté du 17 octobre 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Notre-Dame-des-Landes, des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Notre-Dame-des-Landes 1, de Notre-Dame-des-Landes 2, de Notre-Dame-des-Landes 3, de Notre-Dame-des-Landes 4, de Notre-Dame-des-Landes 5, de Notre-Dame-des-Landes 6, de Notre-Dame-des-Landes 7 et des brigades de recherches de Notre-Dame-des-Landes 1 et de Notre Dame-des-Landes 2 (Loire-Atlantique)	187
Arrêté du 19 novembre 2019 portant création de la brigade de recherches de Koné (Nouvelle-Calédonie)	188

Polices administratives

Arrêté du 3 décembre 2019 portant agrément de véhicules blindés de transport de fonds	189
Décision n° 83/2019 du 25 novembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L.8271-6-3 du code du travail.....	190

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 19 novembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale
et au réseau local d'action sociale du ministère de l'intérieur**

NOR : INTA1930690A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant statut général de la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 2006-21 du 6 janvier 2006 modifié relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'État;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 modifié portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer;

Vu le décret n° 2014-1094 du 26 septembre 2014 instituant un comité technique de réseau de la direction générale de la police nationale et un comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2007 relatif aux correspondants de l'action sociale du ministère de l'intérieur de l'outre-mer et des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré pour les secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique des directions, services administratifs et techniques de la préfecture de police;

Vu l'arrêté du 11 août 2014 portant création des comités techniques de service déconcentré dans certains services déconcentrés d'outre-mer du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création des comités techniques de services déconcentrés de la police nationale;

Vu l'arrêté du 4 juin 2018 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial du greffe de la commission du contentieux du stationnement payant;

Vu l'arrêté du 24 septembre 2018 portant création de comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au bénéfice des personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2019 relatif à la Commission nationale d'action sociale du ministère de l'intérieur;

Vu la circulaire du 13 novembre 2009 du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales relative au budget déconcentré d'initiative locale;

Vu l'avis émis par la Commission nationale d'action sociale lors de sa séance plénière du 17 septembre 2019,

Arrête:

Article 1^{er}

Il est institué, dans chaque département ou collectivité de métropole et d'outre-mer, par arrêté préfectoral, une commission locale d'action sociale dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont régis par les règles fixées au présent arrêté.

La commission locale d'action sociale de la préfecture de police est régie par un arrêté du préfet de police. Cet arrêté pris sur avis de la commission nationale d'action sociale peut prévoir des dispositions particulières pour prendre en compte la situation spécifique des personnels relevant du statut des administrations parisiennes.

La commission locale d'action sociale de l'administration centrale est régie par un arrêté du ministre pris sur avis de la commission nationale d'action sociale.

Les attributions de la commission locale d'action sociale s'exercent au profit de tous les personnels relevant de l'action sociale du ministère affectés sur le territoire concerné.

TITRE I^{er}

L'assemblée plénière

CHAPITRE I^{er}

Composition de l'assemblée plénière

Article 2

La commission locale d'action sociale comprend treize, quinze, dix-sept ou vingt-et-un membres (selon les strates prévues à l'annexe 1 jointe au présent arrêté), représentant les principales organisations syndicales représentatives des personnels du ministère et, selon le cas, huit membres de droit.

Chaque membre titulaire a un suppléant désigné par une organisation syndicale qui peut siéger lors des travaux, sans voix délibérative.

Les organisations syndicales peuvent désigner des membres pensionnés pour les représenter.

Article 3

Les sièges sont répartis entre les représentants des personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service implanté sur le territoire de référence, sans distinction du service d'affectation.

Le nombre global de sièges attribués à l'ensemble des listes des représentants du personnel, sans distinction, est déterminé selon la strate dans laquelle se situe le département.

La détermination de la strate de référence se fait conformément aux indications de l'annexe 1 du présent arrêté.

Dans chaque territoire administratif, tous les agents du ministère bénéficient de l'action sociale ministérielle.

Article 4

La répartition des sièges s'effectue à la proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base des résultats locaux aux élections pour les comités techniques et, pour les personnels civils en fonction au sein de la gendarmerie nationale, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Cette répartition s'effectue selon les modalités définies aux annexes 1 et 2 du présent arrêté.

Article 5

Les organisations représentatives des personnels du ministère désignent leurs représentants titulaires et suppléants au sein de la commission locale d'action sociale dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral de répartition des sièges.

Dans les huit mois qui suivent l'arrêté de promulgation des résultats locaux du dernier scrutin au comité technique, un arrêté fixe la nouvelle composition de la commission locale d'action sociale.

Article 6

La répartition des sièges au sein de la commission locale d'action sociale est revue à l'issue de chaque élection des représentants des personnels aux comités techniques et aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, pour tenir compte de l'évolution des effectifs des personnels et de la représentativité des organisations syndicales.

Article 7

Les membres de droit, ou leur représentant, sont, selon le cas :

- le préfet;
- le haut fonctionnaire de zone de défense et de sécurité;
- le directeur départemental de la sécurité publique;
- le commandant de région de gendarmerie;
- le commandant de l'école de gendarmerie, ou d'un service visé à l'annexe 2;
- le responsable d'un autre service visé à l'annexe 2;
- le chef du service local d'action sociale du ministère;
- un assistant de service social.

Article 8

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales siégeant en assemblée plénière sont désignés par arrêté préfectoral pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat parmi les membres titulaires, le suppléant, désigné pour assurer le remplacement, siège jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale, en tant que titulaire.

Un nouveau membre suppléant est alors désigné par l'organisation syndicale concernée, pour siéger à la commission locale d'action sociale en cas d'absence du nouveau titulaire, et ce, jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, survenant en cours de mandat, parmi les membres suppléants, l'organisation syndicale concernée désigne un suppléant pour siéger à la commission locale d'action sociale en cas d'absence du membre titulaire. Cette désignation vaut jusqu'au prochain renouvellement de la commission locale d'action sociale.

De nouvelles désignations de membres titulaires ou suppléants peuvent intervenir à la demande des organisations syndicales.

Toute modification de composition fait l'objet d'un arrêté préfectoral.

Article 9

Le conseiller technique régional pour le service social, le médecin de prévention, un inspecteur santé et sécurité au travail chargé du département et un psychologue de soutien opérationnel peuvent siéger à la commission locale d'action sociale, à titre consultatif.

CHAPITRE II

Attributions de l'assemblée plénière

Article 10

La commission locale d'action sociale élabore, lors de sa première réunion, son règlement intérieur sur la base d'un règlement intérieur-type approuvé par la commission nationale d'action sociale. Elle élit le vice-président, puis les membres du bureau.

Article 11

La commission locale d'action sociale connaît notamment des questions relatives à :

- l'animation et l'exécution dans le département ou le territoire des missions d'action sociale définies sur le plan national;
- l'élaboration de la politique sociale locale, dans le respect de la politique nationale et des moyens de sa mise en œuvre;
- l'utilisation du budget déconcentré d'initiatives locales destiné à l'action sociale locale et l'élaboration du bilan annuel;
- l'initiative de contacts et d'échanges avec les services de l'action sociale des autres administrations et collectivités du département ou du territoire,
- le suivi du bon fonctionnement du réseau des correspondants de l'action sociale et l'établissement annuel du bilan de son activité.

Article 12

L'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale examine et se prononce sur les rapports d'activité et le bilan financier des acteurs locaux d'action sociale.

Ces rapports sont élaborés par le service départemental d'action sociale et transmis, après examen, à la Commission nationale d'action sociale.

CHAPITRE III

Fonctionnement de l'assemblée plénière

Article 13

La première réunion de la commission locale d'action sociale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral de composition.

Lors de cette séance, il est procédé à l'élection du vice-président, puis à l'élection des membres du bureau, conformément aux dispositions du règlement intérieur.

Article 14

Le préfet, ou son représentant membre du corps préfectoral, préside de droit la commission locale d'action sociale.

Celui-ci remplit une mission permanente d'impulsion, d'orientation et de coordination des actions menées dans le domaine social à l'intention des agents relevant de l'action sociale du ministère, en activité, affectés dans le territoire administratif concerné ou pensionnés y résidant.

Article 15

Les membres titulaires, autres que de droit, de la commission locale d'action sociale élisent le vice-président.

Cette élection a lieu à bulletin secret, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second tour.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

Article 16

Le vice-président assiste le président dans toutes ses missions. À cette fin, il bénéficie d'autorisations d'absence dans les conditions fixées par arrêté.

Article 17

Le secrétariat de la commission locale d'action sociale est assuré par le chef du service départemental d'action sociale.

Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint à chaque séance de la commission.

Après chaque séance de l'assemblée plénière, un procès-verbal est établi et diffusé à l'ensemble des membres dans un délai d'un mois.

Il est signé par le président de la séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint.

Ce procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 18

L'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale se réunit au moins deux fois par an.

Elle peut également être réunie à l'initiative du président ou du quart des membres titulaires des organisations syndicales représentatives des personnels.

Dans ce cas, la demande écrite est adressée au président et précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour.

Article 19

L'ordre du jour de chaque réunion, préalablement débattu par le bureau, est arrêté par le président.

Cet ordre du jour, accompagné des documents qui s'y rapportent, est adressé aux membres de la commission locale d'action sociale en même temps que les convocations.

À l'ordre du jour sont adjointes toutes les questions relevant de la compétence de la commission locale d'action sociale, dont l'examen est demandé par écrit au président par le quart au moins des représentants des personnels siégeant à la commission.

Article 20

La commission constitue, à l'initiative de ses membres, des groupes de travail chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises.

Chaque organisation syndicale siégeant à la commission désigne un représentant parmi les membres titulaires ou suppléants de la commission locale d'action sociale pour participer aux groupes de travail.

Le vice-président ou, à défaut, un animateur des représentants des personnels, et le co-animateur membre de l'administration sont chargés de présenter les travaux du groupe de travail au bureau.

L'assemblée plénière se prononce sur les conclusions des travaux de chaque groupe de travail présentées par le bureau.

Article 21

Le représentant de l'administration, co-animateur chargé du groupe de travail, à la demande d'un de ses membres, invite à participer aux débats toute personne pouvant enrichir les réflexions du groupe de travail.

À ce titre, pourront notamment être associés aux travaux, en qualité d'expert :

- des responsables chargés d'une activité sociale au sein du ministère ou d'autres ministères,
- des représentants des mutuelles faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère et œuvrant dans le champ social,
- des représentants d'associations et de fondations œuvrant dans le champ social et faisant l'objet d'un partenariat avec le ministère.

TITRE II

Le bureau

CHAPITRE I^{er}

Composition du bureau

Article 22

Les membres de droit du bureau sont, selon le cas :

- le secrétaire général ou un membre du corps préfectoral ;
- le vice-président ;
- le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant ;
- le commandant de région de gendarmerie ou son représentant ;
- le commandant de l'école de gendarmerie ou d'un service visé à l'annexe 2 ou leur représentant ;
- le responsable d'un autre service visé à l'annexe 2 ou son représentant ;
- le chef du service départemental d'action sociale ou son représentant.

Cinq binômes (titulaire et suppléant), élus par les membres titulaires autres que de droit, représentent les organisations syndicales dont un au moins représentant les personnels exerçant leurs fonctions au sein d'un service de préfecture.

La désignation des binômes titulaires-suppléants est définie lors de l'élection.

Article 23

Les membres titulaires et suppléants des organisations syndicales réunis en bureau sont élus pour une durée de quatre ans.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre titulaire du bureau, le membre suppléant désigné au cours de l'élection le remplace, pour la durée du mandat restant à courir.

En cas d'absence définitive, pour quelle que cause que ce soit, d'un membre suppléant devenu titulaire, il est procédé à l'élection d'un nouveau binôme pour la durée du mandat restant à courir, lors de la prochaine réunion plénière de la commission ou, au plus tard, dans les trois mois qui suivent le constat de l'absence.

CHAPITRE II

Attributions du bureau

Article 24

Le bureau prépare les travaux de la commission locale d'action sociale et, selon le cas, exécute ou veille à l'exécution de ses délibérations.

Il propose la répartition du budget déconcentré d'initiatives locales entre les différentes actions programmées.

Il peut recevoir délégation de l'assemblée plénière pour se prononcer sur toutes questions relevant de cette instance.

Les délibérations du bureau donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal dans les mêmes conditions que pour l'assemblée plénière.

CHAPITRE III

Fonctionnement du bureau

Article 25

Le bureau est présidé par le secrétaire général de la préfecture ou un membre du corps préfectoral.

Article 26

Le secrétariat permanent du bureau est assuré par le chef du service départemental d'action sociale. Un des membres élus de la commission est désigné pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint. Les signatures du président et du secrétaire adjoint sont requises sur le procès-verbal du bureau. Chaque procès-verbal est approuvé lors de la séance suivante.

Article 27

Le bureau se réunit au moins trois fois par an.

Il peut également être réuni à la demande du vice-président ou de la majorité de ses membres représentant des personnels.

Article 28

L'assistant de service social du département et le médecin de prévention peuvent siéger au bureau, à titre consultatif.

TITRE III

Le réseau local d'action sociale du ministère

CHAPITRE I^{er}

Le service départemental d'action sociale du ministère

Article 29

Dans chaque département et collectivité territoriale, le service départemental d'action sociale du ministère constitue, sous l'autorité du préfet, un des services administratifs de la préfecture ou du Haut-commissariat.

Article 30

Le service départemental d'action sociale du ministère a une compétence générale pour tout ce qui relève de l'action sociale, à l'égard de tous les personnels du ministère de l'intérieur en activité affectés dans le département, ou la collectivité territoriale, et de leur famille, ainsi qu'aux personnels pensionnés du ministère de l'intérieur y résidant.

Relèvent notamment de sa compétence :

- l'animation et l'exécution au niveau local de l'ensemble des missions d'action sociale définies au plan national ;
- la mise en œuvre de la politique sociale locale. Celle-ci fait l'objet chaque année d'un débat au sein de la commission locale d'action sociale ;
- la gestion des crédits déconcentrés destinés à l'action sociale locale, ainsi que le compte rendu de cette gestion ;
- l'information de l'ensemble des partenaires sociaux et médico-sociaux du service et l'animation du réseau des correspondants de l'action sociale, l'établissement de relations avec les services de l'action sociale des autres administrations et collectivités.

Le service local d'action sociale du ministère met en place les moyens concourant au bon fonctionnement de la commission locale d'action sociale.

CHAPITRE II

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère

Article 31

Le service départemental d'action sociale du ministère est dirigé par un cadre, secondé par un ou plusieurs agents du ministère.

Article 32

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère est recruté sur la base du profil défini dans le référentiel des emplois du ministère.

Article 33

Le chef du service départemental d'action sociale du ministère est nommé par le préfet, après information préalable de la commission locale d'action sociale.

CHAPITRE III

Les correspondants de l'action sociale du ministère

Article 34

Les correspondants de l'action sociale remplissent une mission de service de proximité, conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 décembre 2007.

Ils assurent cette mission au bénéfice des agents relevant du ministère quelle que soit leur affectation : préfecture, sous-préfecture, service de police, secrétariat général pour l'administration du ministère, personnels civils des services de gendarmerie, direction départementale interministérielle, juridictions administratives notamment.

TITRE IV

Dispositions transitoires et diverses

Article 35

Au plus tard deux mois après la notification du présent arrêté, le préfet établit par arrêté la répartition des sièges à la commission locale d'action sociale, conformément aux règles de répartition fixées par le présent arrêté et sur la base des effectifs des personnels constatés à la date du scrutin.

La première réunion de la commission locale a lieu au plus tard deux mois après la notification de l'arrêté préfectoral de composition de la commission locale d'action sociale.

Article 36

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté du 26 septembre 2019.

Article 37

Le secrétaire général du ministère de l'intérieur et les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des ressources humaines,
L. MÉZIN

ANNEXE I À L'ARRÊTÉ NOR: INTA1930690A RELATIF AUX COMMISSIONS LOCALES
D'ACTION SOCIALE ET AU RÉSEAU LOCAL D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Conformément à l'article 3 de l'arrêté, chaque département, collectivité de métropole ou d'outre mer est répertorié dans l'une des quatre strates suivantes :

Strate I: départements comptant jusqu'à six cents agents et ensemble des collectivités d'outre mer

Composition de la commission locale d'action sociale en strate I :

Treize membres représentent l'ensemble des personnels

Strate II: départements comptant de six cent un à deux mille agents

Composition de la commission locale d'action sociale en strate II :

Quinze membres représentent l'ensemble des personnels

Strate III: départements comptant plus de deux mille un agents – ainsi que la commission locale d'action sociale de l'administration centrale et de la préfecture de police

Composition de la commission locale d'action sociale en strate III :

Dix-sept membres représentent l'ensemble des personnels

Strate IV: départements – hors Ile-de-France - qui disposent d'une police d'agglomération

Composition de la commission locale d'action sociale en strate IV :

<p>Cette strate concerne les départements hors Ile-de-France, dotés d'une police d'agglomération : Bouches-du-Rhône, Gironde, Nord et Rhône.</p>
--

Vingt-et-un membres représentent l'ensemble des personnels.

**ANNEXE 2 À L'ARRÊTÉ NOR: INTA1930690A RELATIF AUX COMMISSIONS LOCALES
D'ACTION SOCIALE ET AU RÉSEAU LOCAL D'ACTION SOCIALE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR**

NIVEAU de représentation de l'État	COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, de sécurité et de santé au travail – À prendre en compte	NIVEAU DES SUFFRAGES exprimés à prendre en compte
Préfecture de région chef-lieu	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré pour le secrétariat général pour l'administration du ministère placé auprès du préfet délégué pour la défense et sécurité de la zone concernée	Niveau zonal
	Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale	Niveau régional
	Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure	Niveau régional
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la région de gendarmerie concernée	Niveau régional
Pour la préfecture de région Bourgogne-Franche-Comté	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de l'école de gendarmerie de Dijon (à ajouter)	Niveau départemental
Préfecture de département avec école de gendarmerie et centre de formation	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de l'école de gendarmerie implantée dans le département: * Allier – école de Montluçon * Seine-et-Marne – écoles de Melun et de Fontainebleau * Corrèze – école de Tulle * Finistère – école de Châteaulin * Haute-Marne – école de Chaumont	Niveau départemental
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du centre de formation implanté dans le département: * Dordogne – Centre national d'entraînement des forces de la gendarmerie nationale de Saint-Astier	
Préfecture de département sans école de gendarmerie	Comité technique de service déconcentré de la préfecture du département concerné	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental
Préfecture de région Île-de-France, préfecture de Paris	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la région de gendarmerie Ile-de-France	Niveau régional
Préfecture de la Haute-Vienne (87)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la commission du contentieux du stationnement payant de Limoges	Niveau départemental
Préfecture de l'Essonne (91)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale du département concerné	Niveau départemental
	Comité technique de proximité de l'aéroport d'Orly	Niveau identique au comité technique
Préfecture des Hauts-de-Seine (92)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 92
Préfecture de Seine-Saint-Denis (93)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 93
	Comité technique de proximité des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle et du Bourget	Niveau identique au comité technique
Préfecture du Val-de-Marne (94)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 94
Préfecture du Val-d'Oise (95)	Comité technique de service déconcentré de la préfecture	Niveau départemental
	Comité technique de service déconcentré de la police nationale	Niveau départemental
	Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail de la police judiciaire de la gendarmerie nationale	Niveau identique au comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail

NIVEAU de représentation de l'État	COMITÉ TECHNIQUE ET COMITÉ D'HYGIÈNE, de sécurité et de santé au travail – À prendre en compte	NIVEAU DES SUFFRAGES exprimés à prendre en compte
Préfecture de police	Comité technique des directions, services administratifs et techniques de la préfecture de police Comité technique des administrations parisiennes Comité technique interdépartemental des services de police pour la préfecture de police	Niveau identique au comité technique Niveau identique au comité technique Niveau départemental par projection des suffrages sur le département 75
Préfectures de région outre-mer, préfectures de département: Guadeloupe Martinique Guyane	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de la région concernée	Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail
La Réunion	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de Mayotte et du commandement de la gendarmerie de la Réunion	Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau identique au comité technique Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée) Niveau régional (par projection des suffrages sur la région concernée)
Mayotte	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie de Mayotte et du commandement de la gendarmerie de la Réunion	Niveau identique au comité technique Niveau départemental (par projection des suffrages sur le département concerné) Niveau identique au comité technique Niveau départemental (par projection des suffrages sur le département concerné) Niveau départemental par projection des suffrages sur le département concerné)
Haut-commissariat Polynésie française	Comité technique de proximité unique Haut-commissariat – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie et du commandement de gendarmerie pour la Polynésie	Niveau identique au comité technique Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau identique au comité technique Niveau de la collectivité territoriale (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau de la collectivité territoriale (par projection des suffrages sur la collectivité concernée)
Haut-commissariat Nouvelle-Calédonie	Comité technique de proximité préfecture – secrétariat général pour l'administration de la police Comité technique de service central de réseau de la direction générale de la police nationale Comité technique de service déconcentré police nationale Comité technique de proximité de la direction générale de la sécurité intérieure Comité d'hygiène, de sécurité et de santé au travail du commandement de la gendarmerie pour la Nouvelle-Calédonie et du commandement de gendarmerie pour la Polynésie	Niveau identique au comité technique Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau identique au comité technique Niveau de la collectivité territoriale (par projection des suffrages sur la collectivité concernée) Niveau du haut-commissariat (par projection des suffrages sur la collectivité concernée)
Saint-Pierre-et-Miquelon	Comité technique de proximité de préfecture - police nationale	Niveau identique au comité technique



RÈGLEMENT INTÉRIEUR TYPE DES COMMISSIONS LOCALES D'ACTION SOCIALE

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, conformément aux dispositions de l'arrêté n° NOR : INTA1930690A du 19 novembre 2019 relatif aux commissions locales d'action sociale, les conditions de fonctionnement des commissions locales d'action sociale dans leurs formations plénière et en bureau.

TITRE I^{er}

L'Assemblée plénière

I. – CONVOCATION DES MEMBRES

Article 1^{er}

Lorsque la commission locale d'action sociale est convoquée à l'initiative du président ou du quart des représentants des personnels, la réunion se tient dans le délai maximal d'un mois à compter du jour où la demande a été reçue.

Article 2

À la demande du président, le secrétariat convoque l'ensemble des membres de la commission, titulaires et suppléants, et en informe leur chef de service.

Les convocations sont adressées au plus tard 15 jours avant la date de la réunion.

Les membres désignés à l'article 9 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, siégeant à titre consultatif, sont convoqués dans les mêmes conditions.

Article 3

La convocation des membres comporte l'indication de la date, de l'heure, du lieu et de l'ordre du jour de la réunion, ainsi que la transmission de tous les documents.

Article 4

S'ils ne peuvent pas être transmis en même temps que les convocations, l'ordre du jour et les documents qui s'y rapportent doivent être adressés aux membres au plus tard huit jours avant la date de la réunion.

Les questions posées par écrit au président, par le quart au moins des représentants des personnels, dans le cadre de l'article 19 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, doivent être transmises à tous les membres de la commission locale au moins quarante huit heures avant la date de la réunion.

II. – DÉROULEMENT DES RÉUNIONS

Article 5

La commission locale d'action sociale ne délibère valablement que si deux tiers au moins de ses membres sont présents lors de l'ouverture de la réunion.

Si les conditions de quorum ne sont pas remplies, une nouvelle réunion de la commission locale d'action sociale doit intervenir dans le délai maximum de quinze jours suivant celle au cours de laquelle le quorum n'a pas été atteint. Dans ce cas, la réunion n'est soumise à aucune condition de quorum.

Article 6

Au début de la réunion, le président communique à la commission locale d'action sociale la liste des participants.

Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président de la commission locale d'action sociale ouvre la réunion en rappelant les questions inscrites à l'ordre du jour.

La commission locale d'action sociale, à la majorité des membres présents ayant voix délibérative, décide, le cas échéant, d'examiner les questions dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour.

Article 7

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations de la commission locale d'action sociale, ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

L'organisation matérielle des réunions est assurée par le secrétariat de la commission.

Le secrétaire adjoint de la commission représentant les personnels est désigné en début de séance par les membres autres que de droit.

Cette disposition s'applique aussi lors des réunions du bureau.

Article 8

Les documents utiles à l'information de la commission locale d'action sociale autres que ceux transmis avec la convocation peuvent être lus ou distribués pendant la réunion à la demande d'au moins un des membres ayant voix délibérative.

Article 9

La commission locale d'action sociale émet ses avis à la majorité des membres présents ayant voix délibérative.

Tout membre présent ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par l'administration ou des propositions émanant d'un ou de plusieurs membres autres que de droit ayant voix délibérative.

En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent, ayant voix délibérative, ait été invité à prendre la parole.

S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée, sauf si un vote à bulletin secret est demandé par un membre ayant voix délibérative. Les abstentions sont admises. Aucun vote par délégation n'est admis.

Article 10

Le président peut décider une suspension de séance, à son initiative, ou à la demande d'un membre de la commission locale d'action sociale.

Il prononce la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Article 11

A l'exception des cas de vote à bulletin secret, le procès-verbal indique, pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, le résultat et la répartition du vote de l'administration et de chacune des organisations syndicales, à l'exclusion de toute indication nominative.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions ; celui-ci est mis à la disposition des membres de la commission locale d'action sociale.

Les procès-verbaux pourront être mis en ligne, à l'initiative des préfets, selon les outils disponibles localement.

Article 12

Toutes facilités doivent être données aux membres de la commission locale d'action sociale pour exercer leurs fonctions.

Conformément aux textes en vigueur, une autorisation spéciale d'absence est accordée, sur simple présentation de leur convocation, aux membres titulaires et suppléants autres que de droit.

La durée de cette autorisation comprend :

- la durée prévisible de la réunion ;
- les délais de route ;
- un temps égal à la durée prévisible de la réunion qui est destiné à la préparation et au compte rendu des travaux de la commission locale d'action sociale.

Ce temps ne saurait être inférieur à une demi-journée, ni excéder deux journées.

TITRE II

Le vice-président

I. – ÉLECTION DU VICE-PRÉSIDENT

Article 13

Le vice-président est élu par les membres titulaires autres que de droit, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale.

Cette élection a lieu, à scrutin secret, au cours de la première réunion suivant le renouvellement de la commission locale d'action sociale. À l'issue de cette élection, il est procédé à l'élection des membres du bureau.

Article 14

Les membres autres que de droit peuvent se présenter à l'élection, à l'exclusion des membres suppléants, même s'ils représentent un membre titulaire empêché.

Article 15

Est élu au premier tour de scrutin le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Si cette majorité n'est pas acquise, il est procédé à un second tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le mandat du vice-président prend fin en même temps que celui des membres autres que de droit.

Article 16

Les opérations matérielles de l'élection, la fourniture des bulletins de vote, des enveloppes, leur mise en place incombent au secrétariat de la commission locale d'action sociale.

Les dispositions du présent article, ainsi que celles de l'article 17 s'appliquent à l'élection des membres du bureau qui se déroule à l'issue de ce scrutin.

Article 17

Le bureau de vote est composé des assesseurs désignés par les organisations syndicales, du président de la commission locale d'action sociale ou de son représentant qui en assure la présidence et du chef du service local d'action sociale qui est chargé du secrétariat.

Le dépouillement des bulletins de vote est assuré par le président du bureau de vote qui en proclame les résultats.

II. – LES MISSIONS DU VICE-PRÉSIDENT

Article 18

Conformément à l'article 16 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, le vice-président assiste le président dans toutes ses missions.

À ce titre :

- il est le contact privilégié entre l'administration et les membres de cette instance;
- il participe à la préparation des travaux de la CLAS (assemblée plénière, bureau et groupes de travail);
- il apporte son concours à l'élaboration de l'ordre du jour de l'assemblée plénière en liaison avec l'administration. Il consulte, le cas échéant, les membres de la CLAS;
- il coordonne les travaux et les propositions des groupes de travail en collaboration avec les animateurs de ces groupes;
- il participe au suivi des travaux de la CLAS;

À cette fin, il bénéficie d'autorisations d'absence dans les conditions fixées par arrêté ministériel.

TITRE III

Le bureau

I. – ÉLECTION DES MEMBRES DU BUREAU

Article 19

Les représentants des personnels siégeant au bureau sont élus par les membres titulaires autres que de droit. Les binômes titulaire/suppléant sont formés lors de l'élection.

Les représentants titulaires sont éligibles en tant que titulaires ou suppléants au bureau; les représentants suppléants ne sont éligibles qu'en tant que suppléants.

Cette élection a lieu au cours de la première réunion suivant le renouvellement de la commission locale d'action sociale.

Article 20

Après appel à candidature, chaque électeur constitue une liste qui, au plus, comporte cinq binômes titulaires-suppléants.

Sont élus au premier tour de scrutin les binômes ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Article 21

Si cette élection n'est pas acquise après un premier tour de scrutin, il est alors procédé à un deuxième tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité de voix, le candidat titulaire du binôme, le plus âgé, est déclaré élu.

Dans le cas où la liste des cinq binômes ayant obtenu le plus grand nombre de voix ne comporterait pas de binôme représentant les personnels de la filière administrative, technique ou scientifique, le binôme les représentant qui a obtenu le plus grand nombre de voix est désigné comme élu.

Dans cette hypothèse, le binôme ayant obtenu un nombre de voix le plaçant en cinquième position, après résultats, doit alors laisser son siège au binôme représentant les personnels de la filière administrative, technique ou scientifique qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

II. – LE FONCTIONNEMENT DU BUREAU

Article 22

Le bureau se réunit sans condition de quorum.

En vue de préparer les travaux de la commission locale d'action sociale, conformément à l'article 24 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, le bureau se réunit préalablement à chaque séance.

Le secrétariat du bureau établit le procès-verbal de chaque réunion dans un délai d'un mois.

Il est signé par le président de séance, contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint, puis transmis aux membres du bureau.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Il est tenu un répertoire des procès-verbaux des réunions du bureau; celui-ci est mis à la disposition des membres de la commission locale d'action sociale.

Article 23

Les membres du bureau sont convoqués par le secrétariat de la commission dans les conditions des articles 2, 3 et 4 § 1 du présent règlement.

Quand, entre deux réunions du bureau, l'avis de la commission locale d'action sociale est requis en urgence pour une modification de la mise en œuvre d'une action déjà votée par l'assemblée plénière, il est instauré une procédure exceptionnelle.

Les membres du bureau titulaires et suppléants sont consultés par écrit et rendent leur avis dans les huit jours.

Le bureau et l'assemblée plénière de la commission locale d'action sociale entérinent la décision lors de leur réunion suivante.

TITRE IV

Les groupes de travail

Article 24

La commission locale d'action sociale peut constituer des groupes de travail chargés d'approfondir les questions qui lui sont soumises, conformément à l'article 20 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale.

Article 25

Chaque groupe de travail est co-animé par un animateur représentant des personnels et l'administration.

L'animateur du groupe de travail, représentant titulaire des personnels, est désigné de façon consensuelle, par l'ensemble des représentants du personnel qui siègent dans l'instance.

Dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de consensus, cette nomination est soumise au vote des représentants titulaires du personnel siégeant dans l'instance ou des représentants suppléants siégeant en qualité de titulaires.

Est élu au premier tour de scrutin le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Si cette élection n'est pas acquise après un premier tour de scrutin, il est alors procédé à un deuxième tour pour lequel est exigée la majorité relative des suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des voix entre plusieurs candidats pour un même groupe de travail, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Article 26

Lorsqu'un représentant des personnels, membre du groupe de travail, est empêché, il lui incombe de transmettre :

- d'une part, au secrétariat de la commission le nom de la personne qui assistera à la réunion à sa place;
- d'autre part, à ce remplaçant l'ensemble des documents relatifs à la séance de travail.

Article 27

Les études, bilans, propositions ou conclusions fournis par ces groupes de travail doivent permettre à la commission locale d'action sociale d'approfondir ses analyses et de dégager des orientations dans les domaines pour lesquels ces groupes de travail ont été constitués.

L'organisation matérielle des réunions et la convocation des participants sont assurées par le secrétariat de la commission.

Article 28

Les experts tels qu'évoqués à l'article 21 de l'arrêté relatif aux commissions locales d'action sociale, ainsi que les personnes pouvant enrichir les réflexions du groupe de travail sont convoqués par le secrétariat de la commission à la demande d'un de ses membres, au moins quarante huit heures avant la réunion.

Ils n'ont pas voix délibérative.

Les experts, agents du ministère de l'intérieur, bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions du groupe de travail, sur présentation de leur convocation.

Article 29

Pour assurer la continuité de la mise en œuvre de l'action sociale pendant la période transitoire entre les élections professionnelles et l'arrêté de composition de la nouvelle instance, les groupes de travail peuvent continuer leurs travaux pendant cette période, dans la limite des sujets déjà en cours de traitement.

Article 30

Pendant cette période, le mandat des membres de l'instance est prolongé pour pouvoir participer à ces travaux.

Le mandat du vice-président est prolongé de la même manière pour lui permettre d'apporter son concours à l'administration pour l'exécution des actions définies dans le cadre du budget primitif de l'année.

L'établissement de ce budget primitif devra être réalisé avant la tenue des élections professionnelles et soumis à l'avis de l'assemblée plénière de l'instance avant son renouvellement.

Article 31

Les dispositions du présent règlement intérieur ont été adoptées par la commission locale d'action sociale lors de sa séance du, elles abrogent et remplacent le règlement intérieur du

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Instruction n° 5500/GEND/DSF/SDAF du 7 novembre 2019 relative à l'indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus à l'occasion du service

NOR : INTJ1932137J

Références :

Code de la défense, notamment son article L.4123-10 ;

Code de la sécurité intérieure, notamment son article L.113-1 ;

Décret n° 2010-878 du 26 juillet 2010 relatif à l'acquisition et au renouvellement des effets d'habillement et d'équipement des officiers et des sous-officiers de la gendarmerie nationale, notamment son article 5 ;

Circulaire n° 112000/GEND/DPMGN/SDAP/BCPJ du 23 mai 2013 relative à l'accompagnement des personnels militaires de la gendarmerie en matière de protection fonctionnelle (BOMI n° 2013-6 - CLASS. : 81.06) ;

Instruction générale n° 670 DEF/DAG/CX3 du 16 janvier 1989 sur la réparation amiable ou judiciaire des dommages causés ou subis par les armées (à l'exception des dommages contractuels), notamment l'article 148 (BOC p. 4345 ; BOEM 361.1) ;

Instruction n° 5000/GEND/DSF du 10 février 2016 relative à l'habillement des personnels militaires servant dans la gendarmerie (BOMI n° 2016-3 - CLASS. : 96.10).

Pièces jointes :

Cinq annexes.

SOMMAIRE

1. CHAMP D'APPLICATION DU DROIT À INDEMNISATION DES EFFETS ET OBJETS PERSONNELS DES MILITAIRES DE LA GENDARMERIE NATIONALE DÉTÉRIORÉS, DÉTRUITS OU PERDUS

1.1. Conditions ouvrant droit à l'indemnisation

- 1.1.1. Conditions tenant à la qualité de bénéficiaire et leurs ayants-droit
- 1.1.2. Conditions tenant aux caractéristiques et aux circonstances du préjudice
 - 1.1.2.1. Existence d'un préjudice matériel
 - 1.1.2.2. Dommage survenu en service

1.2. Exclusion du droit à indemnisation

- 1.2.1. Exclusion liée à l'engagement de la responsabilité d'un tiers à la gendarmerie
- 1.2.2. Exclusion tenant à l'indemnisation du dommage par un organisme tiers
- 1.2.3. Exclusion tenant à la nature de l'objet ou de l'effet personnel endommagé, perdu ou détruit
- 1.2.4. Exclusion tenant à l'existence d'une faute de l'agent à l'origine du dommage
- 1.2.5. Exclusion en cas de fraude
- 1.2.6. Exclusion tenant à la prescription

2. INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE D'INDEMNISATION DES EFFETS ET OBJETS PERSONNELS DÉTÉRIORÉS, DÉTRUITS OU PERDUS

2.1. Constitution du dossier de demande

- 2.1.1. Modalité de saisine
- 2.1.2. Pièces justificatives obligatoires
- 2.1.3. Pièces justificatives complémentaires

2.2. Dépôt et instruction de la demande par la personne dépositaire

- 2.2.1. Dépôt de la demande
 - 2.2.1.1. Service chargé de l'instruction des demandes d'indemnisation
 - 2.2.1.2. Dépôt du formulaire de demande
- 2.2.2. Mesures d'instruction de la demande
 - 2.2.2.1. Dossier complet
 - 2.2.2.2. Appréciation de la valeur de l'objet détruit
 - 2.2.2.3. Transmission du dossier à l'autorité compétente pour statuer
 - 2.2.2.4. Transmission éventuelle du dossier à l'autorité compétente pour engager la responsabilité d'un tiers

2.3. Autorités habilitées à prendre la décision d'indemnisation

- 2.3.1. Préjudice inférieur ou égal à 500 €
- 2.3.2. Préjudice supérieur à 500 €

2.4. Délai pour statuer sur la demande d'indemnisation

2.5. Formalisation et communication de la décision au demandeur

- 2.5.1. Formalisation de la décision
 - 2.5.1.1. Décision favorable à l'indemnisation
 - 2.5.1.2. Décision défavorable à l'indemnisation
- 2.5.2. Communication de la décision
 - 2.5.2.1. Communication de la décision au demandeur
 - 2.5.2.2. Communication de la décision au secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur

2.6. Modalités de versement de l'indemnité

3. BARÈMES D'INDEMNISATION DES EFFETS ET OBJETS PERSONNELS DÉTÉRIORÉS, DÉTRUITS OU PERDUS

- 3.1. Modalités d'indemnisation des biens et effets détériorés en service
- 3.2. Modalités d'indemnisation des biens et effets perdus ou détruits en service

4. TRAITEMENT DES CONTESTATIONS ET CONTENTIEUX

4.1. *Exercice d'un recours gracieux*

4.2. *Exercice d'un recours contentieux*

ANNEXES:

- Annexe I. – Formulaire de demande d'indemnisation
- Annexe II. – Formulaire de décision d'indemnisation
- Annexe III. – Barème d'indemnisation pour toute catégorie d'objets et d'effets non visés en annexe IV
- Annexe IV. – Barème d'indemnisation pour les objets de valeur, les objets remboursés sur le fondement du code de la sécurité sociale et les matériels et équipements numériques
- Annexe V. – Modèle d'accusé de réception des demandes d'indemnisation

1. Champ d'application du droit à indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus

La présente instruction a pour objet de définir les modalités d'indemnisation des dommages causés à certaines catégories de biens personnels de tout militaire de la gendarmerie nationale.

Ces modalités d'indemnisation s'inscrivent dans le cadre de l'accompagnement de ses personnels par la gendarmerie.

Sauf si les circonstances de l'espèce le justifient, toute demande qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente instruction ne sera pas instruite.

Toutefois, les demandes sont strictement encadrées par la nécessité de réunir cumulativement plusieurs conditions lors de la survenance du dommage et par le formalisme de la procédure d'indemnisation (point 1.1.).

Par ailleurs, des motifs d'exclusion du droit à indemnisation peuvent découler notamment de la nature du préjudice, de la faute personnelle du militaire ou de la mise en œuvre du régime de la protection fonctionnelle (point 1.2.).

1.1. Conditions ouvrant droit à l'indemnisation

1.1.1. Conditions tenant à la qualité de bénéficiaires et leurs ayants-droit

Le militaire qui a subi le dommage matériel est bénéficiaire de droit quand les conditions nécessaires pour l'indemnisation sont réunies.

En cas de constitution de dossier de demande d'indemnisation antérieure au décès d'un militaire de la gendarmerie, le conjoint, le concubin, le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, les enfants et ascendants directs du militaire peuvent recevoir l'indemnité qui aurait été allouée au bénéficiaire décédé.

La présente instruction ne s'applique pas aux personnels civils de la gendarmerie nationale dont la gestion relève de la direction des ressources humaines du ministère de l'intérieur.

1.1.2. Conditions tenant aux caractéristiques et aux circonstances du préjudice

Deux conditions doivent être réunies cumulativement pour permettre l'indemnisation :

- existence d'un préjudice matériel (point 1.1.2.1.);
- dommage survenu au cours du service (point 1.1.2.2.).

1.1.2.1. Existence d'un préjudice matériel

Le préjudice doit résulter de la destruction, de la détérioration ou de la perte d'un effet vestimentaire ou d'un objet personnel, dans l'une au moins des conditions suivantes :

- il est détenu par le personnel;
- il est d'usage de le porter sur soi;
- il est utilisé pour l'exécution du service sur autorisation du commandement ou il est nécessaire ou admis de l'emporter en service.

Le préjudice matériel est évalué à l'aune des frais de remplacement ou de remise en état selon le cas.

Dans tous les cas, la recevabilité de la demande d'indemnisation est conditionnée à la production de pièces justifiant de la valeur vénale du bien au moment du dommage (*cf.* le point 3.2.).

1.1.2.2. Dommage survenu en service

Par dommage survenu en service, il faut entendre :

- en service ou à l'occasion d'un déplacement en unité constituée;
- ou dans les conditions prévues à l'article R. 434-19 du code de la sécurité intérieure (CSI)¹.

1.2. Exclusion du droit à indemnisation

1.2.1. Exclusion liée à l'engagement de la responsabilité d'un tiers à la gendarmerie

En cas de dommage survenu en service ou à l'occasion de l'exercice des missions du militaire, l'indemnisation repose par principe sur la recherche de la responsabilité d'un tiers, permettant l'application du dispositif de protection fonctionnelle visé en première, quatrième et cinquième références.

Quand la responsabilité d'un tiers est exclue, la possibilité d'indemniser le militaire sur le fondement de la présente instruction n'est envisagée que si la réparation de son dommage n'est prise en charge par aucun autre mode d'indemnisation.

¹ Art. R. 434-19 du CSI : « Lorsque les circonstances le requièrent, le policier ou le gendarme, même lorsqu'il n'est pas en service, intervient de sa propre initiative, avec les moyens dont il dispose, notamment pour porter assistance aux personnes en danger ».

1.2.2. Exclusion tenant à l'indemnisation du dommage par un organisme tiers

Pour ouvrir droit à indemnisation, le dommage ne doit avoir fait l'objet d'aucun dédommagement intégral d'un organisme tiers (assurance, mutuelle, organisme de sécurité sociale...).

En cas d'indemnisation partielle du dommage par un organisme tiers, la victime ne peut solliciter l'indemnisation intégrale de son dommage. Seule la fraction non indemnisée du dommage pourra être prise en compte en cas d'indemnisation sur le fondement de la présente instruction.

Par ailleurs, les organismes assurantiels et mutualistes ne peuvent engager d'action à l'encontre de la gendarmerie afin d'obtenir le remboursement des frais qu'ils auraient engagés au titre de la couverture de leur client.

1.2.3. Exclusion tenant à la nature de l'objet ou de l'effet personnel endommagé, détruit ou perdu

Sont exclus du champ d'application du droit à indemnisation défini par la présente instruction :

- les bijoux autres que les alliances ;
- les numéraires, titres et valeurs ;
- les effets d'habillement ou d'équipement militaires, fournis au titre des dotations initiales, dotations complémentaires et compléments de dotation initiale, dont l'indemnisation est prévue par les articles 36 et suivants de l'instruction de cinquième référence.

1.2.4. Exclusion tenant à l'existence d'une faute de l'agent à l'origine du dommage

La faute personnelle à l'origine même partielle de la dégradation, de la destruction ou de la perte de l'effet ou du bien personnel dont l'indemnisation est sollicitée constitue un motif d'exclusion totale du droit à l'indemnisation.

Pour apprécier le caractère personnel de la faute d'un agent, l'autorité chargée de l'instruction de la demande d'indemnisation se référera utilement à l'instruction visée en quatrième référence.

D'une manière générale, constitue une faute personnelle :

- la faute qui laisse apparaître la recherche ou la satisfaction d'un intérêt personnel (par exemple : utilisation ou détournement d'itinéraire d'une voiture militaire à des fins personnelles) ;
- la faute qui révèle une intention mauvaise ou malveillante (ex. : manœuvres frauduleuses, vengeance) ;
- la faute lourde contenue dans un fait matériel d'exécution ou un agissement administratif d'une particulière gravité (ex. : négligence, imprudences ou maladroites inexcusables) ;
- la faute qui constitue un délit pénal (ex. : vol, détournement, détérioration volontaire de matériel, violences injustifiées). Cependant, ce critère n'est ni absolu ni exclusif ; en matière de circulation automobile notamment, l'infraction pénale commise en service commandé et non intentionnelle ne constitue pas une faute personnelle.

Lorsqu'une faute personnelle n'est pas complètement détachable du service, l'autorité chargée de l'instruction de la demande d'indemnisation peut décider qu'il sera procédé à une indemnisation partielle, y compris en appliquant le taux de vétusté maximal.

1.2.5. Exclusion en cas de fraude

Si une demande ayant donné lieu à indemnisation se révèle frauduleuse, l'autorité habilitée à prendre la décision d'indemnisation est compétente pour procéder au retrait de la décision d'indemnisation en toute circonstance.

Sans préjudice des sanctions disciplinaires et pénales susceptibles d'être exercées, la gendarmerie se réserve le droit d'engager une action en restitution de l'indu à l'encontre du militaire ayant été indûment indemnisé sur la foi de déclarations frauduleuses ou sciemment erronées.

1.2.6. Exclusion tenant à la prescription

Le délai de recevabilité des demandes d'indemnisation est fixé à quatre ans, à compter du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle est survenu le dommage, délai de droit commun en matière de prescription des dettes publiques fixé par l'article premier de la loi du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics.

2. Instruction des dossiers de demande d'indemnisation

Le demandeur devra produire un dossier répondant aux caractéristiques décrites au point 2.1.

Le dossier devra être déposé par le demandeur, puis instruit par la gendarmerie (point 2.2.), afin que l'autorité compétente pour prendre la décision d'indemnisation puisse se prononcer (point 2.3.) dans les délais prévus (point 2.4.).

Au terme de l'instruction de la demande, la décision d'indemnisation, favorable ou défavorable, devra être motivée et faire l'objet d'une communication au demandeur (point 2.5.). En cas de décision ouvrant droit à indemnisation, celle-ci sera transmise à l'organisme payeur de rattachement pour procéder à la mise en paiement (point 2.6.).

2.1. Constitution du dossier de demande

2.1.1. Modalité de saisine

Le personnel victime d'un dommage relevant du présent droit à indemnisation doit présenter sa demande au moyen du formulaire de demande d'indemnisation figurant en annexe I.

2.1.2. Pièces justificatives obligatoires

Les demandeurs doivent produire au soutien de leur demande les pièces justificatives suivantes :

- un compte rendu du militaire à sa hiérarchie, détaillant les causes de la perte ou de la destruction ou de la détérioration de l'objet ;
- une pièce justificative de la valeur de remplacement de l'effet ou objet, ou d'un objet de capacité et de performance équivalente (devis ou facture) ou, à défaut, une pièce justificative de la valeur ou effet ;
- une attestation sur l'honneur du militaire certifiant qu'il n'a reçu aucun dédommagement, partiel ou intégral, de la part d'une compagnie d'assurance personnelle ou le cas échéant de sa mutuelle ;
- un relevé d'identité bancaire dont le libellé permet d'identifier le demandeur, afin éventuellement de procéder au versement de l'indemnisation.

2.1.3. Pièces justificatives complémentaires

Le cas échéant, les demandeurs doivent produire au soutien de leur demande les pièces justificatives suivantes :

- une facture justifiant l'achat du bien et permettant le remplacement à la valeur à neuf (VAN) ou permettant l'application d'un coefficient de vétusté ;
- à défaut de facture, les justificatifs de remise en état, une photographie ou un témoignage ;
- le cas échéant, l'acte médical permettant un remboursement prévu au code de la sécurité sociale (CSS) pour les objets cités en annexe IV (verres, lentilles, prothèses).

2.2. Dépôt et instruction de la demande par la personne dépositaire

2.2.1. Dépôt de la demande

2.2.1.1. Service chargé de l'instruction des demandes d'indemnisation

Le service chargé de l'instruction de la demande d'indemnisation est le secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur.

2.2.1.2. Dépôt du formulaire de demande

Le formulaire dûment rempli par le demandeur sera adressé :

- soit par dépôt directement auprès du secrétariat de son unité de rattachement ;
- soit par courrier avec accusé de réception adressé audit service.

Le secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur vérifie le caractère complet du dossier.

2.2.2. Mesures d'instruction de la demande

2.2.2.1. Dossier complet

Lorsque le service chargé de l'instruction de la demande considère le dossier comme complet au regard des exigences posées aux 2.1.1 et suivants, il délivre un accusé de réception conformément à l'annexe V.

Cet accusé de réception du dossier complet est contresigné par le demandeur ou, à défaut, envoyé par courrier avec accusé de réception à l'adresse du demandeur mentionnée dans sa demande d'indemnisation.

Les dossiers incomplets ne sont pas traités et ne peuvent donner lieu à la délivrance d'un accusé de réception.

2.2.2.2. Appréciation par le service de la valeur de l'objet détruit

Il appartient au chef de service ou au supérieur hiérarchique de se prononcer sur l'opportunité de se faire présenter l'objet détruit et de juger de son remplacement par un objet de qualité et de valeur identique.

2.2.2.3. Transmission du dossier à l'autorité compétente pour statuer sur la demande

Le service chargé de l'instruction de la demande transmet le dossier complet à l'autorité compétente pour prendre la décision d'indemnisation. L'autorité compétente est identifiée conformément au 2.3 de la présente instruction.

Ce service joint à la transmission du dossier un avis circonstancié du commandant de l'unité du demandeur sur le sens de la décision à prendre quant à la demande d'indemnisation.

2.3. *Autorités habilitées à prendre la décision d'indemnisation selon le montant d'indemnisation sollicité*

2.3.1. Préjudice inférieur ou égal à 500 €

Lorsque le préjudice invoqué est inférieur ou égal à 500 €, le dossier est transmis par la voie hiérarchique pour décision au commandant de formation administrative (FA)².

2.3.2. Préjudice supérieur à 500 €

Le dossier est transmis par la voie hiérarchique à la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN/DSF/SDAF/BADM).

Le dossier transmis comprend le formulaire, l'ensemble des pièces justificatives produites par le demandeur et les observations de l'autorité hiérarchique.

2.4. *Délai pour statuer sur la demande d'indemnisation*

À compter de la constatation du caractère complet du dossier par le secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur, l'autorité habilitée à prendre la décision d'indemnisation dispose d'un délai de deux mois pour rendre sa décision, quel que soit le montant de l'indemnité demandée.

Ce délai court à compter :

- soit de la délivrance contre signature de l'accusé de réception constatant le caractère complet de la demande par le service chargé de l'instruction de la demande (*cf.* 2.2.1.1.);
- soit de l'avis de réception du courrier de notification au demandeur du caractère complet de son dossier.

L'absence de notification d'une décision au demandeur dans le délai de deux mois vaut décision de rejet.

2.5. *Formalisation et communication de la décision au demandeur*

2.5.1. Formalisation de la décision

Les décisions d'indemnisation ou de refus d'indemnisation sont rédigées conformément au modèle figurant en annexe II.

2.5.1.1. Décision favorable à l'indemnisation

L'autorité habilitée à prendre la décision d'indemnisation doit notamment faire apparaître sans équivoque dans sa décision les points suivants :

- la réunion des conditions visées au 1.2.2 ouvrant droit à indemnisation sur le fondement de la présente instruction;
- les éventuels motifs d'exclusion partielle ou totale du droit à indemnisation pour un ou plusieurs des objets ou effets dont l'indemnisation est sollicitée.

Notamment, en cas de faute personnelle non détachable du service mais ouvrant droit à une indemnisation partielle, l'autorité doit préciser les circonstances de l'espèce l'ayant conduit à qualifier ainsi le comportement de l'agent.

En outre, la décision d'indemnisation identifie précisément la ou les objets indemnisés et le ou les montants d'indemnisation retenus.

2.5.1.2. Décision défavorable à l'indemnisation

En cas de décision défavorable, l'autorité hiérarchique doit justifier des motifs circonstanciés qui l'ont conduite à cette décision, conformément au modèle de l'annexe II.

2.5.2. Communication de la décision

2.5.2.1. Communication de la décision au demandeur

L'autorité compétente pour prendre la décision sur la demande d'indemnisation notifie sa décision par courrier avec avis de réception au demandeur.

2.5.2.2. Communication de la décision au secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur

L'autorité compétente pour prendre la décision sur la demande d'indemnisation adresse une copie du dossier, par tout moyen, au secrétariat de l'unité de rattachement du demandeur, afin de les informer de la suite donnée à la demande.

Lorsque la décision relève d'une validation par la direction générale, celle-ci adresse une copie du dossier au service local chargé de l'instruction, pour déclencher la mise en paiement.

² Pour les personnels de la DGGN : autorité hiérarchique de niveau sous-directeur, avant la transmission du dossier au COMSOPGN.

2.6. Modalités de versement de l'indemnité

Le paiement des indemnités relève du budget des unités opérationnelles (UO) des formations administratives dont dépend directement le demandeur. Chaque responsable d'UO est chargé de la liquidation des droits à indemnité sur son budget propre, même dans le cas d'une validation par la direction générale.

Dès communication de la décision au demandeur, le service chargé de l'instruction transmet une copie de la décision d'indemnisation à l'organisme payeur de rattachement, accompagné du relevé d'identité bancaire du demandeur, joint au dossier.

La transmission est complétée par les codes d'imputation de l'unité opérationnelle de rattachement du demandeur, comme suit :

- crédit du : titre 3 ;
- imputation : unité opérationnelle ;
- activité : « autres dépenses de soutien ».

3. Barèmes d'indemnisation des effets et objets personnels détériorés, détruits ou perdus

3.1. Barèmes d'indemnisation des biens et effets détériorés en service

L'indemnisation ne peut intervenir que sur présentation par le militaire d'une facture de remise en état, sans toutefois que cette dernière ne soit supérieure à la valeur de remplacement fixée, selon les cas, par les barèmes aux annexes III et IV.

3.2. Barèmes d'indemnisation des biens et effets perdus ou détruits en service

Le montant de l'indemnisation est fixé sur la base du remplacement par un objet identique ou de même valeur à neuf, à laquelle un abattement pour vétusté sera, le cas échéant, appliqué selon les barèmes figurant en annexes III et IV de la présente instruction.

Les barèmes d'abattement sont fixés en annexe III et s'appliquent à l'ensemble des biens et effets perdus ou détruits dont l'indemnisation est sollicitée.

Toutefois, les biens et objets de valeur, les accessoires et dispositifs pour lesquels l'article L. 165-1 du code de sécurité sociale prévoit un remboursement (lentilles...), ainsi que les matériels et équipements numériques sont remboursés selon les barèmes et modalités fixés en annexe IV.

En l'absence du justificatif de la valeur d'achat initiale ou de facture(s) de remise en état, nécessaire à la détermination du coefficient de vétusté, l'abattement maximum est pratiqué selon les barèmes prévus en annexes III et IV. En outre, dans cette hypothèse, une preuve telle qu'une photographie ou un témoignage sera exigée.

4. Traitement des contestations et contentieux

4.1. Voies de recours administratives

4.1.1. Exercice d'un recours gracieux

Le demandeur dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de l'avis, pour exercer un recours gracieux, auprès de sa hiérarchie. L'introduction d'un recours gracieux suspend le délai de recours contentieux contre la décision intervenue sur la demande d'indemnisation. La preuve de la date de dépôt d'un recours gracieux incombe au demandeur.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'indemnisation est également compétente pour statuer sur le recours gracieux déposé contre cette décision. Elle dispose d'un délai de deux mois pour statuer et notifier sa décision au demandeur. Au terme de ce délai de deux mois sans notification d'une décision expresse, le recours gracieux est réputé implicitement rejeté.

4.1.2. Exercice d'un recours hiérarchique

Après recours gracieux, le demandeur peut former un recours hiérarchique auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN/DSF/SDAF/BADM). L'administration centrale dispose d'un délai de deux mois pour statuer et notifier sa décision au demandeur. Au terme de ce délai de deux mois sans notification d'une décision expresse, le recours hiérarchique est réputé implicitement rejeté.

Il convient de relever que pour les demandes d'indemnisation supérieures au montant de 500 €, la décision d'indemnisation étant du ressort de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN/DSF/SDAF/BADM), le recours gracieux et le recours hiérarchique sont confondus.

4.2. *Exercice d'un recours contentieux*

Le demandeur peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la notification :

- d'une décision expresse statuant sur sa demande initiale ou sur son recours administratif;
- de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant une durée de deux mois à compter de la réception de sa demande initiale d'indemnisation ou de son recours administratif.

5. **Publication**

La présente instruction, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur, entre en vigueur à compter du lendemain de sa publication.

Fait le 7 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

Le général de corps d'armée,
directeur des soutiens et des finances,
L. TAVEL

ANNEXE I



FORMULAIRE DE DEMANDE D'INDEMNISATION

Dommages aux objets et effets personnels des militaires de la gendarmerie

I. - INFORMATIONS SUR LE DEMANDEUR

IDENTITÉ

Nigend : _____
Civilité : _____
Nom d'état civil : _____
Nom d'usage : _____
Prénom : _____

STATUT

Corps de rattachement : _____
Grade : _____
Unité et lieu d'affectation : _____

DOMICILIATION

Adresse : _____
N° et nom de rue : _____
Complément d'adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____

CONTACT

Téléphone personnel : _____
Téléphone professionnel : _____
Adresse électronique ⁽¹⁾ : _____

(1) Cette adresse électronique sera utilisée pour les échanges entre l'administration et le demandeur au cours de l'instruction de la demande et la communication de décision de l'administration.

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INDEMNISATION**II. - DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'INDEMNISATION**

La demande d'indemnisation concerne les biens suivants :

Item	Description du bien	Montant demandé
1		
2		
3		
4		
5		
MONTANT TOTAL DEMANDE		€

III. - PIÈCES JUSTIFICATIVES À PRODUIRE

Le demandeur doit joindre obligatoirement à sa demande :

- ☐ - une attestation sur l'honneur du militaire certifiant qu'il n'a reçu aucun dédommagement, partiel ou intégral, de la part d'une compagnie d'assurance personnelle ou le cas échéant de sa mutuelle ;
- ☐ - une pièce justificative de la valeur de remplacement pour chaque effet ou objet dont l'indemnisation est demandée (devis ou facture) ;
- ☐ - un compte rendu du militaire à sa hiérarchie, quant aux causes de la perte et de la détérioration de chaque effet ou objet dont l'indemnisation est demandée.

Le cas échéant, le demandeur doit joindre les pièces complémentaires suivantes en l'absence de production d'une pièce justificative de la valeur de remplacement du matériel :

- ☐ - une facture justifiant l'achat du bien et permettant le remplacement à la valeur à neuf (VAN) ou permettant l'application d'un coefficient de vétusté ; à défaut, les justificatifs de remise en état, une photographie ou un témoignage ;
- ☐ - à défaut de facture, les justificatifs de remise en état, une photographie ou un témoignage ;
- ☐ - le cas échéant, l'acte médical permettant un remboursement prévu au code de la sécurité sociale (CSS) pour les objets de type verres, lentilles, prothèses...

FORMULAIRE DE DEMANDE D'INDEMNISATION

Je, soussigné(e) [Le demandeur] _____,

- a) Ai pris connaissance de l'instruction n° 5500/GEND/DSF/SDAF/BADM du 7 novembre 2019 relative à l'indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus à l'occasion du service.
- b) Atteste que le bien dont l'indemnisation est sollicitée a été endommagé, détruit ou perdu à l'occasion du service.
- c) Accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse électronique indiquée dans le présent formulaire. J'ai pris bonne note que la décision à intervenir sur ma demande pourra m'être transmise via cette adresse électronique et la date de consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours vaudra notification de ladite décision.
- d) Reconnais être informé sur les points suivants :
 - Le délai d'instruction de votre demande est de deux mois à compter du dépôt du dossier de demande complet ;
 - L'absence de réponse dans le délai de deux mois vaut décision de rejet de votre demande ;
 - La décision implicite de rejet de votre demande peut être contestée, devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre dossier.
- e) Certifie l'exactitude des renseignements que j'ai fournis dans le présent formulaire et admetts avoir été informé(e) que je m'expose, en application des dispositions de l'article 441-1 du code pénal, à une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende en cas d'altération frauduleuse de la vérité.

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

**[Lu et approuvé]
[Signature du demandeur]**

ANNEXE II



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

GEND/XXX/XXX

DÉCISION SUR LA DEMANDE D'INDEMNISATION

Dommages aux objets et effets personnels des militaires de la gendarmerie

Numéro d'enregistrement : [NUMÉRO]

L' [Autorité habilitée à prendre la décision d'indemnisation],

- Vu l'instruction n° 5500/GEND/DSF/SDAF/BADM du 7 novembre 2019 relative à l'indemnisation des effets et objets personnels des militaires de la gendarmerie nationale détériorés, détruits ou perdus à l'occasion du service ;
- Vu la demande d'indemnisation de [Civilité Grade Prénom Nom - Nigend] déposée le [XXX] et enregistrée sous le n°[Numéro].

I. DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Par demande susvisée en date du [XXX], [Civilité Grade Prénom Nom - Nigend] demande l'indemnisation des biens suivants :

Item	Description du matériel	Montant demandé
1		
2		
3		
4		
5		
MONTANT TOTAL DEMANDE		€

OBSERVATIONS DE L'AUTORITÉ HIÉRARCHIQUE

Sur cette demande d'indemnisation, l' [Autorité hiérarchique] a émis :

- ☐ Un avis favorable
 ☐ Un avis partiellement favorable
 ☐ Un avis défavorable

au(x) motif(s) que :

DÉCISION SUR LA DEMANDE D'INDEMNISATION

D E C I D E :

Art. 1^{er} : La demande de [Civilité Grade Prénom Nom - Nigend], enregistrée le [XXX], est rejetée au(x) motif(s) que :

Motif 1 : _____

Motif 2 : _____

Motif 3 : _____

OU

Art. 1^{er} : Les conditions générales d'indemnisation étant réunies, sont indemnisés les biens mentionnés dans le tableau ci-après à hauteur des montants correspondants dans la limite du montant total de [XXX] €.

Item	Description du bien	Montant proposé
ITEM 1		
ITEM 2		
ITEM 3		
ITEM 4		
ITEM 5		

Art. 2. : Ne font pas l'objet d'une indemnisation les biens mentionnés dans le tableau suivant pour les motifs exposés ci-après.

Item	Décision défavorable	Motifs
ITEM 1		
ITEM 2		
ITEM 3		
ITEM 4		
ITEM 5		

Art. 3. : La présente décision est notifiée à [Civilité Grade Prénom Nom - Nigend]. Elle peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- d'un recours gracieux auprès des services de l'[Autorité habilitée à prendre la décision d'indemnisation] ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN/DSF/SDAF/BADM) ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

[Grade, Prénom, NOM]

[Signature de l'Autorité habilitée
à prendre la décision d'indemnisation/

ANNEXE III

BARÈME D'INDEMNISATION HORS CATÉGORIES SPÉCIFIQUES
MENTIONNÉES EN ANNEXE IV

MOINS DE TROIS ANS	AU-DELÀ DE TROIS ANS
Valeur à neuf	(40 % du montant de base)

ANNEXE IV

INDEMNISATION DE CATÉGORIES SPÉCIFIQUES D'OBJETS OU EFFETS PERSONNELS

VÊTEMENTS, OBJETS OU ACCESSOIRES DE VALEUR				
MATÉRIEL	MONTANT FORFAITAIRE maximal	COEFFICIENT DE VÉTUSTÉ À APPLIQUER SUR LE MONTANT forfaitaire alloué ou sur la facture de remplacement si elle est d'un montant inférieur		
Véhicule terrestre à moteur faisant l'objet d'une cote à l'Argus	Sans objet	Cote officielle de l'Argus		
Véhicule terrestre à moteur ne faisant pas l'objet d'une cote à l'Argus	Sans objet	0 p. 100 0 à 4 ans	20 p. 100 4 à 8 ans	40 p. 100 8 à 12 ans
Vêtements, objets et biens de valeur	Sans objet			
Alliances	450 €	Sans objet		

ACCESSOIRES MÉDICAUX REMBOURSÉS au titre de l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale	
MATÉRIEL	MONTANT DE L'INDEMNISATION
Dispositif médical mentionné à l'article L. 161-5 du CSS : – Prothèses dentaires ; – Verres correcteurs ; – Lentilles de contact .	Indemnisation aux frais réels, minorés des remboursements opérés par des organismes tiers (sécurité sociale, mutuelle, assurance civile...)
Lunettes	Indemnisation aux frais réels, minorés des remboursements opérés par des organismes tiers (sécurité sociale, mutuelle, assurance civile...), dans la limite de 500 €

MATÉRIELS ET ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES VISÉS AU POINT 3.2						
MATÉRIEL	COEFFICIENT DE VÉTUSTÉ À APPLIQUER SUR LA FACTURE DE REMPLACEMENT					
Ordinateur et support de communication électronique	0 à 1 an 0 p. 100	1 à 2 ans 30 p. 100	2 à 3 ans 55 p. 100	3 à 4 ans 75 p. 100	4 à 5 ans 90 p. 100	> à 5 ans Non remboursé
Autre équipement numérique						

ANNEXE V



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ACCUSÉ DE RÉCEPTION
D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION

Dommages aux objets et effets personnels des militaires de la gendarmerie

Le [Service] _____

certifie la réception à la date du [Date] _____
du **dossier complet** de demande d'indemnisation des dommages aux objets et effets personnels

de Nigend :
 Civilité :
 Nom d'état civil :
 Nom d'usage :
 Prénom :

Le numéro d'enregistrement du dossier est le [NUMÉRO] _____.

Ce numéro doit être rappelé dans les échanges entre le demandeur et son administration.

À [LIEU]

Le [DATE]

[Grade, Prénom, NOM]
[Signature de l'agent]

[Grade, Prénom, NOM]
[Signature du demandeur]

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Convention du 22 novembre 2019 de délégation de gestion pour la passation
d'un marché de nettoyage des locaux de l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise**

NOR : INTE1927584X

Entre :

La direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC), représentée par la sous-directrice de la stratégie, des affaires internationales et des ressources à la DGSCGC, désignée sous le terme de «délégant», d'une part,

Et :

La préfecture de police, représentée par le directeur des finances, de la commande publique et de la performance, désignée sous le terme de «délégataire», d'autre part,

Vu le décret n° 2005-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, notamment son article 29 ;

Vu le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2016-247 du 3 mars 2016 créant la direction des achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 portant nomination (administration centrale) de Mme Claire Chauffour-Rouillard, administrative civile hors classe, sous-directrice de la stratégie, des affaires internationales et des ressources à la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ;

Vu l'arrêté n° INTE1814600A du 18 juin 2018 portant organisation et attributions de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ;

Vu l'arrêté n° 2019-00803 du 2 octobre 2019 accordant délégation de signature préfectorale au préfet, secrétaire général pour l'administration de la préfecture de police ;

Vu l'arrêté n° 2019-00815 du 7 octobre 2019 accordant délégation de la signature préfectorale au sein de la direction des finances, de la commande publique et de la performance ;

Vu la convention n° C7 18 10 constitutive d'un groupement de commandes entre la ville de Paris et l'État ;

Vu la convention n° INTE1912471X du 11 avril 2019 pour la délégation de gestion des actes de gestion et d'ordonnancement relatifs aux dépenses et aux recettes du programme 161 «sécurité civile», publiée au BOMI du 15 mai 2019 ;

Vu la délibération n° 2018 PP 103 autorisant le préfet de police à signer la convention de groupement de commandes relative aux prestations de nettoyage des locaux de la préfecture de police, d'autres services du SGAMI d'Île-de-France ou relevant de l'administration centrale ;

Vu le marché de nettoyage des locaux de la préfecture de police n° 120006202, notifié le 24 juin 2019 ;

Vu la demande de l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise du 27 juillet 2017 demandant le rattachement au marché de nettoyage conclu par la préfecture de police,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de la délégation

La présente délégation a pour objet de mandater le préfet de police, en qualité de pouvoir adjudicateur, à l'effet de conclure un accord-cadre relatif aux prestations de nettoyage des locaux de la préfecture de police, d'autres services du SGAMI d'Île-de-France ou relevant de l'administration centrale au nom et pour le compte de l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise, conformément au droit de la commande publique.

Elle met en œuvre les stipulations de la convention n° C7 18 10 constitutive d'un groupement de commandes entre la ville de Paris et l'État, annexée à la présente convention, et celles de l'article 1.2 du cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre.

Son objet s'étend également à tous les marchés portés par le SGAMI d'Île-de-France susceptibles d'intéresser l'ESOL Nord. Dans cette hypothèse, l'ESOL manifestera son intérêt par un écrit à l'attention du directeur des finances, de la commande publique et de la performance.

Article 2

Missions du délégataire et du délégant

Le délégataire, la préfecture de police, est chargé de mener jusqu'à son terme la procédure d'attribution des marchés objet du mandat, à l'instar de l'accord-cadre de prestations de nettoyage cité à l'article 1^{er} de la présente convention. Les actes d'exécution, autres que les ordres de service, passés sur son fondement portent la signature du représentant du pouvoir adjudicateur qui les notifie au titulaire.

Le délégant, l'établissement de soutien de Méry-sur-Oise, est chargé de la définition technique du besoin avec le titulaire de l'accord-cadre, de la détermination de l'enveloppe budgétaire correspondante, de la préparation des actes d'exécution et de leur suivi d'exécution.

Article 3

Exécution financière

L'exécution financière des actes d'exécution relatifs aux marchés objet du présent mandat est assurée par la plateforme Chorus de la préfecture de la région Île-de-France (PRIF).

Article 4

Responsabilité

La préfecture de police ne saurait être tenue responsable des conséquences de la non-reconduction ou de la résiliation d'un marché entrant dans le champ matériel d'application du présent mandat, quelle qu'en soit la nature.

Les bons de commande ou les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de l'accord-cadre continuent à être régulièrement exécutés.

Article 5

Durée de la délégation

La présente délégation prend effet à compter de la date de sa publication jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Elle pourra être reconduite de manière tacite par période d'un an.

En cas de non-reconduction, la décision interviendra au plus tard dans un délai de trois mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

Article 6

Publication

La présente convention de délégation sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 22 novembre 2019.

Le délégant :

Pour la direction générale de la sécurité civile
et de la gestion des crises :
*La sous-directrice de la stratégie,
des affaires internationales et des ressources,*
C. CHAUFFOUR-ROUILLARD

Le délégataire :

Pour la préfecture de police de Paris :
*Le directeur des finances,
de la commande publique et de la performance,*
P. CASTANET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 28 octobre 2019 portant délégation de signature du directeur général
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1931133S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Dimitri Arcis, officier de protection, chef de mission, pour signer, au nom du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, tous actes individuels pris en application des articles L. 556-1, L. 711-3, L. 712-2, L. 721-2, L. 723-2, L. 723-3, L. 723-11 à L. 723-13 et L. 723-16 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 28 octobre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 18 novembre 2019 modifiant la décision du 17 janvier 2017 portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

NOR : *INTV1933261S*

Le directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 121-13;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5223-1 à L. 5223-6 et R. 5223-1 à R. 5223-39;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 313-11 (11°), L. 311-12, L. 511-4 (10°), L. 521-3 (5°), L. 523-4, L. 832-1 (16°), R. 313-22 à R. 313-24, R. 511-1, R. 521-1, R. 523-8 et R. 832-1;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 relatif aux conditions d'établissement et de transmission des certificats médicaux, rapports médicaux et avis mentionnés aux articles R. 313-22, R. 313-23 et R. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile;

Vu la décision n° 2017-24 du 17 janvier 2017 relative à la composition et au fonctionnement du collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration;

Vu la décision du 17 janvier 2017 modifiée portant désignation au collège de médecins à compétence nationale de l'Office français de l'immigration et de l'intégration,

Décide:

Article 1^{er}

L'annexe 1 de la décision du 17 janvier 2017 susvisée est remplacée par l'annexe 1 de la présente décision.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de l'immigration et de l'intégration et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 novembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de l'immigration et de l'intégration,*
D. LESCHI

ANNEXE 1

LISTE DES MÉDECINS DÉSIGNÉS POUR PARTICIPER AU COLLÈGE À COMPÉTENCE
NATIONALE DE L'OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTÉGRATION

Dr Amoussou Patrick.
Dr Amrani Nadia.
Dr Aoussou Philippe.
Dr Audat Françoise.
Dr Bantman Patrick.
Dr Barennes Catherine.
Dr Baril Marc.
Dr Beaupère Bénédicte.
Dr Benazouz Mohamed Mehdi.
Dr Bernard Thierry.
Dr Berta Jean-Louis.
Dr Bisbal Pierre.
Dr Bouhafis Sherine.
Dr Boulenoir Abdelmadjid.
Dr Bourgois Clémence.
Dr Brisacier Patrick.
Dr Burger Michel.
Dr Candillier Charles.
Dr Cireno Sylvie.
Dr Cizeron Gilles.
Dr Conan Lionel.
Dr Coriat-Haddad Caroline.
Dr Coulonges Florence.
Dr Crocq Marc Antoine.
Dr Daschievici Heymans Carmen.
Dr Dautricourt Béatrice.
Dr Delaunay Francis.
Dr Delprat-Chatton Pascale.
Dr De Rouvray Cécile.
Dr De Prin Anne.
Dr Deutsch Dominique.
Dr Douillard-Slomczynski Véronique.
Dr Douzon Vincent.
Dr Dumont Bertrand.
Dr Dussartre Jean-Maurice.
Dr Eutrope Martine.
Dr Fargeas Jean-Baptiste.
Dr Ferjani Borhane.
Dr Gadenne-Jacob Isabelle.
Dr Gaubert-Maréchal Emilie.
Dr Gerlier Jean-Luc.
Dr Giraud Stéfania.
Dr Grassineau Dominique.
Dr Grosso Luigi.
Dr Haddad Michel.

Dr Horrach Pierre.
Dr Jedreski Nadine.
Dr Jacob Sylvie.
Dr Khan Shaghaghi Charles.
Dr Kla Eric.
Dr Khodja Mohamed Djamel.
Dr Kryvenac Isabelle.
Dr Laouabdia-Sellami Karim.
Dr Lancino Sylvie.
Dr Laumond Mathieu.
Dr Leclair Frédérique.
Dr Le Goff Fabienne.
Dr Legrain Véronique.
Dr Le Lagadec Anne.
Dr Levy-Attias Edith.
Dr Lucas Anne-Sophie.
Dr Mauze Bénédicte.
Dr Mbomeyo Ignace.
Dr Mesbahy Mohamed.
Dr Mettais Cartier Emilie.
Dr Millet Elodie.
Dr Minani Marc.
Dr Netillard Christian.
Dr Ortega Nathalie.
Dr Ouali Abdelhafid.
Dr Pacaud Gérard.
Dr Pierrain Véronique.
Dr Pintas Catherine.
Dr Quille Loïc.
Dr Quilliot Florent.
Dr Rasle Catherine.
Dr Ricatte Olivier.
Dr Ruggieri Laurent.
Dr Sahrane Ahmed.
Dr Seville Alain.
Dr Signol Nicolas.
Dr Spadari-Brizy Michel.
Dr Striby Odile.
Dr Sudour Stéphane.
Dr Seynaeve Damien.
Dr Tran Jasmina.
Dr Trétout-El-Sissy Joëlle.
Dr Triebsch Frédéric.
Dr Truze Philippe.
Dr Vallat Philippe.
Dr Van Der Henst Véronique.
Dr Wagner Xavier.
Dr Zak Dit Zbar Olivier.
Dr Ziadi Lazhar.
Dr Zucca Sylvie.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 13 novembre 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer

NOR : INTA1932674A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité technique ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2019 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer ;

Vu le courrier du syndicat FSMI-FO du 1^{er} octobre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Laila BEKKOURY est nommée en qualité de représentante des personnels au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel unique du ministère de l'intérieur et du ministère des outre-mer, au titre de FSMI-FO, en qualité de membre suppléant, en remplacement de Mme Aurélie DUBOIS.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 13 novembre 2019.

Le préfet, secrétaire général,
C. MIRMAND

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 3 décembre 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale

NOR : INTC1932958A

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et dans les établissements publics de l'État;

Vu le décret n° 2013-728 du 12 août 2013 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur, notamment son article 6;

Vu l'arrêté du 26 septembre 2014 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau, de service central de réseau, des services déconcentrés, et spécial de la police nationale;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2019 modifié portant répartition des sièges des représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu l'arrêté du 19 février 2019 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale;

Vu les désignations des représentants du personnel effectuées par les organisations syndicales, notamment la correspondance en date du 12 novembre 2019 de la Fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur affilié Union nationale des syndicats autonomes;

Sur proposition du directeur général de la police nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Est désigné en qualité de représentant du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de réseau de la direction générale de la police nationale au titre de la Fédération autonome des syndicats du ministère de l'intérieur affilié Union nationale des syndicats autonomes (UNSA-FASMI), en tant que membre suppléant:

M. Claude FOURCAULX, en remplacement de Mme Sabine FILIPPINI.

Article 2

Le directeur général de la police nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la police nationale :
Le directeur de cabinet,
H. BRICQ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision du 28 octobre 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides

NOR : INTV1931142S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment les livres II, V, VII et VIII de ses parties législative et réglementaire ainsi que l'article R. 722-5;

Vu le décret n° 54-1055 du 14 octobre 1954 portant publication de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, signée le 11 septembre 1952 à New York;

Vu le décret du 10 avril 2019 portant nomination du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides – M. BOUCHER (Julien),

Décide:

Article 1^{er}

Sont habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides devant la Cour nationale du droit d'asile, en application de l'article R. 733-25 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les agents de la division des affaires juridiques, européennes et internationales suivants:

M. Johan Ankri, chef de division;

Mme Coralie Capdeboscq, chargée de mission;

Mmes Lola Maze et Céline Seyer et M. Michel Eyrolles, chefs de section;

Mmes Sabrina Balim, Anne Clouet, Alice Couturier, Jocelyne Danesi, Larissa Dolcimasclo, Camille Dubernet de Boscq, Claudine Dupuis, Lucie Fradin, Aloise Oertli, Bruna Pothus, Sarah Schwab, Elodie Torossian, Sabine Tra-pateau et Christelle Vallon et MM. Enguerrand Gatinois, Arthur Julie, David Payen et David Riche, consultants juridiques.

Article 2

La décision du 2 mai 2019 fixant la liste des agents habilités à représenter le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est abrogée (INTV1913066S).

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 28 octobre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 20 novembre 2019 portant mise à la retraite sur demande – M. Couturier (Pierre)
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : INTV1932002S

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 modifiée portant réforme des retraites;

Vu la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 modifiée portant réforme des retraites;

Vu la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 modifiée garantissant l'avenir et la justice du système de retraites;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État;

Vu la décision du 16 juillet 2019 modifiant la situation indicielle de M. Pierre Couturier, attaché d'administration hors classe de l'État, 3^e chevron, à compter du 1^{er} janvier 2019;

Vu la demande d'admission à la retraite formulée par l'intéressé en date du 1^{er} juillet 2019,

Décide:

Article 1^{er}

M. Pierre Couturier, attaché d'administration hors classe, 3^e chevron HEA, de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est admis à faire valoir ses droits à la retraite à sa demande à compter du 1^{er} février 2020, tous droits à congés administratifs épuisés.

Article 2

À compter de la même date, M. Pierre Couturier est radié du corps des attachés d'administration de l'État.

Article 3

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 novembre 2019.

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*
J. BOUCHER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Instruction n° 107000 du 20 novembre 2019 relative à la prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ1926563J

Références :

- Décret n° 2004-1073 du 11 octobre 2004 modifié portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la gendarmerie nationale;
- Arrêté du 11 octobre 2004 modifié portant application du décret n° 2004-1073 du 11 octobre 2004 portant création d'une prime de résultats exceptionnels dans la gendarmerie nationale;
- Arrêté du 24 mars 2017 fixant la liste des unités de la gendarmerie nationale éligibles à la prime de résultats exceptionnels à titre collectif;
- Arrêté du 8 octobre 2019 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière de prime de résultats exceptionnels;
- Décision du 14 novembre 2019 portant délégation de signature en matière de prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale.

Texte abrogé :

- Instruction n° 10700/GEND/DPMGN/SDPRH/BRFM du 11 janvier 2019 relative à la prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale.

PRÉAMBULE

En vigueur depuis 2004, la prime de résultats exceptionnels (PRE) vise à reconnaître les résultats ou les services exceptionnels rendus dans l'exercice des missions opérationnelles ou de soutien.

La PRE se décline en trois catégories valorisant des résultats obtenus de manière individuelle ou collective : cette prime peut ainsi être attribuée à titre collectif, à titre individuel ou à titre exceptionnel. Elle n'est pas exclusive des récompenses décernées au titre du code de la défense.

Versée annuellement, la PRE est régie par un calendrier et des orientations de gestion d'attribution qui sont définis par une circulaire annuelle de la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

La présente instruction a pour objet de définir les modalités de détermination et d'attribution de la PRE.

1. Dispositions relatives à l'attribution de la pre à titre individuel ou collectif

1.1. Éligibilité et règle de cumul

Tous les militaires de la gendarmerie nationale en activité de service peuvent bénéficier d'une PRE à titre individuel. De même, toutes les unités de la gendarmerie nationale sont éligibles à la PRE à titre collectif.

Toutefois, les militaires ne totalisant pas six mois de présence au sein de leur unité ou de leur service, entre la date de fixation des objectifs et l'établissement des propositions de récompense, ne peuvent être bénéficiaires de la PRE.

Pour une même année et au titre d'une même affectation, un militaire ne peut se voir attribuer plusieurs PRE à titre individuel, ou plusieurs PRE à titre collectif, ou encore une PRE à titre individuel et une PRE à titre collectif.

1.2. Évaluation des unités et des personnels

1.2.1. Éléments d'appréciation

Les autorités de décision, en collaboration avec les commandants des formations subordonnées, fixent au cours du premier bimestre de chaque année civile les objectifs sur lesquels seront évalués les résultats obtenus par les unités ou les personnels.

Ces objectifs s'appuient notamment sur le plan d'action annuel, ainsi que sur les directives des autorités administratives et judiciaires.

1.2.2. Unités, services et formations proposés pour l'attribution de la PRE à titre collectif

L'évaluation repose sur les résultats obtenus par rapport aux indicateurs retenus. Elle tient compte également de l'adéquation des moyens et des initiatives mis en œuvre en fonction des contraintes subies.

Il ne saurait être question d'attribuer la PRE à des militaires qui, de par un comportement inapproprié dûment constaté, auraient porté une atteinte manifeste à l'efficacité ou à la crédibilité de leur service ou de leur unité.

1.2.3. Militaires proposés pour l'attribution de la PRE à titre individuel

L'évaluation des personnels s'appuie :

- soit sur les objectifs fixés au début de l'année civile précédant celle de l'attribution de la prime par le commandement, dans le cadre des plans d'action ou des directives générales du service ;
- soit sur des résultats tenant compte de l'action et de l'engagement personnels du militaire ou des qualités professionnelles dont il fait preuve (manière habituelle de servir, capacité à répondre à des objectifs particuliers...).

L'implication du militaire dans l'amélioration de ses compétences professionnelles peut également entrer en ligne de compte (par exemple, l'ordre de son classement obtenu lors d'un examen professionnel).

Enfin, l'évaluation s'appuie autant que possible sur l'attribution d'une récompense individuelle au titre du code de la défense ou d'une sanction professionnelle pour faits remarquables.

1.3. Examen des demandes par la commission consultative et autorités décisionnaires

Les propositions d'attribution à titre individuel et collectif sont examinées par la commission consultative.

Présidée par l'autorité décisionnaire, cette commission est composée comme suit :

- les commandants d'unités directement subordonnés à elle ou équivalents¹ ;
- le ou les conseillers concertation dit(s) de troisième niveau de la formation considérée ;
- un conseiller concertation « officier », un conseiller concertation « sous-officier », ainsi qu'un correspondant « volontaires » tirés au sort parmi les membres de la commission de concertation de la formation considérée.

La commission établit *in fine* deux tableaux de propositions classées par ordre de priorité : un tableau portant les propositions d'attributions à titre collectif et un tableau portant les propositions d'attribution à titre individuel.

La décision d'attribution d'une PRE est ensuite prise par le directeur général de la gendarmerie nationale, par les autorités titulaires d'une délégation de signature en la matière, ou encore par les commandants d'une formation administrative.

Pour les PRE attribuées à une unité à titre collectif, les décisions précisent la liste nominative des personnels récompensés.

2. Dispositions relatives à l'attribution de la PRE à titre exceptionnel

Contrairement à la PRE à titre individuel ou collectif, aucune condition de temps de présence au sein de l'unité ou du service n'est exigée pour l'attribution de la PRE à titre exceptionnel.

Également, les PRE attribuées à titre exceptionnel ne sont soumises à aucune contrainte de calendrier et peuvent être cumulées avec une prime attribuée à un autre titre.

3. Dispositions administratives et budgétaires

3.1. Notification des engagements et mise en place des crédits

Une dotation financière est allouée à chaque autorité de décision. Notifiée en début d'exercice, elle est calculée au prorata des effectifs réalisés au 31 décembre de l'année précédente. Cette dotation ne peut être utilisée à d'autres fins.

3.2. Règlement pour les bénéficiaires

3.2.1. Principe général

Les décisions d'attribution des primes sont adressées par les autorités investies du pouvoir de décision à la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale.

Quelle que soit la situation statutaire ou géographique, présente ou à venir, du bénéficiaire au moment où intervient la décision, le montant de la prime est imputé sur la dotation financière allouée à l'autorité ayant attribué la prime.

¹ Pour la DGGN, la commission comprend au minimum un représentant du cabinet et de chaque entité.

3.2.2. Modalités particulières

Lorsque le bénéficiaire a fait l'objet, avant le paiement, d'une mutation dans une formation administrative différente de celle qui lui a attribué la prime, l'organisme payeur cédant transmet la décision à l'organisme payeur gagnant qui procède au paiement de la prime au bénéficiaire et il l'impute sur la dotation financière de la formation administrative ayant attribué la prime.

Lorsque le bénéficiaire est radié des cadres ou rayé des contrôles avant le paiement de la prime, celle-ci est imputée sur la dotation financière de la formation administrative l'ayant attribuée.

3.3. *Modalités de publication des décisions d'attribution*

Les décisions d'attribution de la prime de résultats exceptionnels sont publiées par une voie électronique garantissant un libre accès des intéressés et des tiers concernés.

La présente instruction, qui abroge l'instruction n° 10700/GEND/DPMGN/SDPRH/BRFM du 11 janvier 2019 relative à la prime de résultats exceptionnels des militaires de la gendarmerie nationale, sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 26 octobre 2018 portant nomination
au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1828157A

(Ce texte annule et remplace la publication
au *Bulletin officiel* n° 2018-12 du 15 décembre 2018)

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4134-2;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'École des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les aspirants suivants, de recrutement OG UNIV, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2018:

Sicre Ghislain	NIGEND : 388 379
d'Arras Louis-Karol	NIGEND : 358 957
Géraud Ninon	NIGEND : 376 665
Soutoul Bertrand	NIGEND : 406 181
Chanal Geoffrey	NIGEND : 347 526
Le Seyec Soazig	NIGEND : 418 244
du Laurent de la Barre Philippe	NIGEND : 418 205
Renard Audrey	NIGEND : 418 260
Mongredien Marie	NIGEND : 418 254
Orts Lou	NIGEND : 418 257
Luigi Florent	NIGEND : 342 524
Boulard Cyril	NIGEND : 375 255
Maysounave Tristan	NIGEND : 403 408
Loquer Maxence	NIGEND : 418 246
L'Huillier David	NIGEND : 418 237
Felder Antoine	NIGEND : 406 153
Charreau Pauline	NIGEND : 418 216
Laloi Rudy	NIGEND : 418 242
Joyeux Aloïs	NIGEND : 418 236
Bellejambe Laura	NIGEND : 418 197
Lacouture Théo	NIGEND : 356 882
Makhchane Amal	NIGEND : 418 252
Chaminant Audrey	NIGEND : 418 220

Article 2

L'aspirante suivante, de recrutement OG UNIV, est nommée, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} novembre 2018 :

Lesport Pauline NIGEND : 42035

Article 3

Les aspirants suivants, de recrutement OG TITRES, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2018 :

Morgant Julia	NIGEND : 418 335
Traverse Bastien	NIGEND : 360 146
Placet Gaëlle	NIGEND : 406 176
Boutin Guillaume	NIGEND : 357 694
Paumond Léa	NIGEND : 418 416
Hugget Nicolas	NIGEND : 418 287
Moreira Florent	NIGEND : 418 341
Luchini Coralie	NIGEND : 373 593
Carlo Jérôme	NIGEND : 418 267
Mein Dorian	NIGEND : 418 309
Stegiani Vincent	NIGEND : 418 432
Berthelot Anna	NIGEND : 418 232
Myskowiak Justine	NIGEND : 410 819
Nguyen Anh-Minh	NIGEND : 387 088
Guillemette Jean-Christophe	NIGEND : 418 284
Annani Meriam	NIGEND : 388 268
Canet Gauthier	NIGEND : 418 238
Milon Johann	NIGEND : 404 138
Louis-Marie Antoine	NIGEND : 418 297
Guibert Kevin	NIGEND : 389 306
Poucin François	NIGEND : 418 429
Saudrais Raphaël	NIGEND : 418 430

Article 4

Les aspirants suivants, de recrutement OG SD, sont nommés, pour la durée de la formation complémentaire, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2018 :

Durdilly Christian	NIGEND : 236 413
Blanchard Eddie	NIGEND : 197 054
Bultel Julien	NIGEND : 233 177
Dolou Pierre-Edouard	NIGEND : 240 214
Micheli Jean-Baptiste	NIGEND : 223 799
Engelvin Frédérique	NIGEND : 227 117
Lamote Pierre-Olivier	NIGEND : 242 932
Tresserres Damien	NIGEND : 192 374
Fournier Christophe	NIGEND : 307 669
Folliot Michaël	NIGEND : 248 630
Fraud Thomas	NIGEND : 318 770
Hostalier Vincent	NIGEND : 237 329
Combredet Stephan	NIGEND : 245 701
Buisson Amaury	NIGEND : 248 862
de la Rebière de Pouyade Aliénor	NIGEND : 244 730

Conio Guillaume	NIGEND : 237 808
Fournier Gérald	NIGEND : 217 711
Latour Yannick	NIGEND : 237 939
Ceyssel Pauline	NIGEND : 300 083
Badoual Maxime	NIGEND : 308 673
Le Bihan Thibaut	NIGEND : 305 904
Champseix Joran	NIGEND : 301 837
Houliez Romain	NIGEND : 300 543
Dendri Jérémie	NIGEND : 234 635
Le Botlan Julien	NIGEND : 232 061
Mounier Michaël	NIGEND : 301 658
Boeglin Eric	NIGEND : 242 460
Willig Xavier	NIGEND : 311 406
Fouilhac Jérémy	NIGEND : 226 633
Lemieugre Maximilien	NIGEND : 248 277
Moreau Ga�tan	NIGEND : 221 166
Froment� Karen	NIGEND : 242 476
Kauffmann Emmanuel	NIGEND : 241 225
Robert Didier	NIGEND : 214 037
Thébault Jonathan	NIGEND : 311 302
Noiraud Floris	NIGEND : 207 005
Danois Matthieu	NIGEND : 232 032
Lambour Johan	NIGEND : 203 864
Attivissimo Geoffrey	NIGEND : 323 025
Thomas Rodolphe	NIGEND : 246 373
Cabanac Julien	NIGEND : 226 933
Binaux Caty	NIGEND : 206 373
Michel Frédérique	NIGEND : 233 279
Compain Jérémy	NIGEND : 242 526
de Vitton de Peyruis Etienne	NIGEND : 311 207
Tourscher Pierre	NIGEND : 228 409
Darni�re Adeline	NIGEND : 243 331
L�a Julien	NIGEND : 233 736
Mourelon Nicolas	NIGEND : 236 462
Cazin Elodie	NIGEND : 234 117
Duteil Frédéric	NIGEND : 213 647
Moulanier Frédéric	NIGEND : 235 170
Arnoult Jean-Max	NIGEND : 311 173
Courage Thomas	NIGEND : 320 728
Jeannot Aurélia	NIGEND : 204 713
Depardieu Julien	NIGEND : 201 815
Martoia Patrick	NIGEND : 220 501
Th�iebaut Adrien	NIGEND : 227 261
Lemoine Vincent	NIGEND : 223 675
Catan Fabien	NIGEND : 203 899

Article 5

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 26 octobre 2018.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

H. RENAUD

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926515A

(Ce texte annule et remplace la publication
au *Bulletin officiel* n° 2019-10 du 15 octobre 2019)

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4134-2;

Vu le décret n° 2008-946 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des officiers de gendarmerie;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête:

Article 1^{er}

Les aspirants suivants, de recrutement OG UNIV, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Molina-Mounier Cécile	NIGEND : 375 341
Franco Aurélien	NIGEND : 416 902
Pajkic Nelson	NIGEND : 355 212
Laugne Bérénice	NIGEND : 428 921
Pradel Tanguy	NIGEND : 373 499
Gagnerot Laura	NIGEND : 428 907
La Fay Henry	NIGEND : 428 917
Denis Marie	NIGEND : 418 572
Bergero Sophie	NIGEND : 428 898
Amice Alexandre	NIGEND : 418 586
Petitjeans Simon	NIGEND : 428 923
Tremerel Marie-Charlotte	NIGEND : 428 925
Legait Camille	NIGEND : 428 922
Benâtier Corentin	NIGEND : 418 642
Le Roch Erwan	NIGEND : 384 847
Thomas Matthieu	NIGEND : 428 924
Vérier Matthieu	NIGEND : 428 926
Le Frapper Aurélien	NIGEND : 376 039
Béroule Marie	NIGEND : 428 902
Angé Raphaël	NIGEND : 418 319
Garreau Jean	NIGEND : 420 707
Grindu Aurélie	NIGEND : 405 724
Robert Clara	NIGEND : 359 574

Article 2

Les aspirants suivants, de recrutement OG TITRES, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Casaubieilh Charles	NIGEND : 428 909
Lemoine Antoine	NIGEND : 355 571
Aubert Olivier	NIGEND : 428 908
Philippe Geoffroy	NIGEND : 428 934
Vigouroux Romain	NIGEND : 418 563
Alexandre Anthony	NIGEND : 365 211
Mathivat Hadrien	NIGEND : 386 862
Huchet Marine	NIGEND : 342 237
Schlossman Aurélien	NIGEND : 428 937
Mérien Thibaud	NIGEND : 428 931
Donné Romain	NIGEND : 428 916
Somveille Quentin	NIGEND : 428 951
Duchêne Thibault	NIGEND : 387 617
Magniez Alexandre	NIGEND : 367 501
Leroy Antoine	NIGEND : 428 928
Bilé Tira Picos Kévin	NIGEND : 389 323
Bougerie Marine	NIGEND : 428 912
Lataguerra Paul	NIGEND : 419 737

Article 3

Les aspirants suivants, de recrutement OG SD, sont nommés, pour la durée de la formation complémentaire, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Pruvôt Pierre-Antoine	NIGEND : 302 417
Simon Florent	NIGEND : 329 263
Guibout Ludivine	NIGEND : 317 537
Dumas Cédric	NIGEND : 219 419
Couratin Léonard	NIGEND : 328 631
Anice Yoann	NIGEND : 304 866
Lebon Nicolas	NIGEND : 303 308
Belec Nicolas	NIGEND : 319 598
Bund Gaël	NIGEND : 315 244
Laubisse Vincent	NIGEND : 310 326
Mademann Cédric	NIGEND : 231 069
Beaumont Elise	NIGEND : 213 902
Ustaritz Xavier	NIGEND : 337 454
Trémeau Eric	NIGEND : 303 173
Britto Nicolas	NIGEND : 233 243
Deboudat Alexandre	NIGEND : 301 001
Boyard Pierre-Alexandre	NIGEND : 246 564
Cuzet Yann	NIGEND : 306 591
Carreca Clément	NIGEND : 306 250
Chauchard Benoit	NIGEND : 317 571
Balan Charles	NIGEND : 328 083
Cavirot Julien	NIGEND : 239 826
Pessé Loïc	NIGEND : 277 782
Mayali Christophe	NIGEND : 228 211
Tauvel Claire	NIGEND : 315 799

Lozach'Meur Manuel	NIGEND : 246 352
Querleu Victorien	NIGEND : 338 935
Soulier Matthieu	NIGEND : 329 321
Pichon David	NIGEND : 337 345
Perrochon-Bowe Julien	NIGEND : 257 248
Joussemet Fabien	NIGEND : 241 746
Anne-Marie Tony	NIGEND : 338 959
Ropiquet Joceran	NIGEND : 240 075
Boulangué Jérémie	NIGEND : 337 144
Crombez Kevin	NIGEND : 319 197
Dabard Brice	NIGEND : 216 606
Forthoffer Thomas	NIGEND : 322 598
de Colonjon Pierre-Alain	NIGEND : 341 681
Montalétang Maud	NIGEND : 308 889
Musa Jean-Gabriel	NIGEND : 245 664
Grossi Vincent	NIGEND : 335 454
Kaïm Grégoire	NIGEND : 248 025
Derweduwen Yann	NIGEND : 340 992
Chabbert Christophe	NIGEND : 339 678
Gilibert Christophe	NIGEND : 310 363
Coumel Benjamin	NIGEND : 254 539
de la Tour Florian	NIGEND : 312 955
Giacomoni Jean-Baptiste	NIGEND : 310 283
Bouton Kévin	NIGEND : 304 309
Saleur Pauline	NIGEND : 323 312
Wambecke Julien	NIGEND : 300 196
Fournet Romain	NIGEND : 273 118
Faivre Théophile	NIGEND : 301 559
Nevers Pierre	NIGEND : 315 062
Dechavanne Sébastien	NIGEND : 341 302
Montagne Mikaël	NIGEND : 341 351
Fabrini Julien	NIGEND : 187 478
Collet Axel	NIGEND : 248 461
Roos Maxence	NIGEND : 218 282
Poulin Olivier	NIGEND : 239 150
Cottin Charles-Adrien	NIGEND : 272 436
Saoudi Virginie	NIGEND : 189 108
Chambard Aurore	NIGEND : 214 011

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 septembre 2019 portant nomination
au grade de sous-lieutenant à titre temporaire dans la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1926516A

(Ce texte annule et remplace la publication
au *Bulletin officiel* n° 2019-10 du 15 octobre 2019)

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4134-2;

Vu le décret n° 2012-1456 du 24 décembre 2012 modifié portant statut particulier des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-947 du 12 septembre 2008 modifié fixant certaines dispositions applicables aux élèves militaires des écoles militaires d'élèves officiers de carrière, notamment son article 2;

Vu l'arrêté du 27 juillet 2011 modifié fixant l'organisation générale de la scolarité des élèves admis à l'école des officiers de la gendarmerie nationale,

Arrête :

Article 1^{er}

Les aspirants suivants, de recrutement OCTA TITRES, sont nommés, pour la durée de la formation initiale, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2019 :

Fouan Antoine	NIGEND : 323 365
Rigoulot Alexandra	NIGEND : 418 581
Bruillard Anthony	NIGEND : 378 502
Modugno Hugues	NIGEND : 428 910
Giunashvili Nino	NIGEND : 418 574
Chartrain Swann	NIGEND : 418 568
Châtellier Romane	NIGEND : 418 571

Article 2

Les aspirants suivants, de recrutement OCTA SD CAT B, sont nommés, pour la durée de la formation complémentaire, au grade de sous-lieutenant à titre temporaire à compter du 1^{er} août 2019 :

Vayrette Fanny	NIGEND : 278 189
Gioudes Anne-Sophie	NIGEND : 342 682
Célot Thomas	NIGEND : 241 823
Ferrières Liliana	NIGEND : 255 270
de Benedittis Myriam	NIGEND : 351 476
Hanns Isabelle	NIGEND : 302 216
Tattu Perriot-Comte Floriane	NIGEND : 363 900
Mortier Anne-Laure	NIGEND : 343 203
Handtschoewercker Florian	NIGEND : 418 389

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 7 octobre 2019 conférant un grade et maintenant dans un emploi
un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1922647A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2015 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2017 portant maintien dans un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Emeline Pouard (NIGEND: 362806 - NLS: 8145081 - NID: 1054080575) est promue au grade de capitaine, en qualité d'officière commissionnée servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense et est maintenue dans son emploi de psychologue du travail, officière-conseil en recrutement et gestion des compétences au sein de la région de gendarmerie Grand Est, zone de défense et de sécurité Est, à Metz (57), pour une durée de quatre ans à compter du 1^{er} février 2020.

Article 2

L'intéressée reste rattachée au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : *INTK1928731A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à Mme TRIFIRO Aurélia, gardienne de la paix, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : [INTK1928732A](#)

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. ERNEST Damien, major responsable d'une unité locale de police, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : *INTK1928733A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. LE MESCAM Brice, adjoint administratif principal de 2^e classe, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 7 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : *INTK1928734A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. LANCELOT Anthony, gardien de la paix, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 octobre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 18 octobre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : *INTK1929933A*

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. Nicolas REVELLO, capitaine de police, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 18 octobre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1922493A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Thierry Laurent-Constant est nommé au grade de sous-lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la formation, en qualité d'instructeur télépilote drone et de conseiller à la spécificité de l'engin au profit du commandement des forces aériennes de la gendarmerie nationale.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1931493A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Solenne Carreras est nommée au grade de sous-lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans la réalisation de supports de communication interne et externe par le biais de la publication assistée par ordinateur au profit de la gendarmerie de l'air.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1931496A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Anne Barfety est nommée au grade de lieutenant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine des médias sociaux au profit du service d'information et de relations publiques des armées - gendarmerie.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1931498A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Muriel Reus est nommée au grade de lieutenant-colonel de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la communication et des médias au profit de la direction générale de la gendarmerie nationale et du service d'information et de relations publiques des armées - gendarmerie.

Article 2

L'intéressée est rattachée au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade d'officier de réserve
au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1931502A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L.4221-3, L.4221-6 et R.4211-4 à R.4221-28,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Loïc Tanty est nommé au grade de capitaine de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise juridique dans le domaine de l'environnement et de la santé publique au profit de l'office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique dans l'accomplissement de ses missions.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

L'arrêté du 3 octobre 2016 (BOMI n° 2016-11 - NOR : INTJ1628089A) lui conférant un grade d'officier de réserve au titre de l'article L.4221-3 du code de la défense est abrogé.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*
O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 30 octobre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1932106A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Christophe Carrier est nommé au grade de maréchal des logis de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine musical des sonneurs de trompe de chasse au profit de la garde républicaine.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 30 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,*

O. KIM

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des réserves
de la gendarmerie nationale

**Arrêté du 7 novembre 2019 conférant un grade de sous-officier de réserve
au titre de l'article L. 4221-3 du code de la défense**

NOR : INTJ1932094A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4221-3, L. 4221-6 et R. 4211-4 à R. 4221-28,

Arrête :

Article 1^{er}

M. Denis Baron est nommé au grade d'adjudant de réserve, en qualité de spécialiste, en vue d'apporter son expertise dans le domaine de la santé et la sécurité au travail au profit de la région de gendarmerie du Grand Est, groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin.

Article 2

L'intéressé est rattaché au corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de division,
commandant et délégué aux réserves
de la gendarmerie nationale,
secrétaire général de la réserve citoyenne
de défense et de sécurité,
O. KIM*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 20 novembre 2019 portant affectation d'un officier commissionné
servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1933429A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 12 août 2013 modifié portant organisation interne du secrétariat général du ministère de l'intérieur;

Vu l'arrêté du 17 juillet 2018 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

Mme Éloïse Desré (NIGEND : 420424 - NLS : 8176514 - NID : 0979060176) est affectée à compter du 9 septembre 2019 dans un emploi d'administratrice ERP (SAGE X3), en qualité de cheffe de la section administration solution, au sein du service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur, à Paris (75).

Article 2

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,*

A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Arrêté du 21 novembre 2019 portant maintien dans un grade et un emploi
un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense**

NOR : INTJ1933576A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment son article L.4132-10;

Vu le décret n° 2008-959 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux officiers commissionnés;

Vu l'arrêté du 21 janvier 2011 modifié fixant la liste des emplois d'officiers et de sous-officiers commissionnés recrutés au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense au sein de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 3 février 2011 conférant un grade et un emploi d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 16 janvier 2014 portant maintien dans l'emploi et le grade d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense;

Vu l'arrêté du 9 décembre 2015 conférant un grade et maintien dans emploi d'un officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense,

Arrête:

Article 1^{er}

M. Mathieu Caron (NIGEND: 330773 - NLS: 8044443 - NID: 0580020705) est maintenu au grade de capitaine, en qualité d'officier commissionné servant au titre de l'article L.4132-10 du code de la défense, dans son emploi de psychologue, au sein de la sous-direction des compétences de la direction des personnels militaires de la gendarmerie nationale, pour une durée de deux ans à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2

L'intéressé reste rattaché au corps des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le général de corps d'armée,
directeur des personnels militaires
de la gendarmerie nationale,
A. DE OLIVEIRA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille d'honneur
des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels**

NOR : INTE1934789A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 2017-1155 du 10 juillet 2017 relatif à la médaille d'honneur des sapeurs-pompiers,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille d'honneur des sapeurs-pompiers avec rosette pour services exceptionnels est décernée, à titre posthume, à M. Norbert SAVORNIN, adjudant de sapeurs-pompiers professionnels, à l'échelon or.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 décembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK1934762A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. GARAT Jean, pilote d'hélicoptère de la sécurité civile, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 décembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK1934764A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. ESCALIN Michel, mécanicien opérateur de bord de la sécurité civile, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 décembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution de la médaille de la sécurité intérieure

NOR : INTK1934765A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles D. 141-2 à D. 141-10,

Arrête :

Article 1^{er}

La médaille de la sécurité intérieure, échelon or, est décernée à M. SAVORNIN Norbert, adjudant de sapeurs-pompiers professionnels au service d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône, à titre posthume.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 4 décembre 2019.

CHRISTOPHE CASTANER

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 75719 du 19 novembre 2019 portant attribution
de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie**

NOR : INTJ1932123S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 54-539 du 26 mai 1954 modifié instituant une prime de qualification en faveur de certains officiers et militaires non officiers à solde mensuelle;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu la décision n° 39413 du 31 mai 2019 portant attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie (NOR : INTJ1915187S),

Vu la circulaire n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à l'attribution et au retrait de la prime de haute technicité (PHT) aux sous-officiers de gendarmerie au titre de l'année 2019;

Vu l'instruction n° 68918 du 16 janvier 2019 relative à la haute technicité des sous-officiers de gendarmerie et à la prime afférente (NOR : INTJ1901447J);

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie du cadre général en date du 20 mai 2019;

Vu le procès-verbal de la commission chargée de proposer l'attribution de la prime de haute technicité aux sous-officiers de gendarmerie spécialistes en date du 20 mai 2019,

Décide:

Article 1^{er}

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} décembre 2019, au sous-officier de gendarmerie du cadre général suivant :

Pôle judiciaire de la gendarmerie nationale

Richardson Stéphane

NIGEND : 212 699

NLS : 8 063 631

Article 2

La prime de haute technicité est attribuée, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers de gendarmerie spécialiste suivants:

Région de gendarmerie de Provence Alpes Côte-d'Azur, zone de défense et de sécurité sud

Piot Noël

NIGEND : 225 562

NLS : 8 084 288

Commandement de la gendarmerie d'outre-mer

Bousnane Walid

NIGEND : 225 926

NLS : 8 074 751

Commandement du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale

Antoine Steve

NIGEND : 232 206

NLS : 8 085 428

Hertel Frédéric

NIGEND : 230 507

NLS : 8 085 125

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

*Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale*

Décision n° 78164 du 20 novembre 2019 pour l'attribution du brevet supérieur de spécialiste (BSS) par la validation des acquis du parcours professionnel (VAPP) au titre de l'année 2019

NOR : INTJ1933125S

Le ministère de l'intérieur,

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 4111-1 à L. 4144-1 ;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés ;

Vu l'arrêté du 8 août 2012 fixant les conditions d'attribution du brevet supérieur de spécialiste aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale ;

Vu l'instruction n° 82800/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 21 décembre 2015 relative au parcours de formation des sous-officiers des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale (CSTAGN) ;

Vu la note-express n° 59238/GEND/DPMGN/SDC/BFORM du 21 août 2019 ;

Vu le procès-verbal de délibération de la commission en date du 20 novembre 2019 ;

Considérant que l'avis rendu par la commission est transmis au sous-directeur de la gestion du personnel de la DGGN qui décide de l'attribution du brevet supérieur de spécialiste par validation des acquis du parcours professionnel,

Décide :

Article 1^{er}

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité « Administration et gestion du personnel », est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Adrien Vanessa	NIGEND : 194029
Autale Marie-Line	NIGEND : 211 755
Baudu Fanny	NIGEND : 312079
Biet Cécile	NIGEND : 170875
Boisnel Myriam	NIGEND : 163 803
Boisseau Sylvie	NIGEND : 161 665
Bonnec Karine	NIGEND : 157961
Bonnet Christelle	NIGEND : 232956
Bordet Sonia	NIGEND : 165298
Bourdel Laétitia	NIGEND : 194972
Boyard Ingrid	NIGEND : 164377
Broquaire Marion	NIGEND : 351485
Brun Sylviane	NIGEND : 205849
Brunet Virginie	NIGEND : 171 742
Bruno Laury	NIGEND : 301 264
Calon Aurélie	NIGEND : 197706
Carraz France	NIGEND : 195152
Castel Ornella	NIGEND : 214055
Chavalle Marjory	NIGEND : 236262
Chavanon Anne-Candice	NIGEND : 166528
Chisne Sandra	NIGEND : 196239
Choquet Aline	NIGEND : 164381

Clérice Christelle	NIGEND : 211 740
Colombani Audrey	NIGEND : 306 633
Couvin Aurore	NIGEND : 301 202
Cultru Émilie	NIGEND : 312 371
De La Porte Des Vaux Bénédicte	NIGEND : 194 966
Debrumetz Victoria	NIGEND : 333 185
Debruyne Cécile	NIGEND : 306 637
Décimus Céline	NIGEND : 312 181
Delange Sylvie	NIGEND : 226 501
Delprète Fanny	NIGEND : 207 314
Dhanpaul Séverine	NIGEND : 225 419
Dias Karine	NIGEND : 237 218
Didier Émilie	NIGEND : 313 653
Dolon Priscilia	NIGEND : 300 696
Dorsemaine Florence	NIGEND : 147 107
Drouart Sandrine	NIGEND : 195 000
Dumazert Eva	NIGEND : 243 763
Dumont Virginie	NIGEND : 165 153
Dunant Johanna	NIGEND : 309 967
Dunaud Carine	NIGEND : 199 211
Dusapin Indiana	NIGEND : 243 026
Enault Emilie	NIGEND : 236 283
Faye Julie	NIGEND : 218 881
Fèvre Séverine	NIGEND : 165 770
Fiolet Karine	NIGEND : 202 819
Flament Nelly	NIGEND : 247 837
Fléchet Gwennaëlle	NIGEND : 215 040
Foveau Benoît	NIGEND : 215 098
Francisco Nathalie	NIGEND : 301 262
Gaulier Stéphanie	NIGEND : 169 114
Gay Christelle	NIGEND : 165 326
Germany Karine	NIGEND : 300 983
Gibouin Laura	NIGEND : 309 981
Giraud Carole	NIGEND : 226 516
Gorrec Lydia	NIGEND : 186 025
Gras Magaly	NIGEND : 162 725
Grua Nadège	NIGEND : 194 944
Guérin Florence	NIGEND : 183 861
Guerreiro Stéphanie	NIGEND : 195 361
Guilbert Julien	NIGEND : 229 762
Hecquard Matthieu	NIGEND : 301 009
Heitaa Marie-Antoinette	NIGEND : 227 213
Hérault Stéphane	NIGEND : 167 417
Hiest Mélanie	NIGEND : 228 293
Hoffmann Sandrine	NIGEND : 304 414
Hutin Gaëlle	NIGEND : 169 885
Ibanez Pamela	NIGEND : 195 456
Inama Coralie	NIGEND : 306 651
Izydorzcyk Sandra	NIGEND : 213 220
Jaquot Audrey	NIGEND : 169 886

Jouatel Karine	NIGEND : 191 399
Justin Véronique	NIGEND : 237 241
Labbé Céline	NIGEND : 200 437
Lacombe Émilie	NIGEND : 301 601
Lamego Céline	NIGEND : 304 426
Langlais Maryse	NIGEND : 164 398
Lavanant Aline	NIGEND : 301 049
Le Bars Sophie	NIGEND : 234 331
Le Gulluche Frédérique	NIGEND : 241 429
Lebon Jean-Hugues	NIGEND : 185 254
Lefebvre Sabrina	NIGEND : 242 740
Lefranc Nathalie	NIGEND : 172 793
Leroy Marylou	NIGEND : 239 552
Levesque du Rostu Hélène	NIGEND : 333 225
Loiseau Délizia	NIGEND : 157 986
Madec Solenn	NIGEND : 196 904
Magnier Christelle	NIGEND : 207 771
Makboul Saadia	NIGEND : 216 046
Mangerel Claire	NIGEND : 239 556
Martet Amandine	NIGEND : 313 991
Mette Sandra	NIGEND : 192 746
Molina Céline	NIGEND : 195 382
Morel Alexandre	NIGEND : 249 016
Morin Angélique	NIGEND : 249 156
Négrier Fanny	NIGEND : 207 662
Nelsom Christelle	NIGEND : 306 688
Orieux Françoise	NIGEND : 164 407
Ouerthani Chiraz	NIGEND : 306 693
Pastre Emmanuelle	NIGEND : 306 695
Petit Stéphanie	NIGEND : 163 824
Peytavin Coralie	NIGEND : 304 555
Pierre Pascal	NIGEND : 169 825
Pigeot Lucie	NIGEND : 220 557
Pipard Yann	NIGEND : 226 793
Potet Annabelle	NIGEND : 158 764
Pouillaude Aurore	NIGEND : 313 970
Prévôt-Job Angélique	NIGEND : 195 434
Quillerier Karen	NIGEND : 172 801
Rached Fatima	NIGEND : 304 564
Radaoui Djenet	NIGEND : 218 176
Ramirez Ema	NIGEND : 240 558
Ranson Raphaëlle	NIGEND : 302 119
Régnier Stella	NIGEND : 227 888
Repiso Vanessa	NIGEND : 333 231
Rivault Aurore	NIGEND : 190 021
Rivero Katia	NIGEND : 170 920
Rouaski Sonia	NIGEND : 220 712
Rouxel Sylvie	NIGEND : 159 582
Ruquart-Robert Virginie	NIGEND : 174 485
Rutler Valérie	NIGEND : 172 802

Saingier Benoît	NIGEND : 170962
Salmon Sabrina	NIGEND : 310028
Saramito Damienne	NIGEND : 185247
Semet Estelle	NIGEND : 215134
Servanton Réjane	NIGEND : 208635
Soglo Adeline	NIGEND : 301299
Strbik Caroline	NIGEND : 169904
Tanquerel Céline	NIGEND : 310036
Teulier Jessica	NIGEND : 306731
Theil Mélanie	NIGEND : 241596
Thiénot Hélène	NIGEND : 205712
Valette Laura	NIGEND : 321398
Van Elsen Virginie	NIGEND : 195027
Wargniez Franck	NIGEND : 176215
Zehani Nadia	NIGEND : 304075
Zemun Sandra	NIGEND : 170931

Article 2

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Gestion logistique et financière», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Arcelin Cathy	NIGEND : 213353
Baconnaïs Marie-Pierre	NIGEND : 172767
Bernard Olivier	NIGEND : 207491
Biau Florence	NIGEND : 246146
Bosquain Aurélie	NIGEND : 193289
Bruvry Gwenaëlle	NIGEND : 195026
Cadet Jonathan	NIGEND : 246152
Chalouh Farid	NIGEND : 301107
Charpentier Anthony	NIGEND : 204083
Coste Marjorie	NIGEND : 246160
Curty Annabelle	NIGEND : 189701
Deloustal Emilie	NIGEND : 306515
Faure Patrick	NIGEND : 243765
Fournet Lucie	NIGEND : 225324
Gayou Delphine	NIGEND : 215100
Guyon Virginie	NIGEND : 234317
Illesca Laurent	NIGEND : 159700
Jeunet Aline	NIGEND : 218893
Jodar Michel	NIGEND : 176426
Keclard Sabrina	NIGEND : 304416
Lamache Camille	NIGEND : 217753
Lapitre Teddy	NIGEND : 178033
Lenglet Daniel	NIGEND : 181051
Maamour Samir	NIGEND : 243777
Meunier Aurianne	NIGEND : 246197
Morain Yannick	NIGEND : 170717
Musard Élise	NIGEND : 187464
Nobecourt Mathieu	NIGEND : 209756
Otero Y Amoedo Christelle	NIGEND : 312338

Pailler Aurélie	NIGEND : 228 973
Pertus Isabelle	NIGEND : 305 269
Philippot Mélanie	NIGEND : 310 016
Piquet Nathalie	NIGEND : 165 341
Poeymiro Laurie	NIGEND : 304 560
Portanguen Pascal	NIGEND : 175 768
Pradère Stéphanie	NIGEND : 192 454
Ramet Laure	NIGEND : 209 759
Régis Vanessa	NIGEND : 304 189
Sauvage Émilie	NIGEND : 216 952
Solignac Christophe	NIGEND : 177 354
Sordo Nawal	NIGEND : 310 031
Théry Guillaume	NIGEND : 211 988
Thiéry Eloïse	NIGEND : 304 585
Veignie Maxime	NIGEND : 170 994
Vilbois Gérald	NIGEND : 179 955
Vilo Géraldine	NIGEND : 246 207
Wagner Gwendoline	NIGEND : 246 208

Article 3

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Auto-engins blindés», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Biquillon-Venturetti Franck	NIGEND : 186 560
Boucau Régis	NIGEND : 170 935
Delamare Ludovic	NIGEND : 215 090
Dembczynski Sylvain	NIGEND : 167 401
Hénon Yannick	NIGEND : 198 748
Jaffrenou Sébastien	NIGEND : 215 107
Pierre Samuel	NIGEND : 171 007
Roussel Franck	NIGEND : 170 052

Article 4

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Restauration collective», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Demerson Diane	NIGEND : 182 905
Desmasures Xavier	NIGEND : 320 197
Lagrange Amandine	NIGEND : 205 811
Liétard Arnaud	NIGEND : 212 389
Mergnac Caroline	NIGEND : 218 739

Article 5

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Affaires immobilières», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Antoine Elie	NIGEND : 199 008
Aupée Estelle	NIGEND : 218 707
Brondeau Cédric	NIGEND : 178 226
Cellier Sébastien	NIGEND : 232 650
Foulon Nicolas	NIGEND : 301 260

Article 6

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Armurerie et pyrotechnie», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Bernard Christophe	NIGEND : 211 795
Devos Arnaud	NIGEND : 172 264
Frelin Guillaume	NIGEND : 209 704
Jacquel David	NIGEND : 241 846
Laurent Matthieu	NIGEND : 301 045
Mariaud Bertrand	NIGEND : 205 893
Oudelet Fabien	NIGEND : 241 868
Rigaud Éric	NIGEND : 199 015

Article 7

Le brevet supérieur de spécialiste, spécialité «Imprimerie», est attribué par validation des acquis du parcours professionnel, à compter du 1^{er} décembre 2019, aux sous-officiers dont les noms suivent :

Borquet Agnès	NIGEND : 306 501
Denis Anne-Laure	NIGEND : 209 555
Huot Marie	NIGEND : 306 505
Marzet Alexandra	NIGEND : 215 117
Pelletier Anne	NIGEND : 218 172
Picot Gaëlle	NIGEND : 306 507
Tartar Sévrine	NIGEND : 201 878

Article 8

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la commission instituée par l'article R. 4125-1 du code de la défense, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 9

Les intéressés recevront un exemplaire de cette décision. Conformément aux dispositions de la note-express n° 40000 DEF/GEND/RH/ETG du 17 août 2001 relative à la notification des décisions administratives individuelles (n.i. BO), ils devront en délivrer un récépissé du modèle exigé, daté et signé, qui sera inséré dans leur dossier 2^e partie.

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 20 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 78604 du 21 novembre 2019 portant attribution de l'échelle de solde n° 4
aux militaires du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1933511S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 78-729 du 28 juin 1978 modifié fixant le régime de solde des militaires;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps des sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers marinières de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 78164 du 20 novembre 2019 portant attribution du brevet de supérieur de spécialiste (BSS) par la validation des acquis du parcours professionnel (VAPP) au titre de l'année 2019;

Vu la circulaire n° 25550/DEF/GEND/RH/P/PSOCA du 6 juin 2001 relative aux modalités de classement des militaires des corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, de carrière ou servant sous contrat, dans les différentes échelles de la solde mensuelle,

Décide:

Article 1^{er}

L'échelle de solde n° 4 est accordée à compter du 1^{er} décembre 2019 aux sous-officiers du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie dont le nom figure ci-après:

Spécialité administration et gestion du personnel

Adrien Vanessa	NIGEND : 194029
Autale Marie-Line	NIGEND : 211 755
Baudu Fanny	NIGEND : 312079
Biet Cécile	NIGEND : 170875
Boisnel Myriam	NIGEND : 163 803
Boisseau Sylvie	NIGEND : 161 665
Bonnec Karine	NIGEND : 157961
Bonnet Christelle	NIGEND : 232956
Bordet Sonia	NIGEND : 165 298
Bourdel Laétitia	NIGEND : 194972
Boyard Ingrid	NIGEND : 164 377
Broquaire Marion	NIGEND : 351 485
Brun Sylviane	NIGEND : 205 849
Brunet Virginie	NIGEND : 171 742
Bruno Laury	NIGEND : 301 264
Calon Aurélie	NIGEND : 197 706
Carraz France	NIGEND : 195 152
Castel Ornella	NIGEND : 214 055
Chavalle Marjory	NIGEND : 236 262

Chavanon Anne-Candice	NIGEND : 166 528
Chisne Sandra	NIGEND : 196 239
Choquet Aline	NIGEND : 164 381
Clérice Christelle	NIGEND : 211 740
Colombani Audrey	NIGEND : 306 633
Couvin Aurore	NIGEND : 301 202
Cultru Émilie	NIGEND : 312 371
De La Porte Des Vaux Bénédicte	NIGEND : 194 966
Debrumetz Victoria	NIGEND : 333 185
Debruyne Cécile	NIGEND : 306 637
Décimus Céline	NIGEND : 312 181
Delange Sylvie	NIGEND : 226 501
Delprète Fanny	NIGEND : 207 314
Dhanpaul Séverine	NIGEND : 225 419
Dias Karine	NIGEND : 237 218
Didier Émilie	NIGEND : 313 653
Dolon Priscilia	NIGEND : 300 696
Dorsemaine Florence	NIGEND : 147 107
Drouart Sandrine	NIGEND : 195 000
Dumazert Eva	NIGEND : 243 763
Dumont Virginie	NIGEND : 165 153
Dunant Johanna	NIGEND : 309 967
Dunaud Carine	NIGEND : 199 211
Dusapin Indiana	NIGEND : 243 026
Enault Emilie	NIGEND : 236 283
Faye Julie	NIGEND : 218 881
Fèvre Séverine	NIGEND : 165 770
Fiolet Karine	NIGEND : 202 819
Flament Nelly	NIGEND : 247 837
Fléchet Gwennaëlle	NIGEND : 215 040
Foveau Benoît	NIGEND : 215 098
Francisco Nathalie	NIGEND : 301 262
Gaulier Stéphanie	NIGEND : 169 114
Gay Christelle	NIGEND : 165 326
Germany Karine	NIGEND : 300 983
Gibouin Laura	NIGEND : 309 981
Giraud Carole	NIGEND : 226 516
Gorrec Lydia	NIGEND : 186 025
Gras Magaly	NIGEND : 162 725
Grua Nadège	NIGEND : 194 944
Guérin Florence	NIGEND : 183 861
Guerreiro Stéphanie	NIGEND : 195 361
Guilbert Julien	NIGEND : 229 762
Hecquard Matthieu	NIGEND : 301 009
Heitaa Marie-Antoinette	NIGEND : 227 213
Hérault Stéphane	NIGEND : 167 417
Hiest Mélanie	NIGEND : 228 293
Hoffmann Sandrine	NIGEND : 304 414
Hutin Gaëlle	NIGEND : 169 885
Ibanez Pamela	NIGEND : 195 456

Inama Coralie	NIGEND : 306 651
Izydorczyk Sandra	NIGEND : 213 220
Jaquot Audrey	NIGEND : 169 886
Jouatel Karine	NIGEND : 191 399
Justin Véronique	NIGEND : 237 241
Labbé Céline	NIGEND : 200 437
Lacombe Émilie	NIGEND : 301 601
Lamego Céline	NIGEND : 304 426
Langlais Maryse	NIGEND : 164 398
Lavanant Aline	NIGEND : 301 049
Le Bars Sophie	NIGEND : 234 331
Le Gulluche Frédérique	NIGEND : 241 429
Lebon Jean-Hugues	NIGEND : 185 254
Lefebvre Sabrina	NIGEND : 242 740
Lefranc Nathalie	NIGEND : 172 793
Leroy Marylou	NIGEND : 239 552
Levesque du Rostu Hélène	NIGEND : 333 225
Loiseau Délizia	NIGEND : 157 986
Madec Solenn	NIGEND : 196 904
Magnier Christelle	NIGEND : 207 771
Makboul Saadia	NIGEND : 216 046
Mangerel Claire	NIGEND : 239 556
Martet Amandine	NIGEND : 313 991
Mette Sandra	NIGEND : 192 746
Molina Céline	NIGEND : 195 382
Morel Alexandre	NIGEND : 249 016
Morin Angélique	NIGEND : 249 156
Négrier Fanny	NIGEND : 207 662
Nelsom Christelle	NIGEND : 306 688
Orieux Françoise	NIGEND : 164 407
Ouerthani Chiraz	NIGEND : 306 693
Pastre Emmanuelle	NIGEND : 306 695
Petit Stéphanie	NIGEND : 163 824
Peytavin Coralie	NIGEND : 304 555
Pierre Pascal	NIGEND : 169 825
Pigeot Lucie	NIGEND : 220 557
Pipard Yann	NIGEND : 226 793
Potet Annabelle	NIGEND : 158 764
Pouillaude Aurore	NIGEND : 313 970
Prévôt-Job Angélique	NIGEND : 195 434
Quillerier Karen	NIGEND : 172 801
Rached Fatima	NIGEND : 304 564
Radaoui Djenet	NIGEND : 218 176
Ramirez Ema	NIGEND : 240 558
Ranson Raphaëlle	NIGEND : 302 119
Régnier Stella	NIGEND : 227 888
Repiso Vanessa	NIGEND : 333 231
Rivault Aurore	NIGEND : 190 021
Rivero Katia	NIGEND : 170 920
Rouaski Sonia	NIGEND : 220 712

Rouxel Sylvie	NIGEND : 159 582
Ruquart-Robert Virginie	NIGEND : 174 485
Rutler Valérie	NIGEND : 172 802
Saingier Benoît	NIGEND : 170 962
Salmon Sabrina	NIGEND : 310 028
Saramito Damienne	NIGEND : 185 247
Semet Estelle	NIGEND : 215 134
Servanton Réjane	NIGEND : 208 635
Soglo Adeline	NIGEND : 301 299
Strbik Caroline	NIGEND : 169 904
Tanquerel Céline	NIGEND : 310 036
Teulier Jessica	NIGEND : 306 731
Theil Mélanie	NIGEND : 241 596
Thiénot Hélène	NIGEND : 205 712
Valette Laura	NIGEND : 321 398
Van Elsen Virginie	NIGEND : 195 027
Wargniez Franck	NIGEND : 176 215
Zehani Nadia	NIGEND : 304 075
Zemun Sandra	NIGEND : 170 931

Spécialité gestion logistique et financière

Arcelin Cathy	NIGEND : 213 353
Baconnais Marie-Pierre	NIGEND : 172 767
Bernard Olivier	NIGEND : 207 491
Biau Florence	NIGEND : 246 146
Bosquain Aurélie	NIGEND : 193 289
Bruvry Gwenaëlle	NIGEND : 195 026
Cadet Jonathan	NIGEND : 246 152
Chalouh Farid	NIGEND : 301 107
Charpentier Anthony	NIGEND : 204 083
Coste Marjorie	NIGEND : 246 160
Curty Annabelle	NIGEND : 189 701
Deloustal Emilie	NIGEND : 306 515
Faure Patrick	NIGEND : 243 765
Fournet Lucie	NIGEND : 225 324
Gayou Delphine	NIGEND : 215 100
Guyon Virginie	NIGEND : 234 317
Illesca Laurent	NIGEND : 159 700
Jeunet Aline	NIGEND : 218 893
Jodar Michel	NIGEND : 176 426
Keclard Sabrina	NIGEND : 304 416
Lamache Camille	NIGEND : 217 753
Lapitre Teddy	NIGEND : 178 033
Lenglet Daniel	NIGEND : 181 051
Maamour Samir	NIGEND : 243 777
Meunier Aurianne	NIGEND : 246 197
Morain Yannick	NIGEND : 170 717
Musard Élise	NIGEND : 187 464
Nobecourt Mathieu	NIGEND : 209 756
Otero Y Amoedo Christelle	NIGEND : 312 338

Pailler Aurélie	NIGEND : 228 973
Pertus Isabelle	NIGEND : 305 269
Philippot Mélanie	NIGEND : 310 016
Piquet Nathalie	NIGEND : 165 341
Poeymiro Laurie	NIGEND : 304 560
Portanguen Pascal	NIGEND : 175 768
Pradère Stéphanie	NIGEND : 192 454
Ramet Laure	NIGEND : 209 759
Regis Vanessa	NIGEND : 304 189
Sauvage Émilie	NIGEND : 216 952
Solignac Christophe	NIGEND : 177 354
Sordo Nawal	NIGEND : 310 031
Thery Guillaume	NIGEND : 211 988
Thiery Eloïse	NIGEND : 304 585
Veignie Maxime	NIGEND : 170 994
Vilbois Gérald	NIGEND : 179 955
Vilo Géraldine	NIGEND : 246 207
Wagner Gwendoline	NIGEND : 246 208

Spécialité auto-engins blindés

Biquillon-Venturetti Franck	NIGEND : 186 560
Boucau Régis	NIGEND : 170 935
Delamare Ludovic	NIGEND : 215 090
Dembczynski Sylvain	NIGEND : 167 401
Hénon Yannick	NIGEND : 198 748
Jaffrenou Sébastien	NIGEND : 215 107
Pierre Samuel	NIGEND : 171 007
Roussel Franck	NIGEND : 170 052

Spécialité affaires immobilières

Antoine Elie	NIGEND : 199 008
Aupée Estelle	NIGEND : 218 707
Brondeau Cédric	NIGEND : 178 226
Cellier Sébastien	NIGEND : 232 650
Foulon Nicolas	NIGEND : 301 260

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Bernard Christophe	NIGEND : 211 795
Devos Arnaud	NIGEND : 172 264
Frelin Guillaume	NIGEND : 209 704
Jacquel David	NIGEND : 241 846
Laurent Matthieu	NIGEND : 301 045
Mariaud Bertrand	NIGEND : 205 893
Oudelet Fabien	NIGEND : 241 868
Rigaud Éric	NIGEND : 199 015

Spécialité restauration collective

Demerson Diane	NIGEND : 182 905
Desmasures Xavier	NIGEND : 320 197
Lagrange Amandine	NIGEND : 205 811
Liétard Arnaud	NIGEND : 212 389
Mergnac Caroline	NIGEND : 218 739

Spécialité imprimerie

Borquet Agnès	NIGEND : 306 501
Denis Anne-Laure	NIGEND : 209 555
Huot Marie	NIGEND : 306 505
Marzet Alexandra	NIGEND : 215 117
Pelletier Anne	NIGEND : 218 172
Picot Gaëlle	NIGEND : 306 507
Tartar Sévrine	NIGEND : 201 878

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 21 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 58619 du 3 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est

NOR : INTJ1927024S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Romary Nicolas	NIGEND : 169078	NLS : 8024787
-----------------------	-----------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Zoppello Cyril	NIGEND : 197317	NLS : 8048978
Bréal Jean-Pierre	NIGEND : 158258	NLS : 8015708
Dupaquier Alban	NIGEND : 199972	NLS : 8048728
Grandon Sébastien	NIGEND : 151783	NLS : 8009755

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Major Olivier	NIGEND : 240968	NLS : 8087958
Bidaut Aurélien	NIGEND : 271734	NLS : 8093144
Héleine Jonathan	NIGEND : 216317	NLS : 8070040
Laurent Bruno	NIGEND : 168878	NLS : 8024657
Jaraczewski Thomas	NIGEND : 215915	NLS : 8069672

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Bellimaz-Ponthus Guillaume	NIGEND : 235321	NLS : 8080618
Etienne Anthony	NIGEND : 316711	NLS : 8110891
Commandeur Stéphane	NIGEND : 243124	NLS : 8088550
Liébaut Jean	NIGEND : 164749	NLS : 8021261
Durand Michaël	NIGEND : 158544	NLS : 8015824
Sarda Philippe	NIGEND : 193165	NLS : 6012559
Lopez Jean	NIGEND : 231294	NLS : 8085206

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie**Décision n° 13922 du 8 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Calvados**

NOR : INTJ1927018S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Calvados,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 18758 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828616S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 ((NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Barbey-Dormois Sébastien	NIGEND : 160031	NLS : 8017106
Levard Philippe	NIGEND : 164747	NLS : 8021260

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Leclercq Laurent	NIGEND : 198753	NLS : 8053747
Mace Marc	NIGEND : 173650	NLS : 8030642
Larose Loïc	NIGEND : 167657	NLS : 8023542

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Djerbi Christophe	NIGEND : 206228	NLS : 8062244
Falaise Nicolas	NIGEND : 136117	NLS : 5322461
Grimoult Yoan	NIGEND : 178186	NLS : 8029032
Ernoux Ludovic	NIGEND : 187246	NLS : 8038325
Gergen Yolène	NIGEND : 127929	NLS : 5280930
Gand Stéphane	NIGEND : 145973	NLS : 5234319
Garaby Gilles	NIGEND : 131395	NLS : 5283449

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Ernoult Amélie	NIGEND : 185276	NLS : 8034432
Hueber Yann	NIGEND : 181269	NLS : 8030235
Delmonteil Thierry	NIGEND : 169012	NLS : 8024724
Garnier Jean-Christian	NIGEND : 169032	NLS : 8024743
Cecire Fabrice	NIGEND : 208120	NLS : 8062603
Porcheron Xavier	NIGEND : 146410	NLS : 8005072
Baey Fernand	NIGEND : 148418	NLS : 8006102
Ozouf Stéphane	NIGEND : 149447	NLS : 8007169

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 octobre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Calvados,*
B. LOUVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale**Décision n° 54370 du 14 octobre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1927063S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1^{er}Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} novembre 2019 :

Laurent Jérôme	NIGEND : 159060	NLS : 8016360
Crochemore Olivier	NIGEND : 147809	NLS : 8008618

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Subitani Philippe	NIGEND : 166060	NLS : 8022488
Dubarry Thomas	NIGEND : 190635	NLS : 8039232
Mahé Grégory	NIGEND : 180057	NLS : 8029756
Ramassamy Ranghi	NIGEND : 184740	NLS : 8034279
Gauchet Sylvain	NIGEND : 153330	NLS : 5316282
Crombez Jérôme	NIGEND : 160058	NLS : 8017130

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} novembre 2019 :

Combalier Francis	NIGEND : 161478	NLS : 8018520
Kremer Fanny	NIGEND : 242857	NLS : 8095893
Guibout Ludivine	NIGEND : 317537	NLS : 6738653
Carreca Clément	NIGEND : 306250	NLS : 6661532
Dubois François	NIGEND : 216713	NLS : 8070302
Giacomoni Jean-Baptiste	NIGEND : 310283	NLS : 8092075
Forthoffer Thomas	NIGEND : 322598	NLS : 8113599
Soulier Matthieu	NIGEND : 329321	NLS : 8057501
Le Borgne Arnaud	NIGEND : 210891	NLS : 8066189

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} novembre 2019 :

Adam Philippe NIGEND : 146 852 NLS : 8 004 701

Genty Yannick NIGEND : 143 194 NLS : 8 002 563

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 14 octobre 2019.

Le général de corps d'armée,
commandant les écoles de la gendarmerie nationale,
T. MORTEROL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Corse

**Décision n° 8556 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie de Corse**

NOR : INTJ1927991S

Le commandant de la région de gendarmerie de Corse, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S);

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Guedj David NIGEND : 170 104 NLS : 8 025 042

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Labory Jean-Luc NIGEND : 131 046 NLS : 5 283 254

Mardon Eric NIGEND : 146 527 NLS : 8 004 252

Vantielcke Alain NIGEND : 123 577 NLS : 5 244 790

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Hannequin Nancy NIGEND : 142 831 NLS : 8 007 646

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Corse,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Corse-du-Sud,*
T. MOUCHET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 12413 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin**

NOR : INTJ1927998S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 16312 du 31 décembre 2018 (NOR : INTJ1835775S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Dubreuil Eric	NIGEND : 123 036	NLS : 5 270 321
Bichwiller Jean-Marc	NIGEND : 128 278	NLS : 5 279 524

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Goettelmann Jonathan	NIGEND : 239 202	NLS : 8 087 293
Eichler Yves	NIGEND : 209 929	NLS : 8 062 966
Paulen Christian	NIGEND : 165 465	NLS : 8 022 069
Marsollier Liliane	NIGEND : 167 560	NLS : 8 023 372
Nicoud Sébastien	NIGEND : 164 760	NLS : 8 021 272

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Faullumel Thierry	NIGEND : 127 163	NLS : 5 280 218
Lauer Denis	NIGEND : 124 184	NLS : 5 269 675
Frick Eddie	NIGEND : 131 128	NLS : 5 283 328
Wenzler Daniel	NIGEND : 69 981	NLS : 5 282 094
Manzoni Laurence	NIGEND : 131 276	NLS : 5 294 054
Chasserot Olivier	NIGEND : 133 589	NLS : 5 311 645
George Patrice	NIGEND : 135 438	NLS : 5 322 839
Perrey Dominique	NIGEND : 118 805	NLS : 5 242 065
Lindenlaub Patrick	NIGEND : 144 452	NLS : 8 003 583

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Schoumacher-Ney Daniel	NIGEND : 134 951	NLS : 5 311 883
Schutz Frédéric	NIGEND : 135 334	NLS : 5 311 633
Spill Christophe	NIGEND : 147 405	NLS : 8 005 190
Piat Eric	NIGEND : 140 017	NLS : 5 305 062

Trunkenwald Michel	NIGEND : 147 095	NLS : 8 005 388
Loth Jean	NIGEND : 139 521	NLS : 5 323 543
Grenier Laurent	NIGEND : 150 141	NLS : 8 007 938
Medina Emmanuel	NIGEND : 150 904	NLS : 5 306 850
Gonon Bertrand	NIGEND : 143 475	NLS : 5 325 114

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Bas-Rhin,*
M. CLERC

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Normandie**Décision n° 12854 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Eure et de la Seine-Maritime**

NOR : INTJ1927982S

Le commandant de la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 15660 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828617S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Moreno Sylvain	NIGEND : 190 391	NLS : 8 039 280
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Brasseur Cédric	NIGEND : 175 967	NLS : 8 036 020
------------------------	------------------	-----------------

Da Silva Soares Joaquim	NIGEND : 207 003	NLS : 8 062 321
--------------------------------	------------------	-----------------

Barège Éline	NIGEND : 144 899	NLS : 8 003 604
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Leblanc Daniel	NIGEND : 145 210	NLS : 8 003 843
-----------------------	------------------	-----------------

Gouel Stéphane	NIGEND : 121 694	NLS : 5 244 539
-----------------------	------------------	-----------------

Berthias Claude	NIGEND : 126 012	NLS : 5 281 005
------------------------	------------------	-----------------

Berger Nicolas	NIGEND : 135 643	NLS : 5 323 720
-----------------------	------------------	-----------------

Raison Michel	NIGEND : 129 163	NLS : 5 281 381
----------------------	------------------	-----------------

Riffaud Didier	NIGEND : 139 276	NLS : 5 305 181
-----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Chaîne Emmanuel	NIGEND : 142 414	NLS : 8 001 710
------------------------	------------------	-----------------

Lecomte Philippe	NIGEND : 159 664	NLS : 8 016 868
-------------------------	------------------	-----------------

Baudart Fabien	NIGEND : 138 078	NLS : 5 324 501
-----------------------	------------------	-----------------

Duforêt Pascal	NIGEND : 140 399	NLS : 5 325 031
-----------------------	------------------	-----------------

Caizergues Pascal	NIGEND : 141 764	NLS : 8 001 919
--------------------------	------------------	-----------------

Castel Laurent	NIGEND : 143 156	NLS : 8 002 664
-----------------------	------------------	-----------------

Garcia Gilbert	NIGEND : 144 945	NLS : 8 003 654
-----------------------	------------------	-----------------

Laruelle Olivier	NIGEND : 149 911	NLS : 8 007 850
-------------------------	------------------	-----------------

Daubercourt Jean	NIGEND : 142 709	NLS : 8 001 533
-------------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie de Normandie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime,*
B. ARVISET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 16341 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « infanterie »**

NOR : INTJ1927967S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21063 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834833S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Pluta Jean-Yves	NIGEND : 129 654	NLS : 5 282 584
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Garnier Arnaud	NIGEND : 158 041	NLS : 8 015 244
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Patault Jean-Philippe	NIGEND : 134 281	NLS : 5 310 791
Palfroy Ludovic	NIGEND : 129 487	NLS : 5 281 470
Boutillier Thierry	NIGEND : 134 340	NLS : 5 311 405
Cloutier Laurent	NIGEND : 148 862	NLS : 8 006 648
Gourvat Thierry	NIGEND : 145 977	NLS : 5 272 704
Le Gall Pierrick	NIGEND : 131 271	NLS : 5 237 177
Cozlin Didier	NIGEND : 148 700	NLS : 8 006 515
Rouhouse Thierry	NIGEND : 128 832	NLS : 5 282 482
Boyeldieu Dominique	NIGEND : 129 427	NLS : 5 281 414

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Ragon Pascal	NIGEND : 144 992	NLS : 8 003 587
Forestier Karl	NIGEND : 156 720	NLS : 8 014 238
Signol David	NIGEND : 134 855	NLS : 5 311 087
Demimuid Joël	NIGEND : 146 076	NLS : 8 004 430
Hiet Daniel	NIGEND : 158 938	NLS : 8 016 244
Boissier Patrick	NIGEND : 116 763	NLS : 5 218 115

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

**Décision n° 16342 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la garde républicaine – branche « cavalerie »**

NOR : INTJ1927969S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21064 du 18 décembre 2018 (NOR : INTJ1834835S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Wagner Simon	NIGEND : 143 281	NLS : 8 002 643
---------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Roux Fabrice	NIGEND : 149 595	NLS : 8 007 388
---------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Tacquet Jean-Christophe	NIGEND : 131 191	NLS : 5 283 377
--------------------------------	------------------	-----------------

Rousseau Frank	NIGEND : 128 695	NLS : 5 283 565
-----------------------	------------------	-----------------

Rastrilla Thierry	NIGEND : 140 273	NLS : 5 296 152
--------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Pinon Anne	NIGEND : 226 689	NLS : 8 075 080
-------------------	------------------	-----------------

Lamarle Cédric	NIGEND : 161 137	NLS : 8 018 251
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Garde républicaine

Décision n° 16345 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la garde républicaine – branche « orchestres-chœur de l'armée française »

NOR : INTJ1927971S

Le commandant de la garde républicaine,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19906 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828607S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Crevoisier Pierre NIGEND : 171 529 NLS : 8 026 292

Article 2

Le maréchal des logis-chef dont le nom suit est promu au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Maireaux Yann NIGEND : 201 099 NLS : 8 056 975

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de division,
commandant la garde républicaine,
É. BIO FARINA*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes**Décision n° 17088 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme**

NOR : INTJ1927987S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 21627 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828633S);

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Soule Éric	NIGEND : 153 865	NLS : 8 011 393
Levigne Olivier	NIGEND : 166 767	NLS : 8 022 948

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Auroy Nicolas	NIGEND : 178 826	NLS : 8 036 770
Bettignies Ludovic	NIGEND : 176 107	NLS : 8 028 607
Vittoz Yoann	NIGEND : 171 215	NLS : 8 026 797

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Antraigue Claude	NIGEND : 144 897	NLS : 8 003 602
Sauvant Thierry	NIGEND : 133 518	NLS : 5 311 292
Butillon Florence	NIGEND : 131 990	NLS : 5 295 307
Boniol Pascal	NIGEND : 139 465	NLS : 5 323 509
Talobre Laurent	NIGEND : 137 487	NLS : 5 324 397
Marot Philippe	NIGEND : 152 116	NLS : 8 010 064
Delpech Frédéric	NIGEND : 70 468	NLS : 5 282 741
Mechin Philippe	NIGEND : 133 656	NLS : 5 311 716
Michaud Philippe	NIGEND : 136 762	NLS : 5 323 759
Elleboode Marc	NIGEND : 133 459	NLS : 5 311 232
Champetier Michel	NIGEND : 139 719	NLS : 5 296 026

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Montagne Christophe	NIGEND : 135 883	NLS : 5 322 079
Garonne Philippe	NIGEND : 161 854	NLS : 8 018 830
Cubertaftond François	NIGEND : 140 200	NLS : 5 296 215

Jollin Laëtitia	NIGEND : 371 153	NLS : 8 037 310
Drévès Olivier	NIGEND : 141 472	NLS : 8 000 528
Heurtebize Frédéric	NIGEND : 137 064	NLS : 5 323 844
Ringler Daniel	NIGEND : 136 702	NLS : 5 322 994
Lucas Philippe	NIGEND : 150 431	NLS : 8 008 261
Guyonet Sandra	NIGEND : 225 544	NLS : 8 084 270

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Puy-de-Dôme,*
P. OTT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Pays de la Loire**Décision n° 35176 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie des pays de la Loire**

NOR : INTJ1927983S

Le commandant de la région de gendarmerie des pays de la Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 42565 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828618S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Pizy Nicolas	NIGEND : 188 826	NLS : 8 038 876
Colson Stéphane	NIGEND : 153 308	NLS : 8 011 321

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Chéraul Thierry	NIGEND : 162 780	NLS : 8 019 629
Forestier Luc	NIGEND : 161 120	NLS : 8 018 235
Juan Raimundo	NIGEND : 147 853	NLS : 8 008 658
Bouriaud Jean-Charles	NIGEND : 174 632	NLS : 8 028 211
Wujkow Brice	NIGEND : 187 159	NLS : 8 038 391

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Thén ot Pascal	NIGEND : 70 837	NLS : 5 293 883
Rougemont Christophe	NIGEND : 148 968	NLS : 8 006 693
Meunier Olivier	NIGEND : 131 057	NLS : 5 283 267
Déprez Philippe	NIGEND : 70 470	NLS : 5 282 743
Richard Philippe	NIGEND : 139 655	NLS : 8 000 175
Marion Olivier	NIGEND : 132 980	NLS : 5 295 755
Hamelin Martial	NIGEND : 128 895	NLS : 5 238 684
Herbin Pascal	NIGEND : 133 215	NLS : 5 295 260
Lopez Pascal	NIGEND : 156 617	NLS : 8 013 955
Boisdron Nicolas	NIGEND : 142 018	NLS : 5 272 105
Chevallier Philippe	NIGEND : 121 556	NLS : 5 241 618
Rio Philippe	NIGEND : 122 691	NLS : 5 220 276
Vallée Gilbert	NIGEND : 122 700	NLS : 5 243 198

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Bohrer Éric	NIGEND : 146 985	NLS : 8 012 943
Simier Claude	NIGEND : 141 855	NLS : 8 001 885
Duditlieu Stéphane	NIGEND : 160 069	NLS : 8 017 140
Paillat Laurent	NIGEND : 151 294	NLS : 8 009 370
Masson Alain	NIGEND : 138 460	NLS : 5 324 867
Simon Patrick	NIGEND : 154 218	NLS : 8 011 996
Thomas Stéphane	NIGEND : 135 098	NLS : 5 311 990
Lecaude Yann	NIGEND : 138 445	NLS : 5 324 856
Gautier Denis	NIGEND : 146 896	NLS : 8 004 644
Champeau Laurent	NIGEND : 142 876	NLS : 8 002 217
Mallet Hervé	NIGEND : 149 194	NLS : 8 006 755
Scoarnec Gilles	NIGEND : 154 555	NLS : 8 012 189

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général, commandant
la région de gendarmerie des Pays de la Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Loire-Atlantique,*
J.-M. VERRANDO

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 41917 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Bretagne

NOR : INTJ1927976S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 665 du 8 janvier 2019 (NOR : INTJ1900455S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Quéau Jean-Michel	NIGEND : 139 274	NLS : 5 305 179
Phélippe Yannick	NIGEND : 160 810	NLS : 8 017 765

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Clément Laurence	NIGEND : 149 635	NLS : 8 007 621
Le Gourrière Jérôme	NIGEND : 196 590	NLS : 8 053 236
Le Mée Nicolas	NIGEND : 191 091	NLS : 8 039 853
Pringalle John	NIGEND : 198 569	NLS : 8 053 596
Ogereau Mickaël	NIGEND : 177 823	NLS : 8 035 624
Bernard Patrick	NIGEND : 136 319	NLS : 5 322 506

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Jacolot Jean-Baptiste	NIGEND : 133 881	NLS : 5 294 438
Cornu Éric	NIGEND : 138 096	NLS : 5 324 707
Ollivier Philippe	NIGEND : 137 635	NLS : 5 322 990
Sgard Jean-Claude	NIGEND : 146 173	NLS : 8 004 493
Roc'h Michel	NIGEND : 144 996	NLS : 8 001 889
Scaërou Loïc	NIGEND : 124 930	NLS : 5 270 086
Guédon Laurent	NIGEND : 138 017	NLS : 5 281 651
Le Meur Michel	NIGEND : 151 524	NLS : 8 009 648
Guilcher Jean-Yves	NIGEND : 127 847	NLS : 5 279 479
Corre Rémi	NIGEND : 138 779	NLS : 5 325 225
Cloître Jean-Claude	NIGEND : 140 091	NLS : 5 271 928
Bir Pascal	NIGEND : 139 817	NLS : 5 272 208
Auffredo Alain	NIGEND : 131 488	NLS : 5 271 421
Marot Patrick	NIGEND : 154 766	NLS : 8 012 353

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Leroy Stéphane	NIGEND : 231 963	NLS : 8 085 754
Salaun Gérard	NIGEND : 140 632	NLS : 5 325 377
Gloaguen Sylvain	NIGEND : 161 278	NLS : 8 018 338
Duaut Thierry	NIGEND : 145 180	NLS : 8 003 923
Naulin Patrick	NIGEND : 139 641	NLS : 8 000 160
Bréjot Jean-Marc	NIGEND : 140 365	NLS : 5 325 014
Brouillard Bruno	NIGEND : 140 518	NLS : 5 322 449
Morin Martial	NIGEND : 155 850	NLS : 8 013 272
Dortignac Jean-Louis	NIGEND : 148 582	NLS : 8 006 433
Le Liboux Jean-Marc	NIGEND : 149 919	NLS : 5 259 872
Hardy Fabrice	NIGEND : 148 095	NLS : 8 008 764
Nizan Pascal	NIGEND : 156 357	NLS : 8 014 072

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie de Bretagne
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Ouest

Décision n° 41940 du 5 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest

NOR : INTJ1927977S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bretagne et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 51561 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828614S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Gegaden François	NIGEND : 127 732	NLS : 5 279 125
Cavard Éric	NIGEND : 133 435	NLS : 5 311 211

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Poudret Richard	NIGEND : 154 422	NLS : 8 012 073
Boyer Guillaume	NIGEND : 187 263	NLS : 8 038 311

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Melsen Vincent	NIGEND : 129 250	NLS : 5 282 966
Gloaguen Jean-Marc	NIGEND : 135 841	NLS : 5 322 141
Chamton Michel	NIGEND : 131 996	NLS : 5 295 310
Boittin Jean-Marc	NIGEND : 135 938	NLS : 5 322 282
Daniel Dominique	NIGEND : 135 542	NLS : 5 323 731
Urien Michel	NIGEND : 140 647	NLS : 5 325 390
Courant Emmanuel	NIGEND : 144 266	NLS : 8 003 320
Swyngedauw Ronald	NIGEND : 129 277	NLS : 5 280 393
Le Quiliec Thierry	NIGEND : 135 299	NLS : 5 311 601

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Jacopin Patrice	NIGEND : 140 118	NLS : 5 271 955
Roperch Serge	NIGEND : 146 831	NLS : 8 005 269
Morvan Jean-Yves	NIGEND : 154 410	NLS : 8 012 062
Verna Pascal	NIGEND : 141 323	NLS : 8 001 199
Kéravec Michel	NIGEND : 160 087	NLS : 8 017 157
Sauvaget Philippe	NIGEND : 128 834	NLS : 5 282 484

Lesage Christophe	NIGEND : 134 269	NLS : 5 310 882
Clerc Christophe	NIGEND : 155 792	NLS : 8 013 327
Le Meur Rémi	NIGEND : 139 514	NLS : 5 323 536

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 5 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Bretagne
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Ouest,*
A. PIDOUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 19098 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne**

NOR : INTJ1927974S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Legrand Thierry	NIGEND : 174 244	NLS : 8 027 957
Guindé Stéphane	NIGEND : 180 036	NLS : 8 029 735

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Philip Christophe	NIGEND : 174 272	NLS : 8 027 981
Couturier Karine	NIGEND : 221 385	NLS : 8 083 674
Fougeron Damien	NIGEND : 168 739	NLS : 8 024 538

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Bizeau Bruno	NIGEND : 143 142	NLS : 8 002 651
Jaworski Jean-Luc	NIGEND : 70 048	NLS : 5 282 651
Campot Thierry	NIGEND : 129 685	NLS : 5 283 116
Deloffre Eric	NIGEND : 134 481	NLS : 5 311 019
Diot Dominique	NIGEND : 158 540	NLS : 8 015 820
Le Page Bruno	NIGEND : 135 040	NLS : 5 311 483
Cantet Stéphane	NIGEND : 139 476	NLS : 5 323 614

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Pluchon Jean-François	NIGEND : 152 723	NLS : 8 010 671
Rouby Christophe	NIGEND : 135 484	NLS : 5 311 568
Delvert Laurent	NIGEND : 142 892	NLS : 8 002 125
Daressy Jean-Marc	NIGEND : 129 214	NLS : 5 283 018
Chevalier Christophe	NIGEND : 146 745	NLS : 8 005 313

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Vienne,*
Y. DUMEZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
des Hauts-de-France**Décision n° 19988 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Somme**

NOR : INTJ1928005S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie des Hauts-de-France, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Somme,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 23575 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828654S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Chwalowska Frédéric	NIGEND : 134 636	NLS : 5 311 917
Delaporte Stéphane	NIGEND : 170 332	NLS : 6 543 412

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Lannoy Samuel	NIGEND : 165 574	NLS : 8 022 155
Paris Tony	NIGEND : 211 054	NLS : 8 066 077
Bonami Alicia	NIGEND : 179 091	NLS : 8 035 558

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Deroo Renaud	NIGEND : 311 418	NLS : 8 092 280
Moity Christophe	NIGEND : 219 211	NLS : 8 071 818
Deboudt Laurent	NIGEND : 138 916	NLS : 5 323 430
Delattre Florent	NIGEND : 136 626	NLS : 5 323 033
Briquet Xavier	NIGEND : 133 298	NLS : 5 295 915
Isambourg Hervé	NIGEND : 132 845	NLS : 5 294 758
Stévenot Johan	NIGEND : 138 191	NLS : 5 324 493
Deswaerte Alain	NIGEND : 152 189	NLS : 8 010 123
Oudinet Éric	NIGEND : 131 061	NLS : 5 283 272
Darcourt Hervé	NIGEND : 136 101	NLS : 5 312 035

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Billerot Fabian	NIGEND : 193 099	NLS : 8 047 327
Hancelin Arnaud	NIGEND : 187 519	NLS : 8 046 667
Cossin Tony	NIGEND : 201 991	NLS : 8 044 189
Lemarchand Didier	NIGEND : 141 655	NLS : 8 001 353
Forni Alain	NIGEND : 143 189	NLS : 8 002 558

Contentin Dominique	NIGEND : 135 002	NLS : 5 311 442
Desnos Janick	NIGEND : 139 740	NLS : 5 305 241
Cailly Jérôme	NIGEND : 139 052	NLS : 8 000 010
Vasseur Christophe	NIGEND : 151 723	NLS : 8 009 596
Desvignes Philippe	NIGEND : 138 053	NLS : 5 281 630
Lefèbvre Stéphane	NIGEND : 158 060	NLS : 8 015 264
Lambert Sylvie	NIGEND : 144 690	NLS : 8 002 269
Lor Bruno	NIGEND : 143 506	NLS : 5 325 129
Pourchez Willy	NIGEND : 146 554	NLS : 8 004 267

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le colonel, commandant adjoint de la région
de gendarmerie des Hauts-de-France,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Somme,*
M. FRUSTIÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Centre-Val de Loire**Décision n° 25173 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire**

NOR : INTJ1927979S

Le commandant de la région de gendarmerie du Centre-Val de Loire, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Loiret,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 28997 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828615S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Merlen Régis	NIGEND : 149 198	NLS : 8 006 759
Laveau Ludovic	NIGEND : 184 421	NLS : 8 041 313
Le Bas Didier	NIGEND : 142 067	NLS : 5 272 132
Quénardel Valérie	NIGEND : 140 337	NLS : 8 006 573

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Roubay Aurore	NIGEND : 205 803	NLS : 8 058 634
Leduc-Comi Emmanuel	NIGEND : 163 342	NLS : 8 020 158
Crom Adeline	NIGEND : 210 527	NLS : 8 063 098
Dolet Cédric	NIGEND : 174 814	NLS : 8 032 438
Royer Cédric	NIGEND : 190 245	NLS : 8 039 588
Brandily Anthony	NIGEND : 188 889	NLS : 8 045 922
Antigny David	NIGEND : 210 677	NLS : 8 065 818
Ballereau Janick	NIGEND : 133 566	NLS : 5 282 335

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Jaffrelot Patricia	NIGEND : 134 323	NLS : 5 310 777
Winckler Éric	NIGEND : 127 657	NLS : 5 281 198
Margueritte Benoît	NIGEND : 145 451	NLS : 8 004 869
Bennegazy Christian	NIGEND : 136 452	NLS : 5 324 106
Houze Christophe	NIGEND : 133 080	NLS : 5 295 227
Ville Philippe	NIGEND : 128 259	NLS : 5 271 198
Hue Stéphane	NIGEND : 146 109	NLS : 8 004 461
Godin Thierry	NIGEND : 146 239	NLS : 8 004 037
Lescot Éric	NIGEND : 136 142	NLS : 5 312 081
Berenguer Richard	NIGEND : 128 748	NLS : 5 282 403
Guillaumin Claude	NIGEND : 140 414	NLS : 5 325 038

Richer Christophe	NIGEND : 133 684	NLS : 5 311 704
Voilier Emmanuelle	NIGEND : 132 752	NLS : 5 295 797
Méron Éric	NIGEND : 137 953	NLS : 5 322 166

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Lachaise Bruno	NIGEND : 141 249	NLS : 8 001 258
Mousseau Bruno	NIGEND : 142 216	NLS : 8 001 680
Caille Christophe	NIGEND : 144 132	NLS : 8 003 022
Brouard Olivier	NIGEND : 137 818	NLS : 5 323 313
Rolland Jean-Jacques	NIGEND : 139 280	NLS : 5 305 185
Grandin Isabelle	NIGEND : 156 824	NLS : 8 018 643
Chantôme Emmanuel	NIGEND : 139 477	NLS : 5 323 515
Saumoneau Frédéric	NIGEND : 142 250	NLS : 8 001 195
Mahieux Patrice	NIGEND : 135 693	NLS : 5 323 873
Wozniak Vincent	NIGEND : 152 923	NLS : 8 010 799
Hilaire Thierry	NIGEND : 139 499	NLS : 5 323 626
Le Fée Nolwen	NIGEND : 325 136	NLS : 8 114 728
Baudrey Alexandre	NIGEND : 247 709	NLS : 8 099 419
Leuridant Nicolas	NIGEND : 220 243	NLS : 8 083 408
Dano Alexandre	NIGEND : 177 983	NLS : 8 036 042
Canon Christophe	NIGEND : 179 426	NLS : 8 037 199
Zix Sébastien	NIGEND : 176 723	NLS : 8 032 507
Bouet Christophe	NIGEND : 163 119	NLS : 8 019 909

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général, commandant la région
de gendarmerie du Centre-Val de Loire,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Loiret,*
F. AUBANEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

Décision n° 25584 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale du Nord et du Pas-de-Calais

NOR : INTJ1928003S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31611 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828651S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Sahari Saïd	NIGEND : 148 003	NLS : 8 006 176
Deuwel Éric	NIGEND : 151 470	NLS : 8 009 723

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Fromont Mickaël	NIGEND : 158 292	NLS : 8 015 739
Machart Sophie	NIGEND : 175 630	NLS : 8 028 566
Bourgard Johann	NIGEND : 239 096	NLS : 8 087 334
Hénon Tony	NIGEND : 220 754	NLS : 8 083 552

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Stefanczyk Edgard	NIGEND : 127 771	NLS : 5 279 158
Douay Hubert	NIGEND : 118 991	NLS : 5 220 937
Wattin Patrice	NIGEND : 129 286	NLS : 5 282 899
Portois Hervé	NIGEND : 128 350	NLS : 5 279 475
Saint-Pol André	NIGEND : 138 601	NLS : 5 324 891
Michel Jean-Jacques	NIGEND : 148 109	NLS : 8 008 776
Leclercq Éric	NIGEND : 133 992	NLS : 5 310 854
Grebet Laurent	NIGEND : 135 842	NLS : 5 322 142
Durczewski Patrick	NIGEND : 148 879	NLS : 8 006 855
Michez Thierry	NIGEND : 131 525	NLS : 5 271 496
Ducoin Didier	NIGEND : 129 446	NLS : 5 281 433

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Cardon Franck	NIGEND : 139 941	NLS : 5 305 012
Renard Yves	NIGEND : 145 118	NLS : 8 003 768
Sobieraj Laurent	NIGEND : 160 388	NLS : 8 017 495
Dubrulle Jacques	NIGEND : 133 739	NLS : 5 294 339
Flahaut Michel	NIGEND : 145 423	NLS : 8 004 945
Lefebvre Patrick	NIGEND : 148 921	NLS : 8 006 871
Lemoine Bernard	NIGEND : 144 306	NLS : 8 003 464
Legrand Raymond	NIGEND : 132 160	NLS : 5 295 440
Merlin Christophe	NIGEND : 140 994	NLS : 8 000 260
Fernez Jean-Michel	NIGEND : 136 500	NLS : 5 324 047
Poulain Dominique	NIGEND : 154 095	NLS : 8 011 876
Deroo Thierry	NIGEND : 165 547	NLS : 8 022 128
Laurent Jean-Marc	NIGEND : 181 194	NLS : 8 029 648
Rokut Sébastien	NIGEND : 160 118	NLS : 8 017 185

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie des Hauts-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Nord

**Décision n° 25585 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord**

NOR : INTJ1928004S

Le commandant de la région de gendarmerie des Hauts-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 31612 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828652S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Gravier Philippe	NIGEND : 120 105	NLS : 5 220 427
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Debureaux Bertrand	NIGEND : 208 654	NLS : 8 062 676
---------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Demoulin Fabrice	NIGEND : 131 639	NLS : 5 294 435
Surgeon Gilles	NIGEND : 129 764	NLS : 5 248 676
Dubois Éric	NIGEND : 155 555	NLS : 8 012 955
Hinckellrin-Pamart Benoît	NIGEND : 131 796	NLS : 5 282 232

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Swynghedauwe Michaël	NIGEND : 188 367	NLS : 8 051 923
Mallet Franck	NIGEND : 155 977	NLS : 8 013 573
Ruch Michel	NIGEND : 136 941	NLS : 5 322 684
Demet Laurent	NIGEND : 132 670	NLS : 5 295 700

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie des Hauts-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Nord,*
G. CAZENAVE-LACROUTZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 31430 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Lot, du Tarn et de Tarn-et-Garonne**

NOR : INTJ1927995S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24253 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828611S);

Vu la décision n° 55985 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828643S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Sicot Philippe	NIGEND : 132 339	NLS : 5 294 996
Dupont Patrice	NIGEND : 166 966	NLS : 8 023 033
Alazet Jean-Marc	NIGEND : 132 894	NLS : 5 295 701

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Garnier Matthias	NIGEND : 202 008	NLS : 8 044 206
Du Fayet de la Tour Louis-Marie	NIGEND : 168 732	NLS : 8 024 532
Ronsse Bruno	NIGEND : 142 626	NLS : 5 272 388
Pons Jacques	NIGEND : 121 329	NLS : 5 242 857
Valentin Sébastien	NIGEND : 183 174	NLS : 8 033 885
Dusoulié Yannick	NIGEND : 180 494	NLS : 8 041 956

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Simon Philippe	NIGEND : 131 579	NLS : 5 282 312
Maris Philippe	NIGEND : 158 470	NLS : 5 304 711
Dalbies Thierry	NIGEND : 132 006	NLS : 5 294 115
Prat Jean-Vincent	NIGEND : 140 152	NLS : 5 323 582
Huvier William	NIGEND : 131 493	NLS : 5 271 479
Da Silva Jean-Manuel	NIGEND : 134 780	NLS : 5 311 131
Lebourg Pascal	NIGEND : 126 047	NLS : 5 280 445
Cournède Gilles	NIGEND : 129 212	NLS : 5 283 017
Garay Gérard	NIGEND : 134 806	NLS : 5 311 045
Escher Thierry	NIGEND : 128 303	NLS : 5 279 551
Koszyl Didier	NIGEND : 131 408	NLS : 5 294 961
Domergue Patrick	NIGEND : 142 044	NLS : 5 272 317

Poux Jean-Claude	NIGEND : 129 263	NLS : 5 282 977
Peuvrel Philippe	NIGEND : 141 290	NLS : 8 001 282
Antoine Éric	NIGEND : 142 126	NLS : 8 001 700
Quemerais Thierry	NIGEND : 145 116	NLS : 8 003 767
Prud'Homme Joël	NIGEND : 142 781	NLS : 8 001 576
Artigues Thierry	NIGEND : 135 398	NLS : 5 322 906
Barret Rodrigue	NIGEND : 128 137	NLS : 5 271 202
Ducrocq Philippe	NIGEND : 146 762	NLS : 8 005 222

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Cueille Yves	NIGEND : 153 549	NLS : 8 011 131
Bonnet Alain	NIGEND : 138 897	NLS : 5 323 412
Gay Stéphane	NIGEND : 133 075	NLS : 5 295 124
Faure Alain	NIGEND : 135 023	NLS : 5 311 465
Bréchet Claude	NIGEND : 141 454	NLS : 8 000 509
Fastré Charles	NIGEND : 138 926	NLS : 5 323 439
Willocq Noël	NIGEND : 134 734	NLS : 5 294 888
Milla Roger	NIGEND : 142 941	NLS : 8 002 170
Viala Bertrand	NIGEND : 140 296	NLS : 5 316 974
Léon Hervé	NIGEND : 142 464	NLS : 8 001 837
Piccin Patrick	NIGEND : 139 894	NLS : 5 272 174
Herroudj Bruno	NIGEND : 150 420	NLS : 8 008 250
Riffard Thierry	NIGEND : 162 425	NLS : 8 019 385
Magné Philippe	NIGEND : 136 387	NLS : 5 322 542
Marty Dominique	NIGEND : 147 499	NLS : 8 005 092
Oger Fabrice	NIGEND : 145 353	NLS : 8 003 292

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance
la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant par suppléance le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Garonne,*
L. GÉRIN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 35330 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est

NOR : INTJ1927997S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44466 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828646S);

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Martinez Thomas	NIGEND : 136 680	NLS : 5 322 984
Collé Thierry	NIGEND : 165 988	NLS : 8 022 426

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Benet Grégory	NIGEND : 220 160	NLS : 8 064 546
Pithois Stéphane	NIGEND : 156 250	NLS : 8 013 780
Gaunand François-Xavier	NIGEND : 179 038	NLS : 8 033 483
George Nicolas	NIGEND : 196 287	NLS : 8 048 310
Quentin-Matt Thomas	NIGEND : 201 870	NLS : 8 044 169

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Pellegrini Denis	NIGEND : 125 029	NLS : 5 244 364
Klein Philippe	NIGEND : 126 662	NLS : 5 280 646
Sac Patrick	NIGEND : 124 015	NLS : 5 244 099
Beccegato Patrick	NIGEND : 128 139	NLS : 5 271 203
Donard Frédéric	NIGEND : 135 273	NLS : 5 311 199
Martin Roger	NIGEND : 133 999	NLS : 5 295 963
Girard Didier	NIGEND : 131 653	NLS : 5 293 942
Emery Jean-Marc	NIGEND : 137 042	NLS : 5 324 427
Sanchez Pascal	NIGEND : 70 201	NLS : 5 283 991
Arragon Christophe	NIGEND : 139 034	NLS : 8 000 001

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Rubaud Jean-Marc	NIGEND : 311 307	NLS : 6 595 268
-------------------------	------------------	-----------------

Humbert Fabrice	NIGEND : 162 385	NLS : 8 019 350
Gentils Laurent	NIGEND : 161 505	NLS : 8 018 541
Oliva Christophe	NIGEND : 154 202	NLS : 8 011 980
Mur Gérard	NIGEND : 137 463	NLS : 5 324 482
Thévenet Bruno	NIGEND : 131 194	NLS : 5 280 379
Lamalle Dominique	NIGEND : 139 782	NLS : 5 296 170
Lenoir Christophe	NIGEND : 156 230	NLS : 8 013 766
Wattrelot Emmanuel	NIGEND : 216 522	NLS : 8 064 356

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

**Décision n° 47146 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest**

NOR : INTJ1927973S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55971 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828610S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Poggi Fabrice	NIGEND : 152 380	NLS : 8010 173
----------------------	------------------	----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Touffet David	NIGEND : 188 709	NLS : 8038 790
Duvin Christophe	NIGEND : 153 788	NLS : 8011 533

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Boutoille Pierre-Marie	NIGEND : 128 391	NLS : 5280 123
Lenoir Thierry	NIGEND : 128 077	NLS : 5281 274
Goeury Jean-Paul	NIGEND : 144 422	NLS : 8003 550
Auzanneau Jean-Luc	NIGEND : 134 084	NLS : 5294 903
Pueyo Jacques	NIGEND : 124 105	NLS : 5244 885

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Salou Bernard	NIGEND : 153 997	NLS : 8011 783
Meynadier Dominique	NIGEND : 145 586	NLS : 8004 854
Casteran Jean-Michel	NIGEND : 136 474	NLS : 5324 124
Chaminade Jorris	NIGEND : 153 214	NLS : 8011 033
Bonvoisin Christophe	NIGEND : 161 464	NLS : 8018 513
Graniou Didier	NIGEND : 138 881	NLS : 5325 247
Chavance Frédéric	NIGEND : 132 373	NLS : 5295 526

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Ouest

Décision n° 47147 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques

NOR : INTJ1927972S

Le commandant de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 55972 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828609S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Lloret Didier	NIGEND : 145 697	NLS : 5 286 625
Dumez Pierre-Yves	NIGEND : 150 869	NLS : 8 009 033
Saint-Hilaire Michel	NIGEND : 113 679	NLS : 5 174 979

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Ratinaud Stéphane	NIGEND : 156 959	NLS : 8 014 787
Letellier Patrice	NIGEND : 151 103	NLS : 8 009 165
Mounier Nicolas	NIGEND : 205 313	NLS : 8 058 695
Hardy Yannick	NIGEND : 189 388	NLS : 8 044 324
Lebaillif Sylvie	NIGEND : 70 168	NLS : 5 293 557
Issanchou Karine	NIGEND : 160 448	NLS : 8 017 448
Lacombe Jean-Jacques	NIGEND : 132 034	NLS : 5 294 136

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Vignolles François	NIGEND : 135 086	NLS : 5 311 531
Gazeau Jean-Michel	NIGEND : 150 982	NLS : 8 009 251
Mars Stéphane	NIGEND : 144 457	NLS : 8 003 096
Lopès Rui	NIGEND : 138 664	NLS : 5 325 163
Delannoy Jean-Claude	NIGEND : 131 237	NLS : 5 236 167
Roumeau Bruno	NIGEND : 126 456	NLS : 5 269 799
Zaldua Jean	NIGEND : 134 970	NLS : 5 311 998
Frachet Patrice	NIGEND : 133 462	NLS : 5 311 234
Louédin Philippe	NIGEND : 141 516	NLS : 8 000 572
Labory Jean-Pierre	NIGEND : 116 167	NLS : 5 218 749

Moulin Dominique	NIGEND : 70 754	NLS : 5 282 842
Pinlou René-Pierre	NIGEND : 138 478	NLS : 5 324 779
Luirette Marc	NIGEND : 70 173	NLS : 5 293 560
Bernou Hervé	NIGEND : 141 576	NLS : 8 001 305
Martinez Jean-Luc	NIGEND : 137 881	NLS : 5 323 365
Delcroix Abel	NIGEND : 137 837	NLS : 5 323 230

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Bénazet Philippe	NIGEND : 141 750	NLS : 8 001 908
Goalard Daniel	NIGEND : 140 861	NLS : 8 001 036
Mazéas Thierry	NIGEND : 142 083	NLS : 5 272 272
Pedelacq Didier	NIGEND : 157 930	NLS : 8 015 364
Gourinel Alain	NIGEND : 144 169	NLS : 8 003 059
Audebeau Christophe	NIGEND : 146 979	NLS : 8 005 401
Lucq Gilles	NIGEND : 143 904	NLS : 8 002 260
De Mey Bruno	NIGEND : 146 343	NLS : 8 005 033
Sarriu Philippe	NIGEND : 144 478	NLS : 8 003 189
Leroux Pierre	NIGEND : 141 402	NLS : 5 272 070
Peyrot Thierry	NIGEND : 147 385	NLS : 8 004 562
Coulombel Franck	NIGEND : 140 199	NLS : 5 305 114
Marchet Jean-Luc	NIGEND : 144 318	NLS : 8 003 257
Martinez Dominique	NIGEND : 136 228	NLS : 5 323 936
Lupion Daniel	NIGEND : 150 566	NLS : 8 008 369
De Cian Patrick	NIGEND : 148 703	NLS : 8 006 616
Priat Christophe	NIGEND : 144 578	NLS : 8 003 368
Belotti Christophe	NIGEND : 151 733	NLS : 8 009 806

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine
et la gendarmerie pour la zone défense et de sécurité Sud-Ouest,*
J.-P. MICHEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 51547 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur

NOR : INTJ1927988S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64538 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835767S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Cote Annick	NIGEND : 70845	NLS : 5298772
Orlhac Laurent	NIGEND : 162950	NLS : 8019774
Hallart Manuel	NIGEND : 163328	NLS : 8020144

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Crane David	NIGEND : 171893	NLS : 8027027
Bouillot Angélique	NIGEND : 184800	NLS : 8043325
Gelis Olivier	NIGEND : 176371	NLS : 8028747
Gréa Bruno	NIGEND : 185345	NLS : 8034437
Sans Jérôme	NIGEND : 205218	NLS : 8059204
François Jérôme	NIGEND : 164186	NLS : 8020737
Vissy Sophie	NIGEND : 195397	NLS : 8048080

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Sezanne Christian	NIGEND : 134300	NLS : 5310799
Maradan Didier	NIGEND : 132309	NLS : 5294971
Mahé Philippe	NIGEND : 128211	NLS : 5271171
Ribas Annick	NIGEND : 133388	NLS : 5295870
Riquet Pascale	NIGEND : 132074	NLS : 5294083
Garus Pascal	NIGEND : 134378	NLS : 5311338
Devallet Anne	NIGEND : 70561	NLS : 5293626
Mutin Judith	NIGEND : 151411	NLS : 8009489
Joscht Charles	NIGEND : 70259	NLS : 5283159
Mace Jean-Michel	NIGEND : 126668	NLS : 5280653
Lang Denis	NIGEND : 128066	NLS : 5281264
Favier Dominique	NIGEND : 136744	NLS : 5324232

Serra Jean-Marie	NIGEND : 139 801	NLS : 5 269 496
Moison Lionel	NIGEND : 136 549	NLS : 5 324 170
Geiger Annick	NIGEND : 136 810	NLS : 5 323 935
Doublet Bruno	NIGEND : 143 180	NLS : 8 002 645
Querolle Gilles	NIGEND : 150 797	NLS : 8 008 083
Olivier Thierry	NIGEND : 132 989	NLS : 5 295 763
Linsale Hervé	NIGEND : 139 245	NLS : 5 305 159
Khouchane Michel	NIGEND : 138 439	NLS : 5 322 753

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Fourneau Éric	NIGEND : 158 650	NLS : 8 016 132
Martin Thierry	NIGEND : 152 706	NLS : 8 010 655
Boinot Frédéric	NIGEND : 145 281	NLS : 8 003 233
Poinsot Patrick	NIGEND : 149 703	NLS : 8 007 574
Delcroix Pascal	NIGEND : 148 706	NLS : 8 006 518
Gaire William	NIGEND : 149 892	NLS : 8 007 640
Guéant Samuel	NIGEND : 145 674	NLS : 8 004 028
Bouton Christophe	NIGEND : 145 284	NLS : 8 002 337
Pini Ange-François	NIGEND : 138 297	NLS : 5 322 385
Aznar Frédérique	NIGEND : 138 687	NLS : 5 324 503
Baille Laurent	NIGEND : 145 381	NLS : 8 004 903
Tozzo Bruno	NIGEND : 140 644	NLS : 5 325 387
Piglowski Samuel	NIGEND : 139 649	NLS : 8 000 169
Saulnier Stéphane	NIGEND : 142 116	NLS : 5 281 994
Diaz Hervé	NIGEND : 143 463	NLS : 5 325 108
Battu Patrick	NIGEND : 148 421	NLS : 8 006 803
Henneveux Ludovic	NIGEND : 163 026	NLS : 8 019 845
Michaud Vincent	NIGEND : 144 705	NLS : 8 001 481
Mouliets Gilles	NIGEND : 137 233	NLS : 5 323 169

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*

M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud

Décision n° 51549 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud

NOR : INTJ1927989S

Le commandant de la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 64550 du 28 décembre 2018 (NOR : INTJ1835771S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Magonnet Richard	NIGEND : 166 180	NLS : 8 022 658
Joussot Yves	NIGEND : 155 080	NLS : 8 012 446

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Spahn Michel	NIGEND : 145 002	NLS : 8 003 590
Da Silva Christophe	NIGEND : 145 944	NLS : 5 272 589
Valadier Laurent	NIGEND : 134 963	NLS : 5 311 994
Blanc Thierry	NIGEND : 133 709	NLS : 5 294 311

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Stella Marc	NIGEND : 124 429	NLS : 5 270 587
Cahnter Charles	NIGEND : 138 087	NLS : 5 324 704
Delmas Jean-Marc	NIGEND : 128 159	NLS : 5 271 121
Calleja Wilfrid	NIGEND : 129 199	NLS : 5 283 007
Rivière Bruno	NIGEND : 156 258	NLS : 8 013 384
Bourdin Jean-René	NIGEND : 137 670	NLS : 5 281 814
Bicorne Didier	NIGEND : 131 744	NLS : 5 294 206
Bellot Pascal	NIGEND : 136 463	NLS : 5 324 105
Fonquernie Michel	NIGEND : 136 745	NLS : 5 324 332
Thélin Gabriel	NIGEND : 197 227	NLS : 8 048 458

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Degueurce Martial	NIGEND : 137 299	NLS : 5 324 729
Villin Martial	NIGEND : 135 349	NLS : 5 311 548
Petrich Daniel	NIGEND : 150 583	NLS : 8 008 385

Bastouil Hervé

NIGEND : 135 797

NLS : 5 294 401

Vallée Laurent

NIGEND : 139 670

NLS : 8 000 190

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud,*

M. LÉVÊQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 65183 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de la Haute-Savoie, de l'Isère, de la Loire, du Rhône et de la Savoie

NOR : INTJ1927985S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83673 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828622S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Arthaud Franck	NIGEND : 171 139	NLS : 8 026 703
Jouenne Loïc	NIGEND : 168 088	NLS : 8 023 747
Burger Thierry	NIGEND : 153 202	NLS : 8 011 023
Feyler Alain	NIGEND : 143 601	NLS : 8 002 722
Lardenet Vincent	NIGEND : 165 691	NLS : 8 022 248
Bâtard Christophe	NIGEND : 182 950	NLS : 8 036 836

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Bobillier Gilles	NIGEND : 127 676	NLS : 5 279 074
Montauban David	NIGEND : 151 408	NLS : 8 009 486
Didier Séverine	NIGEND : 187 863	NLS : 8 041 207
Léger Christophe	NIGEND : 154 521	NLS : 8 012 243
Prost Laurent	NIGEND : 164 120	NLS : 8 020 878
Delettre Franck	NIGEND : 169 152	NLS : 8 024 823
Galla Nathalie	NIGEND : 217 957	NLS : 8 064 784
Philibert Xavier	NIGEND : 142 613	NLS : 5 272 482
Pezet Jérémie	NIGEND : 169 577	NLS : 8 025 078
Terrier Franck	NIGEND : 195 127	NLS : 8 047 803
Doudet Olivier	NIGEND : 164 069	NLS : 8 020 828

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Ribaillier François	NIGEND : 129 166	NLS : 5 281 383
Pernet Christophe	NIGEND : 138 581	NLS : 5 324 881
Joubert Frédéric	NIGEND : 133 219	NLS : 5 313 221

Desroches Gilles	NIGEND : 141 776	NLS : 5 301 983
Alléger Alain	NIGEND : 134 081	NLS : 5 294 900
Glénat Alain	NIGEND : 126 830	NLS : 5 279 349
Bovagnet-Pascal Nathalie	NIGEND : 132 646	NLS : 5 295 611
Savary Hervé	NIGEND : 141 307	NLS : 8 001 191
Bruno Élie	NIGEND : 140 187	NLS : 5 296 110
Garceau Jean-Michel	NIGEND : 133 206	NLS : 5 295 256
Augusto Bruno	NIGEND : 146 857	NLS : 8 004 706
Mohr Pascal	NIGEND : 139 529	NLS : 5 323 551
Morin Gil	NIGEND : 158 441	NLS : 8 015 481
Maratray Franck	NIGEND : 70 067	NLS : 5 282 667
Caradec Guenhaël	NIGEND : 140 083	NLS : 5 271 920
Paveau Daniel	NIGEND : 115 041	NLS : 8 013 965
Garon Emmanuel	NIGEND : 142 735	NLS : 8 001 447
Galleri Laurent	NIGEND : 69 775	NLS : 5 271 337
Leroy Martine	NIGEND : 141 138	NLS : 8 001 063
Goursolle Jean-Michel	NIGEND : 132 950	NLS : 5 295 729
Blond Christian	NIGEND : 131 978	NLS : 5 294 101
Gueyraud Frédéric	NIGEND : 134 258	NLS : 5 310 776
Beades José	NIGEND : 132 356	NLS : 5 295 509
Verdonnet Raymond	NIGEND : 133 028	NLS : 5 295 588
Tanguy Lionel	NIGEND : 139 151	NLS : 8 000 094

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Brongniart Mickaël	NIGEND : 202 306	NLS : 8 054 597
Freisberg Sébastien	NIGEND : 192 387	NLS : 8 040 430
Clément Olivier	NIGEND : 151 755	NLS : 8 009 827
Guerraz François	NIGEND : 220 602	NLS : 8 083 501
Demoutiez Nathalie	NIGEND : 141 706	NLS : 8 006 619
Roche Fabrice	NIGEND : 149 709	NLS : 8 007 579
Trinh Stéphane	NIGEND : 145 621	NLS : 8 003 893
Josse Alain	NIGEND : 145 068	NLS : 8 003 731
Chabert Laurent	NIGEND : 147 696	NLS : 8 008 527
Demougeot Patrick	NIGEND : 153 681	NLS : 8 011 622
Roche Fabrice	NIGEND : 140 280	NLS : 5 305 078
Colin Emmanuel	NIGEND : 145 170	NLS : 8 003 818
Rieux Jean-Claude	NIGEND : 142 502	NLS : 8 001 858
Dumortier Damien	NIGEND : 137 039	NLS : 5 324 424
Mompied Sandrine	NIGEND : 131 469	NLS : 5 323 669
Ponsin Franck	NIGEND : 159 084	NLS : 8 016 384
Michel Patrick	NIGEND : 141 273	NLS : 8 001 174
Authier Fabrice	NIGEND : 139 161	NLS : 5 305 205
Skorupinski Serge	NIGEND : 140 640	NLS : 5 325 384
Ghio Frédéric	NIGEND : 142 740	NLS : 8 001 549
Mourgues Laurent	NIGEND : 142 215	NLS : 8 001 480
Sucret Jean-Marc	NIGEND : 155 874	NLS : 8 013 293
Valin Éric	NIGEND : 137 136	NLS : 5 324 383
Pouchon Jean-Loup	NIGEND : 149 092	NLS : 8 006 972
Piau Eric	NIGEND : 161 788	NLS : 8 018 773

Lecoq Philippe	NIGEND : 155 704	NLS : 6 004 456
Nedjar Serge	NIGEND : 156 947	NLS : 8 014 478
Raquin Lionel	NIGEND : 136 700	NLS : 5 311 494
Claudet François	NIGEND : 144 262	NLS : 8 003 219
Vanoverschelde David	NIGEND : 163 218	NLS : 8 019 997

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Auvergne-Rhône-Alpes
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Sud-Est

Décision n° 65260 du 6 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est

NOR : INTJ1927986S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 83670 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828631S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Guibert Laurent	NIGEND : 141 633	NLS : 8 001 432
Lagrué Laurent	NIGEND : 158 947	NLS : 8 016 252

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Bertolla Yann	NIGEND : 171 144	NLS : 8 026 708
Irénée Johan	NIGEND : 161 864	NLS : 8 018 840

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Prinet Jean-Christophe	NIGEND : 318 795	NLS : 8 092 698
Pouget Xavier	NIGEND : 307 882	NLS : 6 580 183
Comet Alain	NIGEND : 125 805	NLS : 5 279 822
Joseph Éric	NIGEND : 135 293	NLS : 5 311 533
Simon-Perret Jacques	NIGEND : 135 912	NLS : 5 294 394
Chauvin Alain	NIGEND : 132 914	NLS : 5 295 711

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Reboisson Nicolas	NIGEND : 184 542	NLS : 8 033 738
Deffert Arnaud	NIGEND : 183 885	NLS : 8 042 293
Potier Mathieu	NIGEND : 217 866	NLS : 8 064 698
Veyrat Jean-Pierre	NIGEND : 137 792	NLS : 5 281 896
Piétrì Ange-Joël	NIGEND : 139 269	NLS : 5 305 174
Debant Jean-Frédéric	NIGEND : 148 869	NLS : 8 006 851

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 6 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée, commandant
la région de gendarmerie d'Auvergne-Rhône-Alpes
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Sud-Est,*
P. GUIMBERT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'air

**Décision n° 6366 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'air**

NOR : INTJ1928021S

Le commandant de la gendarmerie de l'air,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7719 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828670S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Epinat Pascal	NIGEND : 171 291	NLS : 8026828
----------------------	------------------	---------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Meyer Frédéric	NIGEND : 150 670	NLS : 8008471
-----------------------	------------------	---------------

Drille Laurent	NIGEND : 195 762	NLS : 8047923
-----------------------	------------------	---------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chef dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Galice Éric	NIGEND : 125 716	NLS : 5279835
--------------------	------------------	---------------

Jully Hugues	NIGEND : 153 968	NLS : 8011754
---------------------	------------------	---------------

Meyrignac Nathalie	NIGEND : 147 622	NLS : 8005670
---------------------------	------------------	---------------

Dureau Pascal	NIGEND : 126 392	NLS : 5279926
----------------------	------------------	---------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Imbert Patrick	NIGEND : 136 894	NLS : 5322749
-----------------------	------------------	---------------

Le Picard Laurent	NIGEND : 137 620	NLS : 5323281
--------------------------	------------------	---------------

Faure Éric	NIGEND : 150 296	NLS : 8008137
-------------------	------------------	---------------

Lecomte Philippe	NIGEND : 140 580	NLS : 5325323
-------------------------	------------------	---------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'air,
P. GUICHARD*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie des transports aériens

**Décision n° 10276 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie des transports aériens**

NOR : INTJ1928012S

Le commandant de la gendarmerie des transports aériens,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Berthelot Laurent	NIGEND : 153 665	NLS : 8 011 606
--------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Faure Alain	NIGEND : 132 389	NLS : 5 295 542
--------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Hollard Laurent	NIGEND : 127 848	NLS : 5 279 480
------------------------	------------------	-----------------

Blanco Antoine	NIGEND : 143 692	NLS : 8 000 811
-----------------------	------------------	-----------------

Dubaux Jean-Marc	NIGEND : 70 563	NLS : 5 293 728
-------------------------	-----------------	-----------------

Kannengieser Jean-Marc	NIGEND : 131 799	NLS : 5 294 233
-------------------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Goubet Frédéric	NIGEND : 150 140	NLS : 8 007 937
------------------------	------------------	-----------------

Bour Geoffrey	NIGEND : 220 134	NLS : 8 072 202
----------------------	------------------	-----------------

Jérémie Joël	NIGEND : 187 312	NLS : 8 033 013
---------------------	------------------	-----------------

Nowacki Pascal	NIGEND : 198 403	NLS : 8 055 499
-----------------------	------------------	-----------------

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie des transports aériens,
J.-P. GESNOT*

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
d'Occitanie**Décision n° 28044 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault**

NOR : INTJ1927994S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie d'Occitanie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 11268 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828638S);

Vu la décision n° 32949 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828640S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Brillant Didier	NIGEND : 134 990	NLS : 5 311 430
Loper Jean-Louis	NIGEND : 129 850	NLS : 5 283 861

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Valle Olivier	NIGEND : 176 600	NLS : 8 032 007
Nègre Philippe	NIGEND : 151 828	NLS : 8 009 876
Lhospice Paul	NIGEND : 190 882	NLS : 8 039 771

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Orts Jean-Pascal	NIGEND : 137 897	NLS : 5 323 378
Mailhol Éric	NIGEND : 136 758	NLS : 5 324 252
Tixador Maxime	NIGEND : 69 971	NLS : 5 282 084
Eugène Patrice	NIGEND : 138 414	NLS : 5 324 835
Aernouts Olivier	NIGEND : 141 051	NLS : 8 001 100
Holemans Jules	NIGEND : 70 578	NLS : 5 293 741
Maurette Michel	NIGEND : 120 487	NLS : 5 220 163
Matile Marc	NIGEND : 148 750	NLS : 8 006 554
Capeille Michel	NIGEND : 144 914	NLS : 8 003 619
Cernettig Géry	NIGEND : 128 152	NLS : 5 271 114
Allez Thierry	NIGEND : 132 349	NLS : 5 295 503
Tichit Jean-Marc	NIGEND : 129 367	NLS : 5 283 791
Rivet Laurent	NIGEND : 134 947	NLS : 5 312 077
Beuzeville Olivier	NIGEND : 129 293	NLS : 5 283 808
Barbier Denis	NIGEND : 135 929	NLS : 5 311 760

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Triantafyllidès Georges	NIGEND : 142 637	NLS : 5 281 998
Cano Bernard	NIGEND : 148 690	NLS : 8 006 510
Zafon Martine	NIGEND : 142 846	NLS : 8 007 899
Garcia Alain	NIGEND : 143 192	NLS : 8 002 561
Gauthier Christophe	NIGEND : 149 292	NLS : 8 021 243
De Cauwer Franck	NIGEND : 142 039	NLS : 5 272 115
Bouliol Francis	NIGEND : 145 920	NLS : 5 272 677
Guérin Pascal	NIGEND : 138 935	NLS : 5 323 448
Coutaye Dominique	NIGEND : 158 389	NLS : 8 015 639
Pintre Jean-Louis	NIGEND : 134 708	NLS : 5 311 868
Quéret Dominique	NIGEND : 140 912	NLS : 8 000 985
Kaniecki Marian	NIGEND : 142 057	NLS : 5 272 126
Bourelly Luc	NIGEND : 158 257	NLS : 8 015 907
Begin Éric	NIGEND : 148 310	NLS : 8 006 305
Garcia Jésus	NIGEND : 141 939	NLS : 8 000 644
Roux Hubert	NIGEND : 146 705	NLS : 8 004 690
Harnist Bruno	NIGEND : 144 683	NLS : 8 002 361
Laffaille Laurent	NIGEND : 163 659	NLS : 8 020 350

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie d'Occitanie,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de l'Hérault,*

J.-V. LETTERMANN

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie du Grand Est
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité Est

Décision n° 35975 du 7 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

NOR : INTJ1927996S

Le commandant de la région de gendarmerie du Grand Est et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 44493 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828644S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Barbier Véronique	NIGEND : 131 451	NLS : 5 324 204
Meydard Fabrice	NIGEND : 143 765	NLS : 8 000 862

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Buchetet Jérôme	NIGEND : 172 018	NLS : 8 027 318
Seckinger Christelle	NIGEND : 138 731	NLS : 5 324 691
Weingartner Pierre	NIGEND : 135 737	NLS : 5 323 899
Fischer Franck	NIGEND : 171 296	NLS : 8 026 833

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Milot Patrick	NIGEND : 135 466	NLS : 5 311 560
Lauro Dante	NIGEND : 125 840	NLS : 5 279 959
Thomas Denis	NIGEND : 141 558	NLS : 8 000 595
Renaud Christophe	NIGEND : 124 520	NLS : 5 244 183
Noël José	NIGEND : 125 982	NLS : 5 271 076
Hanzo Patrick	NIGEND : 126 836	NLS : 5 279 353
Rebours Yannick	NIGEND : 140 275	NLS : 5 296 165
Antoine Guy	NIGEND : 139 563	NLS : 8 000 203
Lacassin Patrick	NIGEND : 132 970	NLS : 5 295 745
Hissette Éric	NIGEND : 135 850	NLS : 5 322 056
Nomblot Jean-Charles	NIGEND : 136 766	NLS : 5 324 263
Bastien Bernard	NIGEND : 137 146	NLS : 5 323 104
Schifferling Jean-Pierre	NIGEND : 140 487	NLS : 5 281 690
Keller Pascal	NIGEND : 140 230	NLS : 5 264 329
Pontus Gérard	NIGEND : 134 168	NLS : 5 294 873

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Ernst Jean-Fabrice	NIGEND : 138 787	NLS : 5 325 231
Ladener Jean-Marc	NIGEND : 144 689	NLS : 8 002 268
Leroyer Pascal	NIGEND : 137 950	NLS : 5 322 162
Gascard Philippe	NIGEND : 136 749	NLS : 5 324 234
Laillet Christophe	NIGEND : 149 059	NLS : 8 006 940
Stenger Hervé	NIGEND : 141 433	NLS : 5 323 594
Suardi François	NIGEND : 147 406	NLS : 8 004 591
Clovis Patrick	NIGEND : 137 825	NLS : 5 323 319
Salord Luc	NIGEND : 144 870	NLS : 8 003 081
Simon Dominique	NIGEND : 142 511	NLS : 8 001 765
Renard Laurent	NIGEND : 157 781	NLS : 8 015 183
Appelt Daniel	NIGEND : 148 416	NLS : 8 006 101
Lanes Philippe	NIGEND : 149 305	NLS : 8 007 050
Corroy Fabrice	NIGEND : 138 050	NLS : 5 281 619
Bourion Hervé	NIGEND : 154 257	NLS : 8 012 108
Adamis Pierre	NIGEND : 140 792	NLS : 8 000 901
Collinet Michel	NIGEND : 146 338	NLS : 5 307 870
Haesaert Olivier	NIGEND : 140 867	NLS : 8 000 941

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 7 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie du Grand Est
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité Est,*
B. JOCKERS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie de l'armement

**Décision n° 2104 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général de la gendarmerie de l'armement**

NOR : INTJ1928018S

Le commandant de la gendarmerie de l'armement,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 2620 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828666S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Indoni Fabrice	NIGEND : 138 437	NLS : 5 324 852
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Mondésir Anne-Sophie	NIGEND : 173 386	NLS : 8 027 469
-----------------------------	------------------	-----------------

Brossard Marie	NIGEND : 182 614	NLS : 8 037 600
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Tessier Alain	NIGEND : 153 498	NLS : 8 011 492
----------------------	------------------	-----------------

Le Dû David	NIGEND : 169 696	NLS : 8 025 243
--------------------	------------------	-----------------

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie de l'armement,*
M. HAMEL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Pôle judiciaire
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 5919 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1928016S

Le commandant du pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 7343 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828665S);

Vu la décision n° 10692 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828661S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Casse Yannick NIGEND : 183 302 NLS : 8 033 916

Gelé Rémy NIGEND : 216 595 NLS : 8 064 377

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Mori Méghanne NIGEND : 341 352 NLS : 8 116 873

Lefèvre Valérie NIGEND : 190 824 NLS : 8 039 768

Article 3

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Richardson Stéphane NIGEND : 212 699 NLS : 8 063 631

Petit Alexandra NIGEND : 191 671 NLS : 8 051 947

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le colonel, commandant par suppléance
le pôle judiciaire de la gendarmerie nationale,*
P. CAUSSÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 13975 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale du Doubs**

NOR : INTJ1928000S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Doubs,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17111 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828649S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Ménigot Jérôme	NIGEND : 181 132	NLS : 8 030 068
Meotti Emmanuel	NIGEND : 147 243	NLS : 8 005 556

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Buffard Aude	NIGEND : 230 482	NLS : 8 085 104
Della-Nave Gilles	NIGEND : 163 143	NLS : 8 019 933
Ludmann Noé	NIGEND : 220 844	NLS : 8 073 012

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Mossu Gérard	NIGEND : 132 987	NLS : 5 295 761
Clémencet Thierry	NIGEND : 69 876	NLS : 5 249 072
Guth Jean-Louis	NIGEND : 134 897	NLS : 5 312 029
Leroux Olivier	NIGEND : 131 152	NLS : 5 283 349
Gardet Fabrice	NIGEND : 69 777	NLS : 5 271 339
Lugand Philippe	NIGEND : 133 650	NLS : 5 311 711
Manoury Nathalie	NIGEND : 141 144	NLS : 8 001 066

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Antequera Serge	NIGEND : 225 496	NLS : 8 084 174
Dubau Benoît	NIGEND : 181 256	NLS : 8 030 222
Bonnet Cyrille	NIGEND : 206 285	NLS : 8 062 230
Sanglard Sophie	NIGEND : 205 908	NLS : 8 058 636
Héliot Christophe	NIGEND : 356 786	NLS : 8 143 890
Loiseau Jérôme	NIGEND : 206 007	NLS : 8 059 254
Herduin Virginie	NIGEND : 206 466	NLS : 8 060 103
Simon Laurent	NIGEND : 188 557	NLS : 8 045 309

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint de la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale du Doubs,*
S. GAUFFENY

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Gendarmerie maritime

Décision n° 15468 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie maritime

NOR : INTJ1928020S

Le commandant de la gendarmerie maritime,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 17510 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828669S),

Décide:

Article 1^{er}Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Brochu Gérald	NIGEND : 158 787	NLS : 8 016 009
Bertrand Christophe	NIGEND : 150 099	NLS : 8 007 306

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Forasté Jérôme	NIGEND : 193 442	NLS : 8 049 336
Rousseau Philippe	NIGEND : 159 842	NLS : 8 016 987
Barthe Pascal	NIGEND : 157 502	NLS : 8 015 007
Le Roux Arnaud	NIGEND : 187 226	NLS : 8 038 344
Di Martino Frédéric	NIGEND : 201 511	NLS : 8 052 604

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Ferré Antoine	NIGEND : 174 680	NLS : 8 028 236
Paris Gautier	NIGEND : 167 573	NLS : 8 023 382
Demogue Laurent	NIGEND : 168 176	NLS : 8 023 721
Cuiffardi Jean-Jacques	NIGEND : 133 861	NLS : 8 092 862
Cotton Serge	NIGEND : 135 417	NLS : 5 322 925

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Pelletier Gilles	NIGEND : 136 695	NLS : 5 322 991
Dacheux Anthony	NIGEND : 155 795	NLS : 8 013 330
Furic Hervé	NIGEND : 137 710	NLS : 5 281 853
Giuliano Joseph	NIGEND : 157 288	NLS : 8 014 831
Sanchez Pierre	NIGEND : 163 070	NLS : 8 019 882

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général, commandant
la gendarmerie maritime,*
G. GRIMAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Nouvelle-Aquitaine

**Décision n° 17303 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne**

NOR : INTJ1927975S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 20183 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828612S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Gasnier Thierry	NIGEND : 153 566	NLS : 8 011 239
------------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Gellé Pascal	NIGEND : 166 009	NLS : 6 012 891
Heijboer Aurélien	NIGEND : 195 799	NLS : 8 047 941

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Olivier Éric	NIGEND : 134 841	NLS : 5 311 077
Marcilly Éric	NIGEND : 126 855	NLS : 5 279 268
Chelot Franck	NIGEND : 134 773	NLS : 5 311 054
Coteur Catherine	NIGEND : 140 834	NLS : 8 000 922
Daschier Michel	NIGEND : 134 104	NLS : 5 294 916

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Fara Sylvain	NIGEND : 171 535	NLS : 8 013 023
Jardin Pascal	NIGEND : 142 328	NLS : 5 272 140
Delatronchette François	NIGEND : 154 040	NLS : 8 011 832
Gantelet Gilles	NIGEND : 141 372	NLS : 5 272 042
Frugier Alain	NIGEND : 140 407	NLS : 5 325 035

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie de Nouvelle-Aquitaine,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Haute-Vienne,*
H. FLAMMANT

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
du Grand Est**Décision n° 17332 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général du groupement de gendarmerie départementale de la Marne**

NOR : INTJ1927999S

Le commandant adjoint de la région de gendarmerie du Grand Est, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Marne,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 19495 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828648S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Lafilé Natacha	NIGEND : 215 772	NLS : 8 064 278
Dufour Dany	NIGEND : 154 926	NLS : 8 012 618

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Dupont Philippe	NIGEND : 132 937	NLS : 5 295 744
Aubertot Étienne	NIGEND : 204 872	NLS : 8 058 705
Papon Didier	NIGEND : 166 794	NLS : 6 020 966

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Delautre Jean-Luc	NIGEND : 121 442	NLS : 5 221 342
Deschamps Éric	NIGEND : 143 711	NLS : 8 000 828
Simonnet Stéphane	NIGEND : 70 535	NLS : 5 282 699
André Frank	NIGEND : 135 396	NLS : 5 322 904
Julien Emmanuel	NIGEND : 129 624	NLS : 5 282 560
Ravigneaux Gilles	NIGEND : 137 371	NLS : 5 324 773
Favret Anne-Marie	NIGEND : 140 851	NLS : 8 000 931
Dobrowolski Raymond	NIGEND : 127 823	NLS : 5 279 464
Moussour Frédéric	NIGEND : 131 703	NLS : 5 293 972
Kleinert Éric	NIGEND : 135 581	NLS : 5 323 772

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Fortemps Éric	NIGEND : 145 968	NLS : 5 272 700
Debliqui Philippe	NIGEND : 162 354	NLS : 8 019 323
Bertocchi Patrick	NIGEND : 134 089	NLS : 5 294 906
Poyteau Gérard	NIGEND : 146 555	NLS : 8 004 268
Bourgeois Patrice	NIGEND : 140 362	NLS : 5 281 713

Hauff Christian	NIGEND : 138 435	NLS : 5 324 850
Hainaut Christophe	NIGEND : 141 384	NLS : 5 272 052
Besançon Pascal	NIGEND : 135 114	NLS : 5 312 223
Piot Hugues	NIGEND : 141 680	NLS : 8 001 277

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général, commandant adjoint
de la région de gendarmerie du Grand Est,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Marne,*
R. DE LORGERIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie
de Bourgogne-Franche-Comté**Décision n° 20081 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général des groupements de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne**

NOR : INTJ1928001S

Le commandant de la région de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 24983 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828650S);

Vu la décision n° 54407 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828655S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Chautard Nicolas	NIGEND : 159 616	NLS : 8 016 824
Plassard Frédéric	NIGEND : 164 499	NLS : 8 020 969

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Manneveau Richard	NIGEND : 182 901	NLS : 8 038 030
Trémeaux David	NIGEND : 220 028	NLS : 8 072 307
Cloux Christophe	NIGEND : 204 228	NLS : 8 054 814
Trani Lionel	NIGEND : 169 595	NLS : 8 025 188
Minnaert Anthony	NIGEND : 223 683	NLS : 8 073 598

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Laprévotte Thierry	NIGEND : 223 784	NLS : 8 073 685
Rousset Irénée	NIGEND : 136 938	NLS : 5 322 682
Nuttens Thierry	NIGEND : 158 219	NLS : 8 015 575
Thévenet Frédéric	NIGEND : 149 347	NLS : 8 007 087
Clivio Claudine	NIGEND : 132 659	NLS : 5 295 627
Chevalier Thierry	NIGEND : 136 478	NLS : 5 324 128
Perroux Bernard	NIGEND : 140 015	NLS : 5 305 060
Pillien Michel	NIGEND : 121 847	NLS : 5 269 891
Bode Serge	NIGEND : 124 133	NLS : 5 269 622
Okoniewski Pierre	NIGEND : 121 197	NLS : 5 242 177
Janin Jannic	NIGEND : 137 867	NLS : 5 323 255

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Verchère Franck	NIGEND : 144 361	NLS : 8 003 481
Denay Thierry	NIGEND : 140 545	NLS : 5 325 291
Roussel Francis	NIGEND : 155 235	NLS : 8 012 891
Bilquey Christophe	NIGEND : 137 813	NLS : 5 323 309
Milheurat Bernard	NIGEND : 160 799	NLS : 8 017 754
Schminke Didier	NIGEND : 141 548	NLS : 8 000 590
Mottard-Barthelot Laurent	NIGEND : 136 686	NLS : 5 322 888
Racickas James	NIGEND : 146 164	NLS : 8 004 389
Scherrer Lionel	NIGEND : 133 013	NLS : 5 295 581
Parmentier Pascal	NIGEND : 153 125	NLS : 8 010 982
Delory Alain	NIGEND : 142 156	NLS : 8 001 630
Duxin Dominique	NIGEND : 140 949	NLS : 8 000 425
Rivet Éric	NIGEND : 140 157	NLS : 5 271 985

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général de division, commandant la région
de gendarmerie de Bourgogne-Franche-Comté,
commandant le groupement
de gendarmerie départementale de la Côte-d'Or,*
T. CAILLOZ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 48961 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris

NOR : INTJ1927966S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Pezin Philippe	NIGEND : 136 409	NLS : 5 322 558
-----------------------	------------------	-----------------

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Bouvier Frédéric-Etienne	NIGEND : 181 326	NLS : 8 030 208
---------------------------------	------------------	-----------------

Delaye Alexandre	NIGEND : 225 604	NLS : 6 557 262
-------------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Cassim Fayçal	NIGEND : 231 014	NLS : 8 078 378
----------------------	------------------	-----------------

Salou Xavier	NIGEND : 198 531	NLS : 8 053 603
---------------------	------------------	-----------------

Turpin Raphaël	NIGEND : 247 179	NLS : 8 099 010
-----------------------	------------------	-----------------

Lapierre Dominique	NIGEND : 134 679	NLS : 5 294 854
---------------------------	------------------	-----------------

Dhordain Gérard	NIGEND : 119 520	NLS : 5 220 963
------------------------	------------------	-----------------

Barbu Fernand	NIGEND : 134 867	NLS : 5 312 001
----------------------	------------------	-----------------

Alenda Franck	NIGEND : 123 187	NLS : 5 242 803
----------------------	------------------	-----------------

Talluault Alex	NIGEND : 139 391	NLS : 5 264 389
-----------------------	------------------	-----------------

Ferrer Xavier	NIGEND : 127 165	NLS : 5 280 219
----------------------	------------------	-----------------

Degrès Jean-Michel	NIGEND : 127 262	NLS : 5 279 414
---------------------------	------------------	-----------------

Loks Philippe	NIGEND : 132 702	NLS : 5 295 668
----------------------	------------------	-----------------

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Richard Olivier	NIGEND : 172 213	NLS : 6 009 196
------------------------	------------------	-----------------

D'Oria Laurent	NIGEND : 145 303	NLS : 8 003 259
-----------------------	------------------	-----------------

Audat Jean-Pierre	NIGEND : 135 796	NLS : 5 322 100
--------------------------	------------------	-----------------

Ghenam Farid	NIGEND : 160 893	NLS : 8 017 941
---------------------	------------------	-----------------

Plisson Marc	NIGEND : 146 552	NLS : 5 308 879
Tiercelin Éric	NIGEND : 136 577	NLS : 5 324 087
Justrabeau Pascal	NIGEND : 138 255	NLS : 5 322 343
Ollivier Hervé	NIGEND : 135 712	NLS : 5 323 885
Hémon David	NIGEND : 150 886	NLS : 8 009 049
Auzannat René	NIGEND : 142 266	NLS : 5 272 400

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,*
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Région de gendarmerie d'Île-de-France
et gendarmerie pour la zone de défense
et de sécurité de Paris

Décision n° 48962 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie du cadre général de la région de gendarmerie d'Île-de-France

NOR : INTJ1927964S

Le commandant de la région de gendarmerie d'Île-de-France et de la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 60797 du 27 décembre 2018 (NOR : INTJ1835822S),

Décide:

Article 1^{er}

Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Aubert Richard	NIGEND : 147 291	NLS : 6 023 989
Thébault Sylvain	NIGEND : 155 360	NLS : 8 012 791
Hanquez Frédéric	NIGEND : 154 750	NLS : 8 012 338

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Bathily Mamadou	NIGEND : 206 815	NLS : 8 060 543
Le Carboullec Mickaël	NIGEND : 172 180	NLS : 8 027 263
Diédic Julien	NIGEND : 192 842	NLS : 8 049 145
Julou Brice	NIGEND : 225 199	NLS : 6 608 416
Bourget Sabrina	NIGEND : 214 519	NLS : 8 068 652
Chênebenoit Alain	NIGEND : 168 414	NLS : 8 024 227
Lejeune Érick	NIGEND : 223 672	NLS : 8 073 587
Sellier Franck	NIGEND : 168 923	NLS : 8 024 694

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Mathis Julien	NIGEND : 207 021	NLS : 8 062 349
Ramiz Magalie	NIGEND : 241 690	NLS : 8 088 224
Salvador Bruno	NIGEND : 129 173	NLS : 5 281 389
Pruvost Éric	NIGEND : 153 484	NLS : 8 011 479
Garrigue Patrick	NIGEND : 123 042	NLS : 5 270 325
Radjou Guiry	NIGEND : 137 369	NLS : 5 324 772
Goudmand Frédéric	NIGEND : 143 198	NLS : 8 002 567
Bestion Michel	NIGEND : 121 775	NLS : 5 188 324
Charpin Jean-Louis	NIGEND : 142 033	NLS : 5 272 312
Bellin Philippe	NIGEND : 125 380	NLS : 5 270 805

Chalandon Michel	NIGEND : 143 310	NLS : 8 000 316
Reigner Jean-Pierre	NIGEND : 120 382	NLS : 5 241 386
Le Port Philippe	NIGEND : 127 417	NLS : 5 280 274
Follet Jean-Paul	NIGEND : 155 437	NLS : 5 256 633
Barret Christophe	NIGEND : 126 465	NLS : 5 280 503
Bigot Claude-José	NIGEND : 135 936	NLS : 5 311 768
Siaudeau Frédéric	NIGEND : 134 183	NLS : 5 294 887
Le Bot Franck	NIGEND : 069 923	NLS : 5 282 137
Francois-dit-Christophe Jean-Marc	NIGEND : 133 331	NLS : 5 291 771

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Drolez Sébastien	NIGEND : 225 609	NLS : 6 605 320
Birraux Cédric	NIGEND : 223 724	NLS : 8 073 635
Bobin Adeline	NIGEND : 195 748	NLS : 8 056 495
Rivenaire Bruno	NIGEND : 201 931	NLS : 8 056 890
Girardeau David	NIGEND : 165 852	NLS : 8 022 340
Goetzmann Xavier	NIGEND : 187 019	NLS : 8 046 278
Rondeau Damien	NIGEND : 209 690	NLS : 8 062 850
Evin Franck	NIGEND : 175 184	NLS : 8 062 383
Cercus Frédéric	NIGEND : 203 339	NLS : 8 054 912
Lelot Cédric	NIGEND : 186 455	NLS : 8 035 082
Daloz Sandrine	NIGEND : 159 469	NLS : 8 016 730
Pouzon Dominique	NIGEND : 156 501	NLS : 8 013 877
Pinel Jean-Luc	NIGEND : 145 597	NLS : 8 003 960
Zinsmeister Philippe	NIGEND : 150 202	NLS : 8 007 697
Bueno Patrick	NIGEND : 162 876	NLS : 8 019 711
Degardin Christophe	NIGEND : 151 763	NLS : 8 009 837
Dalle Nicolas	NIGEND : 143 705	NLS : 8 000 824
Rechal Rosalie	NIGEND : 146 822	NLS : 8 005 259
Nowaczyk Christophe	NIGEND : 150 577	NLS : 8 008 379
Quentin Philippe	NIGEND : 133 683	NLS : 5 311 709

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

Le général de corps d'armée,
commandant la région de gendarmerie d'Île-de-France
et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité de Paris,
É.-P. MOLOWA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement des écoles
de la gendarmerie nationale**Décision n° 59316 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général du commandement des écoles de la gendarmerie nationale**

NOR : INTJ1928008S

Le commandant des écoles de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 70934 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828659S),

Décide:

Article 1^{er}Les adjudants-chefs dont le nom suit sont promus au grade de major le 1^{er} décembre 2019 :

Rastello Frédéric	NIGEND : 157 332	NLS : 8 014 875
Dolou Bruno	NIGEND : 154 737	NLS : 8 012 325

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Barrier Luc	NIGEND : 177 858	NLS : 6 022 511
Berthier Laëtitia	NIGEND : 178 072	NLS : 8 029 210
Genieys Jérôme	NIGEND : 158 823	NLS : 8 016 043

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019 :

Grossi Vincent	NIGEND : 335 454	NLS : 8 105 431
Tauvel Claire	NIGEND : 315 799	NLS : 8 110 660
Laubisse Vincent	NIGEND : 310 326	NLS : 8 092 088
Couratin Léonard	NIGEND : 328 631	NLS : 8 116 674
Balan Charles	NIGEND : 328 083	NLS : 8 115 977
Bund Gaël	NIGEND : 315 244	NLS : 8 110 278
Collet Axel	NIGEND : 248 461	NLS : 8 089 574
Fraty Bernard	NIGEND : 120 581	NLS : 5 242 545
Netti Dominique	NIGEND : 131 286	NLS : 5 293 568

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019 :

Kieffer Stéphane	NIGEND : 152 094	NLS : 8 010 043
Charlier Franck	NIGEND : 146 204	NLS : 8 004 509

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

Le général de corps d'armée,
commandant les écoles de la gendarmerie nationale,
T. MORTEROL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Commandement du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale

**Décision n° 67426 du 8 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « administrative et technique »**

NOR : INTJ1928010S

Le commandant du soutien opérationnel de la gendarmerie nationale,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2012 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre de l'intérieur en matière d'administration et de gestion du personnel militaire de la gendarmerie nationale;

Vu la décision n° 57821 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828603S);

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Bascans Philippe	NIGEND : 132 238	NLS : 5 295 102
-------------------------	------------------	-----------------

Article 2

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Raud Sébastien	NIGEND : 184 013	NLS : 8 042 317
-----------------------	------------------	-----------------

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Granon Joseph	NIGEND : 142 433	NLS : 8 001 721
Vaiti Jean-Philippe	NIGEND : 152 405	NLS : 8 010 196
Monpays Jean-Yves	NIGEND : 138 468	NLS : 5 324 873
Werbrouck Éric	NIGEND : 125 372	NLS : 5 270 499

Article 4

Les gendarmes dont le nom suit sont promus au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Boulay Jean-Bernard	NIGEND : 157 517	NLS : 8 015 020
Tessier Olivier	NIGEND : 152 742	NLS : 8 010 689
Terle Yvan	NIGEND : 170 015	NLS : 8 025 488
Fouesneau Vincent	NIGEND : 157 150	NLS : 8 014 640
Monnoye Nolwenn	NIGEND : 172 066	NLS : 8 026 358

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 8 novembre 2019.

*Le général de division,
commandant du soutien opérationnel
de la gendarmerie nationale,*
O. GUÉRIF

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 67570 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « secrétariat »**

NOR : INTJ1928013S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 88838 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828662S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant-chef dont le nom suit est promu au grade de major le 1^{er} décembre 2019:

Lancesseur Laurent NIGEND : 189 135 NLS : 8 039 059

Article 2

Les adjudants dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Aubrun Martial NIGEND : 216 069 NLS : 8 069 525

Slimane Alexandra NIGEND : 173 905 NLS : 8 027 782

Article 3

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Cerveaux Landry NIGEND : 229 038 NLS : 8 084 913

Thomas-Gomes Muriel NIGEND : 70 849 NLS : 5 293 834

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

**Décision n° 67571 du 12 novembre 2019 portant promotion de sous-officiers de gendarmerie
du cadre général des organismes centraux – branche « formations extérieures »**

NOR : INTJ1928015S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 2008-952 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier du corps des sous-officiers de gendarmerie;

Vu la décision n° 80560 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828660S);

Vu la décision n° 88840 du 12 décembre 2018 (NOR : INTJ1828664S),

Décide:

Article 1^{er}

L'adjudant dont le nom suit est promu au grade d'adjudant-chef le 1^{er} décembre 2019:

Billard Sébastien NIGEND : 157 370 NLS : 8014405

Article 2

Les maréchaux des logis-chefs dont le nom suit sont promus au grade d'adjudant le 1^{er} décembre 2019:

Anquet Jean-Michel NIGEND : 153 402 NLS : 8011403

Baudrant Anne NIGEND : 129 374 NLS : 5283806

Gossart Denis NIGEND : 139 970 NLS : 5296127

Article 3

Le gendarme dont le nom suit est promu au grade de maréchal des logis-chef le 1^{er} décembre 2019:

Lelong Déborah NIGEND : 183 112 NLS : 8033853

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de la gestion du personnel,*

L. LE GENTIL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la gendarmerie nationale

Direction des personnels militaires
de la gendarmerie nationale

Décision n° 76154 du 12 novembre 2019 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale

NOR : INTJ1932325S

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 modifié portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu le décret n° 2008-961 du 12 septembre 2008 modifié relatif aux militaires engagés;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 pris pour l'application dans la gendarmerie nationale des articles 5 et 18 du décret n° 2008-953 du 12 septembre 2008 portant statut particulier des corps de sous-officiers et officiers mariniers de carrière des armées et du soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu l'arrêté du 4 août 2010 modifié fixant pour la gendarmerie nationale la composition et l'organisation de la commission prévue à l'article L.4136-3 du code de la défense;

Vu l'instruction n° 81600 du 12 novembre 2013 relative à l'avancement des sous-officiers servant au titre d'une spécialité du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale;

Vu les propositions formulées par la commission d'avancement en date du 8 novembre 2019,

Décide:

Article 1^{er}

Le tableau d'avancement pour l'année 2020 du personnel sous-officier du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale est arrêté ainsi qu'il suit:

Pour le grade de major, les adjudants-chefs :

Spécialité administration et gestion du personnel

Babinot Jennifer	NIGEND : 158 473
Derderian Éric	NIGEND : 192 739
Lehmann Maurice	NIGEND : 170 257
Bonnet Barbara	NIGEND : 185 814
Braun Florence	NIGEND : 185 257
Landaïs Sylvain	NIGEND : 192 340
Ceccaldi Christophe	NIGEND : 170 591
Martin Sylvie	NIGEND : 125 537
Le Helloco Franck	NIGEND : 170 613
Madrolle Valérie	NIGEND : 150 235
Besson Nathalie	NIGEND : 141 702
Mellier Maryse	NIGEND : 142 838
Flageul Véronique	NIGEND : 117 945
Amboise Sabrina	NIGEND : 159 218
Dekeiser Jean-Philippe	NIGEND : 176 419
Poulet Pierre-Marie	NIGEND : 170 616
Perrin Isabelle	NIGEND : 184 967
Guéguen Xavier	NIGEND : 165 377
Fenoll Valérie	NIGEND : 317 488

Spécialité gestion logistique et financière

Petix Pascal	NIGEND : 170 259
Le Corre Loïc	NIGEND : 167 796
Boucheron Rémi	NIGEND : 193 461
Prot Laurent	NIGEND : 152 135
Gérard Jean-François	NIGEND : 176 092
Peltret Fabrice	NIGEND : 174 964
Castagnet Philippe	NIGEND : 192 728
Boularne Thierry	NIGEND : 166 297
Motin Yannick	NIGEND : 174 984
Colleau Rachel	NIGEND : 193 787
Calloc'h Jean-Michel	NIGEND : 167 200

Spécialité auto-engins blindés

Tardy Sébastien	NIGEND : 202 781
Pierront Sébastien	NIGEND : 202 812
Schnoebelen Anthony	NIGEND : 166 864
Séverin Pascal	NIGEND : 186 561
Faiderbe Bertrand	NIGEND : 169 485
Teilhol Marc	NIGEND : 193 412
Lopez Jacques	NIGEND : 166 708
Rouchet Régis	NIGEND : 166 843

Spécialité affaires immobilières

Nabonnand Vincent	NIGEND : 181 039
--------------------------	------------------

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Doléans Lambert	NIGEND : 176 406
Marques Thierry	NIGEND : 170 539

Spécialité restauration collective

Lamarque Lydie	NIGEND : 170 986
Desvals Jérôme	NIGEND : 170 980
Duval Laurent	NIGEND : 190 101

Pour le grade d'adjudant-chef, les adjudants :

Spécialité administration et gestion du personnel

Lepage Régis	NIGEND : 194 847
Guillon Céline	NIGEND : 216 904
Pizzolon Jérôme	NIGEND : 181 054
Dubos Frédérique	NIGEND : 193 034
Arnault Mélanie	NIGEND : 230 354
Scalise Idola	NIGEND : 196 872
Garandeau Delphine	NIGEND : 175 406
Porhel Florence	NIGEND : 170 915
Marel Vanessa	NIGEND : 205 790
Durand Sandrine	NIGEND : 140 316
Brunet Patrice	NIGEND : 171 513
Masset Valérie	NIGEND : 173 270
Cassis Céline	NIGEND : 169 113
Courivaud Émilie	NIGEND : 189 630

Debruyker Marie	NIGEND : 178 629
Bellon Dominique	NIGEND : 170 610
Lacroix Melinda	NIGEND : 193 986
Rigal Sandra	NIGEND : 170 918
Hardel Karline	NIGEND : 204 372
Bléron Séverine	NIGEND : 202 162
Postic Franck	NIGEND : 218 831
Cussey Cathy	NIGEND : 205 812
Conti Maryline	NIGEND : 182 595
Gagliardi Nathalie	NIGEND : 205 797
Demerval Audrey	NIGEND : 203 009
Pignol Laëtitia	NIGEND : 205 823
Sauvage Élise	NIGEND : 163 829
Floreacq Cathy	NIGEND : 164 391
Vérolle Stéphane	NIGEND : 171 590
Goyer Géraldine	NIGEND : 170 583
Biteau Claire	NIGEND : 169 378
Fournier Emmanuelle	NIGEND : 156 822
Bazile Franck	NIGEND : 181 046
Revaux Angéline	NIGEND : 205 714
Lobbe Angélique	NIGEND : 205 903
Six Céline	NIGEND : 171 780

Spécialité gestion logistique et financière

Balzarini Éric	NIGEND : 185 777
Talandier Sandrine	NIGEND : 142 844
M'Changama Jacques	NIGEND : 170 543
Acédo Jordane	NIGEND : 163 232
Dufresnoy Didier	NIGEND : 170 275
Colomban Yann	NIGEND : 193 789
El Moujoud Allah Amina	NIGEND : 173 253
Roger Jérôme	NIGEND : 187 382
Vadrot Jean-Luc	NIGEND : 193 516
Mangeot Joachim	NIGEND : 179 138
Soula Richard	NIGEND : 167 488
Le Gall Sébastien	NIGEND : 165 385
Jeanneau Prisca	NIGEND : 183 762
Pommier Loïc	NIGEND : 185 781
Coudert Olivier	NIGEND : 167 397
Degras Sylvia	NIGEND : 165 311
Duboé Laurent	NIGEND : 175 786
David Marie-Laure	NIGEND : 167 746
Lallot Jordane	NIGEND : 205 648
Tarall Joël	NIGEND : 192 719
Deveaux Sébastien	NIGEND : 187 350
Blond Laurence	NIGEND : 140 808

Spécialité auto-engins blindés

Nicolas Olivier	NIGEND : 167 442
Métayer David	NIGEND : 185 749
Baldet Frédéric	NIGEND : 202 552

Prévost Sébastien	NIGEND : 172 369
Kraemer Fabien	NIGEND : 169 486
Delaunay Mathias	NIGEND : 203 681
Cornuault Laurent	NIGEND : 170 528
Bobb Rémy	NIGEND : 169 367
Pointreau Philippe	NIGEND : 166 509
Méresse Nicolas	NIGEND : 166 504
Millot David	NIGEND : 167 436
Rioche David	NIGEND : 167 237
Piquemal Eric	NIGEND : 166 507
Pinchon Frédéric	NIGEND : 167 447
Guibal Emmanuel	NIGEND : 169 374
Duruissau Éric	NIGEND : 167 486

Spécialité affaires immobilières

Lacour Raphaël	NIGEND : 196 967
Gauthier Bertrand	NIGEND : 178 237
Cirelli Patrick	NIGEND : 169 800
Turon-Barrère Émilie	NIGEND : 168 694
Geloën Mélanie	NIGEND : 201 101
Richard Mylène	NIGEND : 199 017

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Andoche Benoît	NIGEND : 190 125
Huet Stéphane	NIGEND : 209 744

Spécialité restauration collective

Rouyer Christophe	NIGEND : 212 473
Rouyer Isabelle	NIGEND : 218 745
Chiffot Sandrine	NIGEND : 190 047
Dulac Laëtitia	NIGEND : 209 728
Bernard Amandine	NIGEND : 170 973

Pour le grade d'adjudant, les maréchaux des logis-chefs :

Spécialité administration et gestion du personnel

Cottey Jennifer	NIGEND : 304 089
Poquet Sandrine	NIGEND : 196 493
Descombes Virginie	NIGEND : 228 923
Guéguen Audrey	NIGEND : 225 434
El Farouqui Hafida	NIGEND : 212 155
Vicente Chantal	NIGEND : 154 596
Meunier Aurélie	NIGEND : 218 915
Moustaki Mona	NIGEND : 310 010
Labbaye Anne-Laure	NIGEND : 208 636
Quémeneur Olivier	NIGEND : 178 006
Rault Pauline	NIGEND : 244 991
Mazoire Sonia	NIGEND : 173 272
Poyvre Sandrine	NIGEND : 188 985
Veziat Amandine	NIGEND : 220 724
Chevalier Émilie	NIGEND : 210 313
Royer Mireille	NIGEND : 195 743

Leclerc Anaïs	NIGEND : 189 881
Rivet Morgane	NIGEND : 243 789
El Hajjami Mariam	NIGEND : 237 223
Anglade Claudy	NIGEND : 205 675
Tachet Estelle	NIGEND : 241 801
Ripoche Sébastien	NIGEND : 167 451
Obrebski Sonia	NIGEND : 246 588
Gilles Elina	NIGEND : 213 395
Lambolez Clémentine	NIGEND : 248 745
Ratsimandresy Rahary Alain	NIGEND : 213 444
Koehl Guylène	NIGEND : 301 034
Viarouge Aurélie	NIGEND : 229 007
Pajaud Agnès	NIGEND : 196 127
Kehlhoffner Marie-Gaëlle	NIGEND : 225 078
Pain Vincia	NIGEND : 236 019
Pierre Stéphanie	NIGEND : 196 672
Minatchy Marie	NIGEND : 238 145
Potier Cécilia	NIGEND : 215 957
Lafon Fabienne	NIGEND : 196 254
Behagle Mélanie	NIGEND : 212 929
Crette Emilie	NIGEND : 244 397
Vassal Vanessa	NIGEND : 179 116
Van Nuffel Émilie	NIGEND : 233 052
Labbe Damien	NIGEND : 238 127
Moutoucarpin Sabine	NIGEND : 224 731
Pâtissier Michaëlla	NIGEND : 323 079
Poupet Sophie	NIGEND : 195 089
Beyer Émeline	NIGEND : 215 992
Buzzi Julie	NIGEND : 306 627
Lesouef Estelle	NIGEND : 169 397
Germain Tiffanie	NIGEND : 305 322
Martin Elisabeth	NIGEND : 206 977
Mielet Justine	NIGEND : 210 523
Sarot Gaël	NIGEND : 300 811
Delory Julien	NIGEND : 313 974
Bienvenu Romain	NIGEND : 227 806
Curtinot Virginie	NIGEND : 182 424
Blot Damien	NIGEND : 321 349
Berger Laëtitia	NIGEND : 215 989
Paillaud Gaëlle	NIGEND : 233 870
Fadon Aurélie	NIGEND : 233 059
Leclerc Stéphane	NIGEND : 224 332
Hérambert Roxane	NIGEND : 321 368
Lalanne Laëtitia	NIGEND : 226 528
Desloyes Fabienne	NIGEND : 197 677
Segui Alice-Audrey	NIGEND : 239 582
Jozeau Hélène	NIGEND : 231 422
Etchemendy Marie-Laure	NIGEND : 306 642
Nicolas Angélique	NIGEND : 203 222
Mirbel Christelle	NIGEND : 209 768

Camier Allyson	NIGEND : 246 148
Perreau Anne	NIGEND : 372 603
Bachir Sadia	NIGEND : 312 056
Haubert Hélène	NIGEND : 195 845

Spécialité gestion logistique et financière

Aury Sophie	NIGEND : 195 874
Barge Stéphanie	NIGEND : 186 550
Boyron Karine	NIGEND : 178 487
Le Noan Valérie	NIGEND : 167 341
Micoyne Isabelle	NIGEND : 170 909
Garnier Adélia	NIGEND : 190 731
Loumeau Marilyne	NIGEND : 220 547
Boishu Marie-Andrée	NIGEND : 193 961
Gailliot David	NIGEND : 165 375
Bardol Claude	NIGEND : 209 749
Guth Virginie	NIGEND : 204 532
Barjon Aude	NIGEND : 234 229
Moguer Laury	NIGEND : 207 658
Deruel Michelle	NIGEND : 207 333
Costes Audrey	NIGEND : 204 072
Berland Sébastien	NIGEND : 185 791
Logeais Caroline	NIGEND : 196 627
Pignolet Émilie	NIGEND : 216 255
Doisy Frédéric	NIGEND : 195 338
Corbet David	NIGEND : 178 180
Andre Nicolas	NIGEND : 246 304
El Rhachi Oifae	NIGEND : 199 789
Guerry Sandy	NIGEND : 195 427
Arres Hafida	NIGEND : 306 509
Barroo Franck	NIGEND : 243 755
Potier Christophe	NIGEND : 179 009
Richard Catherine	NIGEND : 180 997
Adam Séverine	NIGEND : 215 073
Berland Emmanuel	NIGEND : 215 640
Garcia Stéphanie	NIGEND : 213 701
Amail Lydia	NIGEND : 237 172
Poupaert Nathalie	NIGEND : 183 773
Lelaure Myriam	NIGEND : 175 414
Lomongiello Johanna	NIGEND : 209 762
Mercier Christophe	NIGEND : 165 389
Gac Valérie	NIGEND : 194 997
Bailey Virginie	NIGEND : 195 409
Martin Hélène	NIGEND : 216 918
Romieu Christelle	NIGEND : 189 539

Spécialité auto-engins blindés

Hambacher Cédric	NIGEND : 170 042
Blimond Xavier	NIGEND : 218 711
Renard Jean-Pierre	NIGEND : 172 372
Morabito Stéphane	NIGEND : 209 686

Moiret Alexandre	NIGEND : 192 323
Lagny Romuald	NIGEND : 192 317
Girardeau Fabien	NIGEND : 187 418
Leygonie Sébastien	NIGEND : 209 702
Vacher Cyril	NIGEND : 191 856
Seguin Sylvain	NIGEND : 209 803
Rocha José	NIGEND : 192 489
Roulon David	NIGEND : 209 751
Travert Vincent	NIGEND : 187 394
Michaux Michaël	NIGEND : 175 380
Denis Sébastien	NIGEND : 175 371
Fricout Olivier	NIGEND : 218 722
Ratel Jérémy	NIGEND : 191 264
Raffy Cédric	NIGEND : 209 687
Concaud Christophe	NIGEND : 187 284
Descamps Yoann	NIGEND : 167 402
Graire Olivier	NIGEND : 190 209
Lacourcelle Christophe	NIGEND : 192 463
Michelot Damien	NIGEND : 209 757

Spécialité affaires immobilières

Maison Arno-Pierre	NIGEND : 224 071
Villeneuve Angélique	NIGEND : 212 381
D'Angiolo Fabrice	NIGEND : 233 557
Tonnaud Bénédicte	NIGEND : 218 749
Galand Lucie	NIGEND : 303 655
Véjux Maryline	NIGEND : 198 214
Touraille Sandrine	NIGEND : 212 409
Coupe Gaëlle	NIGEND : 207 585
Bollini Johann	NIGEND : 212 382
Dagorn Julien	NIGEND : 224 060
Panet Céline	NIGEND : 232 661
Framery Sabrina	NIGEND : 212 387
Meziane Nadia	NIGEND : 205 750
Le Roux Julien	NIGEND : 232 657
Tezier Virginie	NIGEND : 205 693

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Desprez Guillaume	NIGEND : 209 724
Marjault Baptiste	NIGEND : 198 975
Martinet Frédéric	NIGEND : 209 802

Spécialité restauration collective

Duret Marie-Claudine	NIGEND : 309 968
Gugliotta Ludovic	NIGEND : 241 845
Volle Nicolas	NIGEND : 201 765
Vandomme Cédric	NIGEND : 218 751
Payet Corine	NIGEND : 305 403
Huet Arnaud	NIGEND : 218 726
Lebrun Patrick	NIGEND : 309 991

Pour le grade de maréchal des logis-chef, les maréchaux des logis :

Spécialité administration et gestion du personnel

Maciel Ophélie	NIGEND : 230 717
Peltin Sabrina	NIGEND : 306 553
Rose Emmanuelle	NIGEND : 317 096
Missouri Dalila	NIGEND : 312 334
Kaman Gisèle	NIGEND : 300 737
Dorléans Lise	NIGEND : 304 137
Chabrat Justine	NIGEND : 301 104
Dubuis Marion	NIGEND : 309 966
Lejeune Vincent	NIGEND : 241 560
Bucciero Coralie	NIGEND : 240 362
Danet Morgane	NIGEND : 324 369
Perrot Annabelle	NIGEND : 300 671
Ortain Élodie	NIGEND : 309 673
Spinelli Sylviane	NIGEND : 310 032
Pichon Violaine	NIGEND : 343 198
Machecler Edith	NIGEND : 247 443
Kadila Hilaire	NIGEND : 235 852
Brandan Laëtitia	NIGEND : 218 116
De Castro Sylvie	NIGEND : 213 383
Jauch Helga	NIGEND : 233 838
Bouleau Vincent	NIGEND : 320 007
Robertin Laëtitia	NIGEND : 216 671
Aubert Marion	NIGEND : 312 014
Merle Emmanuelle	NIGEND : 310 054
Taormina Déborah	NIGEND : 226 571
Gryson Sophie	NIGEND : 304 411
Fouyenne Gilles	NIGEND : 309 977
Promeneur Olivia	NIGEND : 247 569
Lagirarde Emilie	NIGEND : 301 039
Sergeant Marion	NIGEND : 313 702
Jego Laura	NIGEND : 333 232
Touchet Cédric	NIGEND : 211 800
Courtois Arnaud	NIGEND : 306 358
Olière Chantal	NIGEND : 304 259
Lemaire Anne-Sophie	NIGEND : 213 416
Buffet Jonathan	NIGEND : 226 487
Laurent Livia	NIGEND : 305 367
Marilleau Virginie	NIGEND : 312 329
Renaud Corinne	NIGEND : 244 107
Mansouri Smahan	NIGEND : 219 059
Villé Charline	NIGEND : 333 239
Gay Marie-Astrid	NIGEND : 351 385
Launay Sabrina	NIGEND : 239 252
Point Emmanuelle	NIGEND : 314 817
Feufeu Amélie	NIGEND : 309 974
Picardat Anthony	NIGEND : 233 878
Zullo Céline	NIGEND : 306 738

Monanni Marjorie	NIGEND : 247 659
Bourgon Stéphanie	NIGEND : 246 139
Gelb Christophe	NIGEND : 306 648
Aliouane Linda	NIGEND : 351 381
Guéniat Christelle	NIGEND : 351 444
Guountti Aziza	NIGEND : 236 299
Colné Nathalie	NIGEND : 313 973
Belluteau Alexandra	NIGEND : 221 289
Neymarc Elodie	NIGEND : 306 689
Vadamanikon Linda	NIGEND : 218 953
Etienne Christelle	NIGEND : 204 835
Crasnier Angelina	NIGEND : 244 279
Haouli Tamimount	NIGEND : 215 357
Bioulac Elodie	NIGEND : 333 152
Doroszewski Davy	NIGEND : 321 401
Abarra Nabil	NIGEND : 306 586
Verheecke Nadège	NIGEND : 306 732
Tampigny Simon	NIGEND : 310 035
Léocadie Sébastien	NIGEND : 312 054
Morisse Stéphanie	NIGEND : 237 128
Chaumette Sandra	NIGEND : 247 393
Ali Rabiata	NIGEND : 307 904
Després Aurore	NIGEND : 354 673
Dodier Jennifer	NIGEND : 354 674
Ballot Mélanie	NIGEND : 313 957
Léman Stéphanie	NIGEND : 312 320
Fogacci Audrey	NIGEND : 312 270
Vienne Amandine	NIGEND : 242 776
Dugas du Villard Céline	NIGEND : 312 187
Houssat Charlotte	NIGEND : 351 402
Vangheluwe Julie	NIGEND : 313 925
Barbarossa Fanny	NIGEND : 236 239
Conques Gaëlle	NIGEND : 213 812
Van-Nienwenhove Mathilde	NIGEND : 258 296
Neveux Adeline	NIGEND : 274 925
Ocquidant Elodie	NIGEND : 351 436
Bertaud Elodie	NIGEND : 330 453
Margueron Stéphanie	NIGEND : 320 066
Jacoutot Sophie	NIGEND : 315 812
Loeullier Fanny	NIGEND : 313 707
Magnin Coralie	NIGEND : 343 199
Gieros Aurélie	NIGEND : 301 400
Franoux Pauline	NIGEND : 323 070
Loizeau Aurore	NIGEND : 313 989
Chaffraix Johana	NIGEND : 213 463
Rivière Murielle	NIGEND : 310 023
Stienne Christine	NIGEND : 306 729
Régent Émilie	NIGEND : 321 391
Gueye Omar	NIGEND : 301 000
Demski Audrey	NIGEND : 312 089

Benet Jennifer	NIGEND : 244 019
Brusseau Florence	NIGEND : 330 457
Zobda Katharina	NIGEND : 247 067
Simonnet Anne-Sophie	NIGEND : 309 616
Benhalima Sabrina	NIGEND : 351 395
Hoareau Gwénola	NIGEND : 232 594
Roulette Mélanie	NIGEND : 231 864
Boucheron Ludivine	NIGEND : 312 095
Ouf Gaëlle	NIGEND : 306 694
Bierla Florie	NIGEND : 300 624
Etienne Florence	NIGEND : 163 812
Calbet Juliane	NIGEND : 243 850

Spécialité gestion logistique et financière

Hérisson Nathalie	NIGEND : 304 420
Winderickx Gwladys	NIGEND : 243 562
Cros Caroline	NIGEND : 304 186
De Rosa Aurélie	NIGEND : 309 961
Bigot Leïtitia	NIGEND : 219 461
Paviel Emilie	NIGEND : 246 200
Escaillas Eugénie	NIGEND : 205 437
Lamaison Cyprien	NIGEND : 246 300
Rakotoarivonina Andriatsitohaina	NIGEND : 243 785
Barth Sébastien	NIGEND : 306 510
Halter Emilie	NIGEND : 233 718
Moullier Céline	NIGEND : 301 120
Henry Nicolas	NIGEND : 321 367
Ridard Marylène	NIGEND : 231 275
Maquaire Christelle	NIGEND : 306 539
Bertret Béatrice	NIGEND : 243 756
Belly Karina	NIGEND : 304 228
Abbou Kheira	NIGEND : 216 849
Jusseume Stéphanie	NIGEND : 183 203
Hennequart Linda	NIGEND : 243 773
Demoly Damien	NIGEND : 246 165
Ithany Carole	NIGEND : 227 853
Petit Mathieu	NIGEND : 301 212
Machin Mélaïne	NIGEND : 246 302
Ibersiène Soazig	NIGEND : 236 306
Carles Marilyn	NIGEND : 306 513
Brichard Sabrina	NIGEND : 304 233
Chapeyron Cédric	NIGEND : 304 238
Lemire Lisa	NIGEND : 302 202
Chamaison Emilie	NIGEND : 304 184
Régnier Sylvie	NIGEND : 227 969
Alamèle Yannick	NIGEND : 306 508
Meireles Luis	NIGEND : 304 188
Patin Grégory	NIGEND : 243 783
Tailet Frédéric	NIGEND : 244 998
Flesselle Julien	NIGEND : 309 975

Auteau Delphine	NIGEND : 243 753
Kachbal Hassanya	NIGEND : 246 187
Coppée Sandra	NIGEND : 212 847
Pognon Coralie	NIGEND : 210 965
Touvin Maïté	NIGEND : 246 204
Thibert Sandrine	NIGEND : 218 436
Tabard Jessica	NIGEND : 227 898
Benard Delphine	NIGEND : 304 229
Groll Frédéric	NIGEND : 309 983
Pouret Marlène	NIGEND : 200 412
Descamps Kevin	NIGEND : 321 356
Sall Rokhaya	NIGEND : 245 986

Spécialité auto-engins blindés

Cartier Guillaume	NIGEND : 235 470
Zammit Aurélien	NIGEND : 215 977
Plaire Florian	NIGEND : 237 282
Mendes Samuel	NIGEND : 319 417
Debaisieux Thierry	NIGEND : 219 479
Bernard Jérôme	NIGEND : 306 394
Hirondar David	NIGEND : 237 230
Bourhis Jérémy	NIGEND : 231 354
Aresti Anthony	NIGEND : 315 868
Roullier Nicolas	NIGEND : 232 662
Hahn Thomas	NIGEND : 236 301
Berder Florian	NIGEND : 304 079
Mey Aurélien	NIGEND : 306 412
Nawrot Jérémie	NIGEND : 308 167
Leduc Bernard	NIGEND : 221 336
Bénézech Romain	NIGEND : 236 387
Haudiquet Norman	NIGEND : 304 413
Boutet David	NIGEND : 209 466
Maria Frédéric	NIGEND : 304 871
Filloux Sébastien	NIGEND : 301 257
Blin Mickaël	NIGEND : 307 192
Eynard Maxime	NIGEND : 301 254
Rasse Nicolas	NIGEND : 236 347
Boieldieu Vincent	NIGEND : 232 955
Petre Julien	NIGEND : 304 554
Salmon Anthony	NIGEND : 243 791
Saint-Blancard Alexandre	NIGEND : 215 131
Simony Loïc	NIGEND : 221 368
Artigue Jérôme	NIGEND : 301 529
Buisson De Larichaudy Mathias	NIGEND : 323 231

Spécialité affaires immobilières

Féquant Sandrine	NIGEND : 309 973
Bonidan Sylvain	NIGEND : 224 055
Vie Thibault	NIGEND : 306 581
Simon Bruno	NIGEND : 315 905
Jallier Magali	NIGEND : 333 226

Bador Éva	NIGEND : 315914
Rodriguez Alice	NIGEND : 302385
Sefsaf Gaëlle	NIGEND : 211825
Lesaffre Pierre-Marie	NIGEND : 309995
Morgant Émeline	NIGEND : 315899
Paon Angélique	NIGEND : 205430
Bertin Elodie	NIGEND : 231347
Rémy Laëtitia	NIGEND : 310022

Spécialité armurerie et pyrotechnie

Durand Sébastien	NIGEND : 236841
Kolly Thomas	NIGEND : 228198
Wyrwas Alexandre	NIGEND : 301338
Lavenu Alban	NIGEND : 212433
Lyoen Patrick	NIGEND : 241867

Spécialité restauration collective

Le Diraison Carine	NIGEND : 312111
Burger Marc	NIGEND : 320156
Jorez Manuel	NIGEND : 234324
Flamery Cédric	NIGEND : 340496
Dujardin Rémy	NIGEND : 203301
Châtelain Camille	NIGEND : 312164
Andrieu Jonathan	NIGEND : 311988
Pardin Pétula	NIGEND : 354680
Lethimonnier Mélanie	NIGEND : 325575
Vanfrackem Fabien	NIGEND : 243793

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 12 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur du personnel militaire
de la gendarmerie nationale,*
A. DE OLIVEIRA

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction générale
de la police nationale

**Instruction du 3 décembre 2019 relative à l'organisation du temps de travail des personnels
du corps de commandement de la police nationale qui ne relèvent pas de l'article 10**

NOR : INTC1934926C

Pièce jointe :

1 annexe.

Le ministre de l'intérieur à destination in fine.

La présente instruction a pour objet la mise en application, au 1^{er} janvier 2020, de l'article 27 de l'arrêté portant sur l'organisation relative au temps de travail (APORTT) qui prévoit les régimes de travail des personnels du corps de commandement (CC) de la police nationale ne relevant pas de l'article 10 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000.

Par ailleurs, elle abroge la latitude relative à la gestion des obligations et des responsabilités opérationnelles dont disposaient ces personnels (LOP).

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2020, les agents concernés sont :

- soit soumis à un régime hebdomadaire à variabilité ;
- soit soumis à un régime spécial lorsqu'ils relèvent d'un régime cyclique, ou d'un régime hebdomadaire avec des horaires spécifiques de travail non conciliables avec la variabilité.

Les modalités d'organisation retenues par chaque service font l'objet, après accord de la direction d'emploi, d'une consultation du comité technique compétent.

Ces deux régimes de travail permettent de reconnaître l'engagement des personnels du CC en ce qui concerne les dépassements horaires. Ils sont compatibles avec les services supplémentaires et leurs compensations en vigueur, comme avec les prises de service décalées.

Deux dispositifs sont mis en place :

- celui du «débit/crédit» qui permet de calculer le solde entre le temps de travail que l'agent effectue réellement et celui qu'il doit effectuer en fonction de son régime de travail ;
- celui du «repos compensé badgé» qui octroie des repos en heures lorsque le solde du «débit/crédit» a dépassé un certain seuil de crédit en fin de période de référence.

Ces dispositifs nécessitent qu'un décompte exact du temps de travail accompli chaque jour soit réalisé, pour chacun des agents, via l'application officielle de gestion automatisée du temps de travail qui est installée sur chaque poste de travail (actuellement GEONET).

Ces personnels enregistrent leurs prises et fins de service. En cas d'empêchement, une régularisation est effectuée *a posteriori* et dans les plus brefs délais par le gestionnaire du temps de travail de l'agent.

I. – LE RÉGIME DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE À VARIABILITÉ

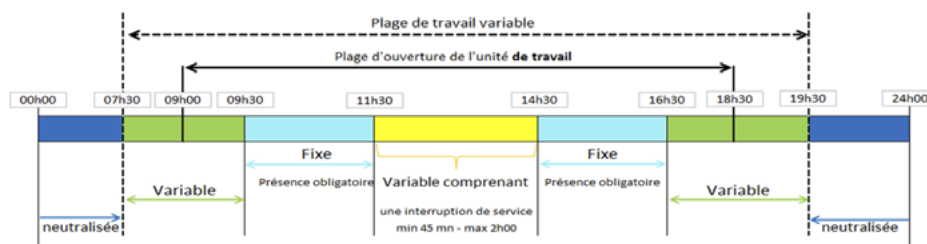
Il s'applique aux personnels susvisés soumis au régime de travail hebdomadaire avec interruption de service. Il permet à ces agents de faire varier leurs horaires de travail selon certaines plages de travail.

1. Les plages de travail

La journée de travail est découpée en trois types de plages horaires :

- deux plages fixes, d'une durée totale de 4 heures minimum par jour, entrecoupée par l'interruption de service, et durant lesquelles l'agent doit être présent au service ;
- des plages variables à l'intérieur desquelles l'agent a la latitude de faire évoluer ses horaires d'arrivée et de départ ;
- des plages neutralisées durant lesquelles le temps de travail est enregistré, mais comptabilisé que s'il est justifié par des nécessités de service.

Exemple d'enchaînement des différentes plages horaires :



2. Le dispositif des compteurs « Débit-Crédit » et RCB

Un compteur « débit/crédit » (D/C) exprimé en heures est mis en place, il s'alimente automatiquement et quotidiennement par la différence entre le temps de travail que l'agent a réellement effectué et celui qu'il doit effectuer en fonction de son régime de travail (exemple 1 de l'annexe).

Dès lors que le crédit d'heures dépasse 9 heures il est converti, sur cette tranche des 9 premières heures, en repos compensé badgé (RCB) et transféré sur un autre compteur dénommé RCB.

À l'instar de l'ensemble de la police nationale, afin d'établir le décompte exact du temps de travail, les personnels du corps de commandement enregistrent leurs entrées et sorties 4 fois par jour, *via* l'application officielle du temps de travail :

- à la prise de service ;
- au début de l'interruption de service ;
- à la fin de l'interruption de service ;
- à la fin de service.

À défaut d'être réalisés par les agents, ces enregistrements sont réalisés, a posteriori, par l'agent ou par un gestionnaire.

Chaque jour, le compteur « débit-crédit » laisse apparaître un crédit ou un débit de temps cumulable sur une période de référence correspondant au mois calendaire. En fin de mois, les différentes hypothèses possibles sont les suivantes :

1. Lorsque le solde créditeur est inférieur à 9 heures (soit entre 0 h 01 et 8 h 59), celui-ci est reporté le mois suivant sur le compteur D/C.

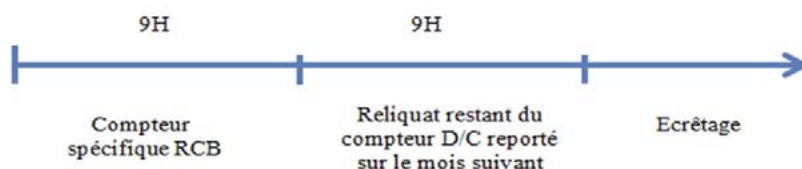
2. Lorsque le solde créditeur est supérieur ou égal à 9 heures et inférieur ou égal à 18 heures :

- les 9 premières heures sont transférées sur le compteur RCB et sont à utiliser sur le mois suivant. Dès lors, la valeur de ces RCB est décomptée du compteur D/C ;
- les heures restantes sont maintenues sur le compteur D/C le mois suivant, à concurrence de 9 heures.

Exemple : Si, à la fin du mois, le compteur « débit-crédit » d'un agent, présente un solde de + 13 h 15 de crédit (soit 9 heures + 4 h 15) :

- 9 heures sont créditées dans le compteur RCB et leur valeur est décomptée du compteur « débit-crédit » ;
- le reliquat de crédit de 4 h 15 reste sur le compteur D/C le mois suivant.

3. Au-delà de 18 heures, les heures sont écrêtées.



4. Lorsque le solde débiteur est inférieur au 1/5^e du temps de travail hebdomadaire de référence de l'agent, celui-ci est reporté sur le mois suivant (soit entre – 0 h 01 et – 8 h 05 pour un régime hebdomadaire à 40 h 30).

5. Lorsque le solde débiteur est égal ou supérieur au 1/5^e du temps de travail hebdomadaire de référence de l'agent, une journée ARTT, ou plus si nécessaire, est décomptée automatiquement de la dotation annuelle. L'équivalent temps de cette journée ARTT compense alors le débit du compteur D/C.

Exemple : Si, à la fin du mois, le compteur « débit-crédit » d'un agent en régime hebdomadaire à 40 h 30 présente un solde débiteur de – 10 h 12 :

- 1 journée de RTT est décomptée à hauteur de 8 h 06, et cette valeur est créditée au compteur D/C pour compenser le débit;
- 2 h 06 de débit restant sont reportées sur le compteur «débit-crédit» du mois suivant.

3. La gestion particulière des heures placées sur le compteur RCB

Quand le solde créditeur du compteur D/C est supérieur ou égal à 9 heures en fin de mois, il est automatiquement converti en 9 heures de RCB, soit jusqu'à concurrence de 108 heures (9 × 12) maximum par an.

Ce repos doit être pris au cours du mois suivant. Ce délai expiré, le droit à récupération s'éteint et les RCB sont supprimés du compteur. Néanmoins, si l'agent ne peut exercer son droit à récupération pour des raisons de service, les heures de RCB non prises pourront être reportées dans la limite d'une année, et jusqu'à deux années maximum en raison de circonstances exceptionnelles.

4. La prise de repos et congés

Les heures en crédit du compteur «Débit-Crédit» sont utilisées pour faire varier les horaires de travail journaliers sur les plages variables, mais ne peuvent pas être utilisées en repos sur les plages fixes.

Les heures sur le compteur RCB peuvent par contre être utilisées sur les plages fixes et combinées avec le «débit/crédit», ou par journée ou demi-journée.

De plus, l'agent dispose également d'un compteur d'HS alimenté par des services supplémentaires (rappels, rappels sur astreinte, reports de repos et permanences), et peut solliciter de les utiliser sur les plages fixes pour les combiner avec les mécanismes du «débit/crédit», ou par journée ou demi-journée.

Exemple de combinaison possible pour un agent en régime à 40 h 30 qui dispose de 9 heures de RCB, de 2 heures de crédit et de 30 HS : il pourrait demander à s'absenter du service 2 jours en utilisant ses droits à repos de la manière suivante :

- 1^{er} jour : 4 h 03 de RCB pour une demi-journée, 2 HS en contrepartie de la plage fixe de l'autre demi-journée et 2 h 03 de «débit/crédit»;
- 2^e jour : 4 HS (sur les plages fixes) et 4 h 06 de «débit/crédit» (sur les plages variables).

À l'issue, les différents soldes seraient :

- compteur HS = 24;
- compteur RCB = 4 h 57;
- compteur «débit/crédit» = – 4 h 09.

Les congés et repos sont accordés *via* une demande de titre de congés avec accord du chef de service, RCB compris.

L'utilisation de la variabilité, *via* le compteur «débit/crédit», ne nécessite pas de demande de titre de congés, mais reste soumise aux nécessités de service.

II. – RÉGIME SPÉCIAL: CAS DES RÉGIMES CYCLIQUES ET DES SERVICES

en régimes hebdomadaires particuliers

Un régime particulier s'applique aux personnels susvisés quand le régime hebdomadaire à variabilité ne peut être transposé aux organisations de service ne permettant pas de réelle latitude dans le choix des horaires de travail sur des plages variables.

Il s'agit notamment :

- des régimes cycliques;
- du régime mixte de la DCCRS;
- du régime hebdomadaire sans interruption de service;
- des régimes hebdomadaires contraignants en raison d'horaires de travail trop irréguliers ou d'impératifs stricts de prise et de fin de service.

Dans ces cas de figures, les plages de travail (neutre, variable et fixe) ne sont pas mises en place. En revanche, les mêmes dispositifs de «débit-crédit» et de repos compensé badgé (RCB) sont utilisés, mais à un seuil plus élevé en ce qui concerne le report de temps et la création de RCB en fin de mois.

1. Le dispositif des compteurs «débit-crédit» et RCB

Comme pour le régime de travail hebdomadaire à variabilité, un compteur «débit-crédit» exprimé en heures est mis en place, il s'alimente automatiquement et quotidiennement par la différence entre le temps de travail que l'agent a réellement effectué et celui qu'il doit effectuer en fonction de son régime de travail (exemple 2 de l'annexe).

Dès lors que le crédit d'heures dépasse 13 heures, il est converti, sur cette tranche des 13 premières heures, en repos compensé badgé (RCB) et transféré sur un autre compteur dénommé RCB.

Afin d'établir ce décompte exact du temps de travail, les personnels enregistrent, *via* l'application officielle d'enregistrement du temps de travail, leurs entrées et sorties quatre fois par jour quand il bénéficie d'une interruption de service, ou deux fois dans le cas contraire.

À défaut d'être réalisés par les agents eux-mêmes, ces enregistrements sont réalisés, *a posteriori*, par l'agent ou par un gestionnaire sur déclaration.

Chaque jour, le compteur «débit-crédit» laisse apparaître un crédit ou un débit de temps cumulable sur une période de référence d'un mois. À l'issue de cette période, le solde du compteur «débit-crédit» donne lieu aux mêmes opérations automatiques que pour le régime à variabilité, mais avec un seuil de report fixé à 13 heures en fin de mois.

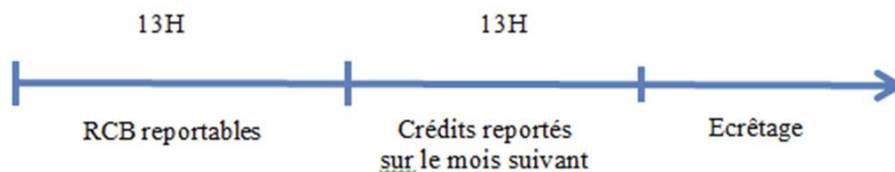
Contrairement au régime à variabilité, il n'y a pas de retrait d'ARTT quand le débit dépasse un certain volume.

Si, à l'issue du mois, le crédit atteint 13 heures, il est transféré sur le compteur en RCB, soit jusqu'à concurrence de 156 heures maximum par an (13 heures × 12 mois).

Ainsi, dès lors que le crédit du compteur «débit-crédit» dépasse le seuil de 13 heures en fin de mois :

- 13 heures sont transférées sur le compteur RCB adéquat et sont à utiliser sur le mois suivant. Cette valeur est alors décomptée du compteur D/C ;
- le reliquat de crédit est reporté dans la limite de 13 heures dans le compteur «débit-crédit» et à utiliser au cours du mois suivant.

Au-delà de 26 heures de crédit en fin de mois, les heures sont écrêtées.



Exemple : si, à la fin du mois, le compteur «débit-crédit» d'un agent en régime cyclique présente un solde créditeur de 30 heures :

- 13 heures de RCB sont créditées dans le compteur RCB et débité du compteur «débit-crédit» ;
- 13 heures sont reportées sur le compteur «débit-crédit» du mois suivant ;
- 4 heures sont écrêtées.

2. La gestion des repos compensés badgés (RCB)

Ce repos doit être pris au cours du mois suivant. Ce délai expiré, le droit à récupération s'éteint et les heures de RCB sont supprimées du compteur. Néanmoins, si l'agent ne peut exercer son droit à récupération pour des raisons de service, les heures de RCB non prises pourront être reportées dans la limite d'une année, et jusqu'à deux années maximum en raison de circonstances exceptionnelles.

3. La prise de repos et congés

L'utilisation du mécanisme du compteur «débit-crédit», pour effectuer une prise de service retardée ou une fin de service avancée, reste possible. Elle nécessite l'accord du chef de service. Ce compteur ne peut être utilisé pour compenser une situation d'absence qu'à la condition d'avoir un solde suffisamment créditeur.

Les congés et repos sont accordés *via* une demande de titre de congés avec accord du chef de service, RCB et crédit compris.

Exemple : Un agent en régime cycle 4/2, disposant de 13 heures de RCB, de 3 heures de crédit et de 10 heures supplémentaires (HS), pourrait demander à s'absenter 2 jours en utilisant ses droits à repos de la manière suivante :

- 1^{er} jour : 8 h 10 de RCB ;
- 2^e jour : 3 h 59 de RCB + 2 h 11 d'HS + 2 heures de crédit.

À l'issue, les différents soldes seraient :

- compteur HS = 7 h 49 ;
- compteur RCB = 0 h 51 ;
- compteur «débit/crédit» = 1 heure.

III. – LA RESTITUTION DES REPOS JOURNALIERS

Conformément aux articles 74 et 75 de l'APORTT (illustrés au chapitre III-1 de son annexe), les repos journaliers manqués sont restitués par l'utilisation du crédit du compteur «débit/crédit» et des heures de RCB, quand ils sont issus des dépassements horaires qui ont engendré ces repos manqués (exemple 3 de l'annexe).

Cette forme de restitution peut être combinée avec l'utilisation de repos compensateurs pour services supplémentaires (HS) quand des repos journaliers ou hebdomadaires manqués ont été engendrés par des services supplémentaires générateurs d'HS (permanence, rappel sur astreinte, rappel, report de repos).

Fait le 3 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, directeur général
de la police nationale,*
É. MORVAN

DESTINATAIRES

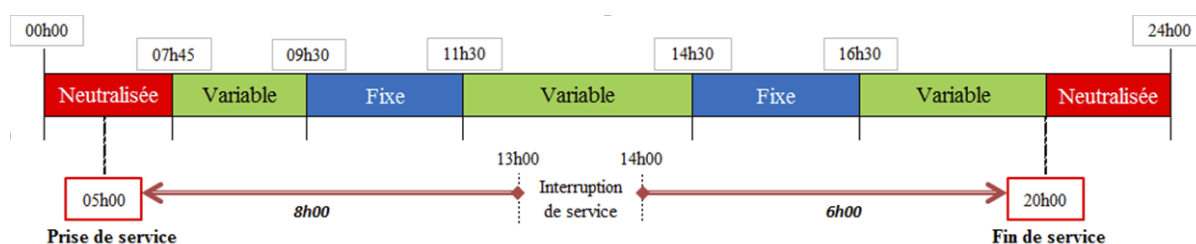
Monsieur le préfet de police.
Monsieur le directeur général de la sécurité intérieure.
Monsieur le directeur des ressources et des compétences de la police nationale.
Madame la directrice, cheffe de l'inspection générale de la police nationale.
Monsieur le directeur central de la police judiciaire.
Monsieur le directeur central de la sécurité publique.
Monsieur le directeur central de la police aux frontières.
Monsieur le préfet, directeur central des compagnies républicaines de sécurité.
Monsieur le directeur central du recrutement et de la formation de la police nationale.
Madame la directrice de la coopération internationale.
Monsieur le chef du service de la protection.
Monsieur le chef du service central de la police technique et scientifique.
Madame la cheffe du Service national des enquêtes administratives de sécurité.
Monsieur le général de corps d'armée, chef du service des technologies et des systèmes d'information de la sécurité intérieure.
Monsieur le chef du service des achats, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur.
Monsieur le chef de l'unité de recherche, assistance, intervention, dissuasion, chef de la force d'intervention de la police nationale.
Monsieur le chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste.
Monsieur le directeur de l'École nationale supérieure de la police.
Monsieur le directeur de l'Institut national de police scientifique.
Pour information :
Messieurs les préfets de région, préfets de zone de défense et de sécurité.
Mesdames et Messieurs les préfets de région.
Mesdames et Messieurs les préfets de département.
Monsieur le haut-commissaire de la République, en Nouvelle-Calédonie.
Monsieur le haut-commissaire de la République, en Polynésie française.
Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.
Monsieur le préfet, administrateur supérieur à Wallis-et-Futuna.
Monsieur le préfet, secrétaire général du ministère de l'intérieur.
Copie :
Conseiller police (cabinet ministre).

ANNEXE

Exemple 1 :

Un officier de DCPJ en régime hebdomadaire à variabilité prend son service à 5 heures pour effectuer une perquisition dès 6 heures, sachant que :

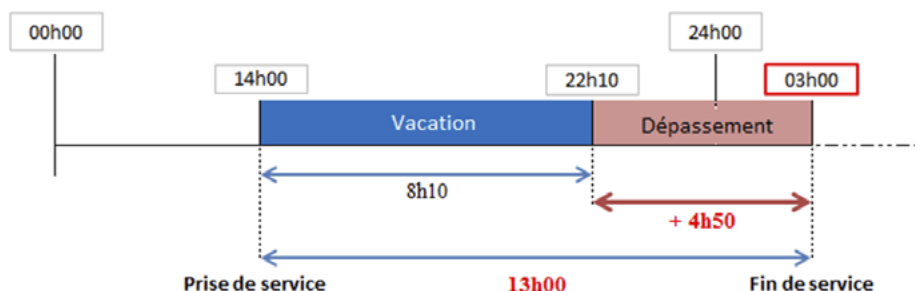
- les bornages des plages de travail paramétrés et les horaires de travail réellement effectués sont résumés dans le schéma ci-dessous ;
 - son régime hebdomadaire est de 40 h 30 avec une durée moyenne journalière (DMJ) de travail de 8 h 06.
- Son compteur débit/crédit (D/C) sera alimenté de 14 heures – 8 h 06 soit 5 h 54.



Exemple 2 :

Un officier de CDI, en régime cyclique 4/2 avec une DMJ de 8 h 10, termine son service à 3 heures en raison de violences urbaines qui éclatent en fin de service. Sachant que les bornages des horaires de travail paramétrés et ceux réellement effectués sont résumés dans le schéma ci-dessous.

- Le compteur D/C de cet agent sera alimenté de 13 heures – 8 h 10 soit 4 h 50.



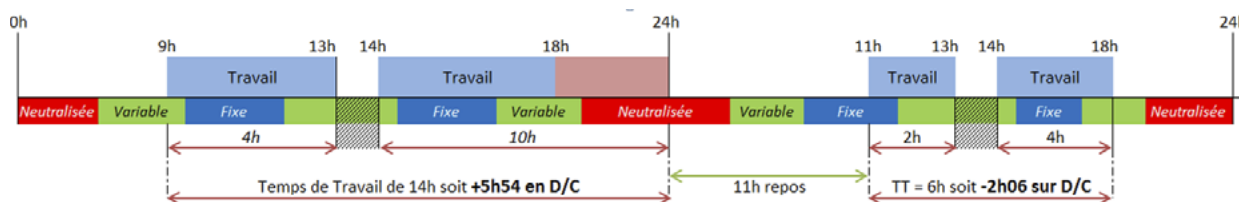
Exemple 3 :

Un officier de la DCPAF, en régime hebdomadaire à variabilité à 40 h 30 avec une DMJ de 8 h 06, prend son service à 9 heures, et termine sa journée de travail à minuit.

Si les nécessités de service le permettent, cet agent reprendra son service à 11 heures le lendemain matin afin de lui octroyer un repos journalier de 11 heures.

- À l'issue de la 1^{re} journée de travail, son compteur débit/crédit sera alimenté de 14 heures – 8 h 06 soit 5 h 54.
- À l'issue de la 2^e journée de travail, son compteur D/C sera alimenté de 6 heures – 8 h 06 soit – 2 h 06

En résumé, pour permettre le repos journalier, 2 h 06 ont été soustraites au crédit de 5 h 54 créé en raison du dépassement horaire effectué.



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 23 septembre 2019 portant modification des circonscriptions
des brigades territoriales de Friville-Escarbotin et de Saint-Valery-sur-Somme (Somme)**

NOR : INTJ1926124A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Friville-Escarbotin et de Saint-Valery-sur-Somme sont modifiées à compter du 1^{er} octobre 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Friville-Escarbotin et de Saint-Valery-sur-Somme exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 23 septembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

A N N E X E

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Friville-Escarbotin	Acheux-en-Vimeu Aigneville Allenay Ault Béthencourt-sur-Mer Chépy Feuquières-en-Vimeu Fressenneville Friaucourt Friville-Escarbotin Méneslies Mers-les-Bains Oust-Marest Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly Tully Woincourt Yzengremer	Acheux-en-Vimeu Aigneville Béthencourt-sur-Mer Chépy Feuquières-en-Vimeu Fressenneville Friville-Escarbotin Méneslies Mers-les-Bains Oust-Marest Saint-Quentin-la-Motte-Croix-au-Bailly Tully Woincourt Yzengremer
Saint-Valery-sur-Somme	Arrest Boismont Bourseville Brutelles Cahon Cayeux-sur-Mer Estréboeuf Franleu Lanchères Mons-Boubert Nibas Ochancourt Pendé Quesnoy-le-Montant Saigneville Saint-Blimont Saint-Valery-sur-Somme Valines Vaudricourt Woinarue	Allenay Arrest Ault Boismont Bourseville Brutelles Cahon Cayeux-sur-Mer Estréboeuf Franleu Friaucourt Lanchères Mons-Boubert Nibas Ochancourt Pendé Quesnoy-le-Montant Saigneville Saint-Blimont Saint-Valery-sur-Somme Valines Vaudricourt Woinarue

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 3 octobre 2019 portant modification des circonscriptions des brigades territoriales de Jonzac, de Montendre, de Montguyon et de Mirambeau (Charente-Maritime)

NOR : INTJ1926020A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Jonzac, de Montendre, de Montguyon et de Mirambeau (Charente-Maritime) sont modifiées à compter du 1^{er} janvier 2020 dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Jonzac, de Montendre, de Montguyon et de Mirambeau exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITOIRIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Jonzac	Agudelle Champagnac Chaunac Clam Fontaine-d'Ozillac Jonzac Léoville Lussac Meux Mortiers Ozillac Réaux-sur-Trèfle Saint-Germain-de-Lusignan Saint-Martial-de-Vitaterne Saint-Médard Saint-Simon-de-Bordes Vibrac Villexavier	Champagnac Clam Jonzac Lussac Meux Mortiers Ozillac Réaux-sur-Trèfle Saint-Germain-de-Lusignan Saint-Martial-de-Vitaterne Saint-Médard Saint-Simon-de-Bordes
Mirambeau	Allas-Bocage Boisredon Courpignac Guitinières Mirambeau Nieul-le-Virouil Saint-Bonnet-sur-Gironde Saint-Dizant-du-Bois Saint-Hilaire-du-Bois Saint-Martial-de-Mirambeau Saint-Sorlin-de-Conac Salignac-de-Mirambeau Semillac Soubran	Allas-Bocage Boisredon Guitinières Mirambeau Nieul-le-Virouil Saint-Bonnet-sur-Gironde Saint-Dizant-du-Bois Saint-Hilaire-du-Bois Saint-Martial-de-Mirambeau Saint-Sorlin-de-Conac Semillac Soubran
Montendre	Bedenac Bran Bussac-Forêt Chamouillac Chartuzac Chatenet Chepniers Chevanceaux Corignac Coux Expiremont Jussac Le Pin Mérignac Messac Montendre Montlieu-la-Garde Orignolles Polignac Pommiers-Moulons Pouillac Rouffignac Saint-Palais-de-Négrignac Sainte-Colombe Souméras Sousmoulins Tugéras-Saint-Maurice Vanzac	Agudelle Bran Bussac-Forêt Chamouillac Chartuzac Chatenet Chaunac Chepniers Corignac Courpignac Coux Expiremont Fontaine-d'Ozillac Jussac Le Pin Léoville Mérignac Messac Montendre Polignac Pommiers-Moulons Rouffignac Sainte-Colombe Salignac-de-Mirambeau Souméras Sousmoulins Tugéras-Saint-Maurice Vanzac Vibrac Villexavier

BRIGADE TERRITOIRIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Montguyon	Borese-et-Martron Cercoux Clérac La Clotte Le Fouilloux Montguyon Neuvicq Saint-Martin-d'Ary Saint-Pierre-du-Palais	Bedenac Borese-et-Martron Cercoux Chevanceaux Clérac La Clotte Le Fouilloux Montguyon Montlieu-la-Garde Neuvicq Orignolles Pouillac Saint-Martin-d'Ary Saint-Palais-de-Nérignac Saint-Pierre-du-Palais

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 15 octobre 2019 portant modification des circonscriptions
des brigades territoriales de Saint-André-de-Corcy et de Miribel (Ain)**

NOR : INTJ1928643A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

Les circonscriptions des brigades territoriales de Saint-André-de-Corcy et de Miribel sont modifiées à compter du 1^{er} novembre 2019, dans les conditions précisées en annexe.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes des brigades territoriales de Saint-André-de-Corcy et de Miribel exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire, dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 15 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

ANNEXE

BRIGADE TERRITORIALE	CIRCONSCRIPTION ACTUELLE	CIRCONSCRIPTION NOUVELLE
Saint-André-de-Corcy	Civrieux Mionnay Saint-André-de-Corcy Saint-Jean-de-Thurigneux Saint-Marcel Tramoyes	Civrieux Mionnay Saint-André-de-Corcy Saint-Jean-de-Thurigneux Saint-Marcel
Miribel	Beynost Miribel Neyron Saint-Maurice-de-Beynost Thil	Beynost Miribel Neyron Saint-Maurice-de-Beynost Thil Tramoyes

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

Arrêté du 17 octobre 2019 portant dissolution de la compagnie de gendarmerie départementale de Notre-Dame-des-Landes, des pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Notre-Dame-des-Landes 1, de Notre-Dame-des-Landes 2, de Notre-Dame-des-Landes 3, de Notre-Dame-des-Landes 4, de Notre-Dame-des-Landes 5, de Notre-Dame-des-Landes 6, de Notre-Dame-des-Landes 7 et des brigades de recherches de Notre-Dame-des-Landes 1 et de Notre Dame-des-Landes 2 (Loire-Atlantique)

NOR : INTJ1928701A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense ;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-27 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête :

Article 1^{er}

La compagnie de gendarmerie départementale de Notre-Dame-des-Landes est dissoute à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 2

Les pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie de Notre-Dame-des-Landes 1, de Notre-Dame-des-Landes 2, de Notre-Dame-des-Landes 3, de Notre-Dame-des-Landes 4, de Notre-Dame-des-Landes 5, de Notre-Dame-des-Landes 6 et de Notre-Dame-des-Landes 7 sont dissous à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 3

Les brigades de recherches de Notre-Dame-des-Landes 1 et de Notre-Dame-des-Landes 2 sont dissoutes à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 4

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 17 octobre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*
H. CHARVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Direction générale
de la gendarmerie nationale*

Direction des soutiens et des finances

**Arrêté du 19 novembre 2019 portant création
de la brigade de recherches de Koné (Nouvelle-Calédonie)**

NOR : INTJ1932028A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la défense;

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 15-1 et R. 15-22 à R. 15-26;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 421-2,

Arrête:

Article 1^{er}

La brigade de recherches de Koné est créée à compter du 1^{er} décembre 2019.

Article 2

Les officiers, gradés et gendarmes de la brigade de recherches de Koné exercent les attributions attachées à leur qualité d'officier ou d'agent de police judiciaire dans les conditions fixées aux articles R. 13 à R. 15-2 et R. 15-24 (1^o) du code de procédure pénale.

Article 3

Le directeur général de la gendarmerie nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 19 novembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :

*Le colonel, sous-directeur
de l'organisation et des effectifs,*

H. CHARVET

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 3 décembre 2019 portant agrément de véhicules blindés de transport de fonds

NOR : INTD1933852A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R. 613-36 et R. 613-37;

Vu l'arrêté du 28 avril 2000 modifié fixant les normes minimales nécessaires à l'agrément prévu par les articles R. 613-36 et R. 613-37 du code de la sécurité intérieure;

Vu la demande de la société Centigon France SAS, R.C.S. Saint-Brieuc n° 347 994 196, sise zone industrielle, rue d'Armor, 22400 Lamballe, en date du 8 octobre 2018;

Vu la visite de réception réalisée le 20 février 2019 par le directeur adjoint de l'équipement et de la logistique du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense Ouest;

Vu le rapport d'essai n° 1213 E-BLD-004 relatif à l'homologation de matériaux opaques (blindages) ou transparents (vitrages) utilisés dans la fabrication de véhicules blindés établi le 5 juin 2001 par l'établissement technique de Bourges;

Vu le rapport d'essai n° 277-FR/19/BNE relatif à la résistance balistique de vitrage pare-balles établi le 24 juin 2019 par le Banc national d'épreuve de Saint-Étienne;

Vu l'avis favorable du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense Ouest en date du 27 septembre 2019;

Considérant que le véhicule réceptionné correspond aux caractéristiques requises de résistance balistique des matériaux blindés opaques (parois) et des matériaux blindés transparents (vitrages),

Arrête:

Article 1^{er}

Le véhicule de transport de fonds de type MAN TGL 12.220 portant le n° de châssis WMAN15ZZ1JY369098 est agréé.

Article 2

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date de sa notification à la société Centigon France SAS. Il sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur.

Fait le 3 décembre 2019.

Pour le ministre et par délégation :
*L'adjoint au sous-directeur
des polices administratives,
chef du bureau des polices administratives,*
C. BORGUS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décision n° 83/2019 du 25 novembre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail

NOR : INTD1933621S

Le directeur du Conseil national des activités privées de sécurité,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 634-1 et L. 634-3-1 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 8271-1-2, L. 8271-6-3 et L. 8211-1 ;

Vu le décret du 18 juillet 2018 portant nomination du directeur du Conseil national des activités privées de sécurité – M. MAILLET (Cyrille) ;

Vu le règlement intérieur du Conseil national des activités privées de sécurité en date du 29 juin 2016,

Décide :

Article 1^{er}

Les agents du Conseil national des activités privées de sécurité, dont les noms et fonctions figurent en annexe, sont habilités, d'une part, à recevoir des agents de contrôle mentionnés à l'article L. 8271-1-2 du code du travail tous renseignements et tous documents leur permettant d'assurer le contrôle des personnes exerçant les activités privées de sécurité pour tirer les conséquences d'une situation de travail illégal et, d'autre part, à transmettre à ces mêmes agents tous renseignements et documents nécessaires à leur mission de lutte contre le travail illégal.

Article 2

La décision n° 71/2019 du 21 octobre 2019 portant habilitation des agents du Conseil national des activités privées de sécurité pour la mise en œuvre de la procédure prévue à l'article L. 8271-6-3 du code du travail est abrogée.

Article 3

Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'intérieur et sur le site internet du Conseil national des activités privées de sécurité.

Fait le 25 novembre 2019.

*Le directeur du Conseil national
des activités privées de sécurité,*
C. MAILLET

ANNEXE

I. – AGENTS DU SIÈGE DU CNAPS

BESSE	Christophe	Directeur des opérations
BERTAUX	Pierre-Frédéric	Directeur de cabinet
MULOT-RADOJCIC	Karine	Cheffe du service central du contrôle
AKBULUT	Pervin	Adjointe au chef du service central du contrôle
TROUPLIN	Damien	Contrôleur central
TAMEN	Emmanuel	Contrôleur central
HELLOUIN de CENIVAL	Sabine	Contrôleuse centrale
ARDANS	Sébastien	Chef du service des affaires juridiques et du contentieux
BOUYX	Virginie	Adjointe au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
RIVIERE	Vincent	Adjoint au chef du service des affaires juridiques et du contentieux
WILLIAM	Jonathan	Chargé des affaires juridiques
EL KHOURY	Sonia	Chargée des affaires juridiques
DESQUEST	Amaury	Chargé des affaires juridiques
FRILLEY	Marie	Chargée des affaires juridiques
DECHIN	Cyriaque	Chargé des affaires juridiques

II. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ÎLE-DE-FRANCE DU CNAPS

ZISU	Pierre	Délégué territorial
CHAUDRET	Marion	Adjointe au délégué territorial
KANOUTE	Majoula	Cheffe du contrôle
GRUNY	Hervé	Contrôleur
THEODORE	Gautier	Contrôleur
GRAS	Olivier	Contrôleur
LOUBEAU	Isabelle	Contrôleuse
DERUELLE	Aurélien	Contrôleur
LE GALL	Virginie	Contrôleuse
SLAVNIC	Sandra	Contrôleuse
ARTEIL	Xavier	Contrôleur
MAZUR	Patrick	Contrôleur
JACOB	Maximilien	Rapporteur
DOLMARE	Jade	Rapporteuse

III. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION NORD DU CNAPS

MEERPOEL	Catherine	Déléguée territoriale
GUILLON	Geoffrey	Adjoint à la déléguée territoriale, chef de l'instruction
CROMBET	Fabrice	Adjoint au chef du contrôle
GUERREIRO	Johanni	Contrôleur
MAUFROID	Martine	Cheffe du contrôle

DE PREESTER	Bénédicte	Contrôleuse
KONIECZKO	Daniel	Contrôleur
DUQUENNE	Jean-Christophe	Contrôleur
LANDSWERDT	Christie	Rapporteuse
VAN ROMPU	Céline	Rapporteuse

IV. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-EST DU CNAPS

BUCZEK	Jacques-Olivier	Délégué territorial
TRAVADEL	Christophe	Adjoint au délégué territorial, chef de l'instruction
NEEL	Michel	Chef du contrôle
ROUX	Olivier	Adjoint au chef du contrôle
DERIEN	Fabrice	Contrôleur
HUMBERT	Laurent	Contrôleur
FORESTIER	Jérémie	Contrôleur
ALVY	Aurore	Contrôleuse
GIRARD	Romain	Rapporteur

V. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OUEST

YADE	Samba	Délégué territorial
TENEZ	Audrey	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
DIENE	Saliou	Adjoint au chef du contrôle
PORCHER	Florian	Contrôleur
HOCQUETTE	Jean-Luc	Chef du contrôle
PETIT	Francis	Contrôleur
TRICHASSON	Yann	Contrôleur
LEULLIETTE	Samantha	Contrôleuse
LE BRAS	Ludovic	Contrôleur

VI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EST

PY	Vanessa	Déléguée territoriale
PIRRONE	Julie	Adjointe à la déléguée territoriale, cheffe de l'instruction
CHERPITEL	Pascal	Chef du contrôle
FORTIER	Cinthia	Contrôleuse
GRANIER	Elodie	Contrôleuse
PAYET	Jeremy	Adjoint au chef du contrôle
VIGLIOTTI	Stéphanie	Contrôleuse
DUREL	Raphael	Rapporteur

VII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD-OUEST

THOMAS	Carol	Déléguée territoriale
MILLET	Karine	Contrôleuse

UDOT	Philippe	Contrôleur
TERMEAU	Yann	Chef du contrôle
MARCHAL	Bruno	Contrôleur
DRIEU	Amaury	Contrôleur
MESURE	Stéphanie	Adjointe au chef du contrôle
CASES	Sophie	Contrôleuse
NABERAT SARTOULET	Jean-Paul	Rapporteur

VIII. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION SUD

LE MAGNEN	Guillaume	Délégué territorial
JOURNET	Anne	Adjointe au délégué territorial, cheffe de l'instruction
VERNY	Alexis	Adjoint au chef du contrôle
PEDRO	Clément	Contrôleur
DUCLOS	Boris	Chef du contrôle
CANAMAS	Jean-Philippe	Contrôleur
IOPETI	Sébastien	Contrôleur
CABARDOS	Olivier	Contrôleur
THEVOT	Anne-Laure	Rapporteuse

IX. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION ANTILLES-GUYANE DU CNAPS

GOANEC	Jean-Michel	Délégué territorial
--------	-------------	---------------------

X. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION OCÉAN INDIEN DU CNAPS

EFFANTIN	Emmanuel	Délégué territorial
----------	----------	---------------------

XI. – AGENTS DE LA DÉLÉGATION EN POLYNÉSIE FRANÇAISE DU CNAPS

LAUDE	Frédéric	Délégué territorial
-------	----------	---------------------